

AFRICAN UNION

الاتحاد الإفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

CAERT, B.P 141 Bureau Poste El-Mohammadia Alger, Algérie, Tel +213 21 52 01 10 Fax +213 21 52 03 78
Email : admin@caert.org.dz

ACSRT / CAERT

African Centre for the Study and Research on Terrorism

Terrorism

Bi-weekly Press Review

16 - 28 February 2015

Review no. 87



Press Review 16 - 28 February 2015

Table of Contents

	Pages
African Union	
- The African Union strongly condemns the barbaric murder of Egyptian nationals in Libya	4
Terrorism in Africa	
Algeria	
- Crise du Mali : Alger frappe un grand coup	5
Cameroon	
- Le développement économique est le meilleur antidote au terrorisme	8
Egypt	
- Top Islamic cleric calls for reforming education to curb religious extremism	11
- Analysis: Egypt left to fight alone against Islamist terrorism	13
- Demande d'intervention militaire en Libye, l'Egypte se rétracte	16
- Egypt Launches Airstrike in Libya Against ISIS Branch	18
Libya	
- Qui arrêtera Daesh ?	22
- How Islamic State is expanding its empire of terror	27
- Opinion: Libya, a new terror theater in a larger arena	30
- Do not send foreign troops here, warns Libya's air force commander	33
- Faut-il intervenir dans le guêpier libyen ?	36
- La Libye demande à l'ONU la levée de l'embargo sur les armes	38
Mali	
- The Thousand Year Old Grudge	40
Niger	
- Entre jihadistes et Boko Haram, le fragile Niger pris en étau	43
Nigeria	
- Boko Haram : la sale guerre a commencé	46
- Cartographie - Boko Haram sur les traces du califat de Sokoto ?	50
- Boko Haram et Daesh : le début de la fin !	54
- Bienvenue dans l'impasse nigériane	56
Somalia	
- From Westgate to Westfield: does al-Shabaab have the capacity to strike the West?	61

Tunisia	
- Tunisie: Profil jihadiste - Cette radicalisation qui inquiète	64
International Organizations	
UN	
- UN condemns abduction of 89 South Sudanese children by unidentified armed group	66
- 2014 année la plus meurtrière dans la guerre	68
Terrorism in the World	
- Time to silence terrorists on social media	70
France	
- Laurent Fabius: «La France ne peut pas se substituer aux Africains»	73
- Jihad français : mieux vaut prévenir et guérir	77
- La géopolitique du terrorisme	81
Denmark	
- Copenhague – Des fleurs pour le terroriste	83
Saudi Arabia	
- Saudi king: 'terrorism fueled international opinion against Islam'	86
Syria	
- What is luring Western women to Syria to join Isil?	88
- Daech, Al-Qaïda : vers le jihad global?	91
- En Syrie, des chrétiens prennent les armes face à l'Etat islamique et aux forces d'Assad	94
USA	
- Opinion: Fighting terrorism requires deeds not words	100
- Obama veut lutter contre les "fausses promesses" de l'extrémisme	102
- Etat islamique: l'impossible riposte militaire	104
- ACT SHEET: The White House Summit on Countering Violent Extremism	107
Yemen	
- Yemen chaos a plus for terror	112
- Will 'deconflicting' be the new US strategy in Yemen?	114

The African Union strongly condemns the barbaric murder of Egyptian nationals in Libya

Addis Ababa, 16 February 2015: The Chairperson of the Commission of the African Union (AU), Dr. Nkosazana Dlamini-Zuma, is deeply appalled by the beheading, in Libya, of 21 Egyptian Coptic Christians who were kidnapped in the past months, as shown in a propaganda video released Sunday by terrorist elements of the Islamic State (IS) in Libya. She strongly condemns this barbaric terrorist act, and demands that the perpetrators be urgently brought to justice.

The Chairperson of the Commission expresses her heartfelt condolences to the families of the victims, and reiterates AU's full solidarity with the people and Government of Egypt.

The Chairperson of the Commission stresses, once again, the need for renewed efforts to combat terrorism on the continent, on the basis of the relevant African and international instruments. She expresses the Commission's determination to spare no efforts in supporting Member States' efforts and enhancing inter-African cooperation in the prevention and combating of terrorism.

The Chairperson of the Commission underlines the urgency of effectively addressing the serious political crisis facing Libya and ending the violence prevailing on the ground. She notes that the collapse of state authority has enabled terrorist groups to establish safe havens in parts of Libya, posing a serious threat for the entire region. She calls on all Libyan stakeholders to demonstrate the required political commitment and spirit of compromise to end the current conflict, complete the transition, achieve national reconciliation, and restore law and order over the entire Libyan territory.

Terrorism in Africa

Algeria

Crise du Mali : Alger frappe un grand coup

21/02/2015



L'Algérie a incontestablement signé jeudi un retentissant coup diplomatique en réussissant à faire signer la «*Déclaration des Parties au Processus d'Alger*», au gouvernement malien et aux six groupes armés du nord du Mali. Cette accord de cessez-le-feu est assurément une très bonne nouvelle pour le Mali qui pourrait s'y appuyer pour conclure un accord de paix final qui va réconcilier définitivement les maliens.

Ce n'est pas rien quand on sait le contexte délétère dans lequel la médiation algérienne a dû travailler notamment avec le manque d'enthousiasme de certains groupes armés comme le MNLA téléguidé de l'extérieur mais aussi la classe politique malienne qui a refusé de cautionner la démarche du gouvernement de Bamako au prétexte qu'elle n'aurait pas été associé en amont.

Aussi la situation sur le terrain marqué par des attentats sporadiques contre les éléments de la Minusma ont compliqué un peu plus la possibilité d'aboutir à un compromis.

La diplomatie algérienne, emmenée par Ramtane Lamamra, a force de sérieux et d'abnégation, a réussi finalement, à faire entendre raison aux parties maliennes et les sensibiliser sur l'impérieuse nécessité de se parler.

Et après quelques petites frayeurs au début des négociations mercredi ponctuées par les déclarations tapageuses du représentant du MNLA Bilal Ag Chérif, la raison a fini par l'emporter. Et au bout, cet engagement de cessez-le-feu et s'engager dans un processus politique à même d'aboutir à la signature d'un accord définitif à Bamako.

Un cessez-le-feu inespéré

C'est donc un pas décisif qui a été franchi à Alger dans le règlement de la crise malienne qui dure depuis 2011.

L'Union africaine (UA) s'est d'ailleurs félicitée aujourd'hui de la signature de la *«Déclaration des Parties au Processus d'Alger»*, visant à «apaiser» la situation sur le terrain et à créer un «environnement favorable» à la conclusion d'un accord de paix.

«La présidente de la Commission de l'UA, Dr. Nkosazana Dlamini Zuma, se félicite de la signature, à Alger, le 19 février 2015, sous les auspices de la Médiation, d'une «Déclaration des parties au processus d'Alger», visant à apaiser la situation sur le terrain et à créer un environnement favorable à la conclusion d'un accord de paix», a précisé un communiqué de l'UA.

Tout en saluant, par la même occasion, le démarrage de la 5ème phase des pourparlers inter-maliens à Alger Mme Dlamini Zuma a encouragé les parties concernées à les poursuivre, afin d'aboutir rapidement, a-t-elle dit, à un *«accord de paix global et définitif»*.

Elle a, dans le même cadre, exhorté les signataires à *«respecter»* cette Déclaration et à la mettre «intégralement en application dans l'intérêt du peuple malien».

L'U.A salue la médiation algérienne

La même responsable a par ailleurs, réaffirmé le soutien de l'UA au processus de négociations inter-maliens à Alger, tout en appelant les parties concernées à *«redoubler d'efforts et à faire preuve d' »un esprit de compromis pour permettre l'aboutissement rapide des efforts en cours»*.

De son côté, le gouvernement malien a estimé vendredi que le cessez-le-feu entre le gouvernement malien et les groupes armés dans le nord du pays est *«une bonne nouvelle si tout le monde le respecte»*.

«Ce cessez-le-feu est une bonne nouvelle si tout le monde le respecte. Nos troupes n'ont jamais violé le cessez-le-feu. Maintenant il serait souhaitable que les négociations avancent pour une paix définitive» précise une source gouvernementale malienne rapportée par l'AFP.

Le plus dur reste à faire

Concrètement, le gouvernement malien et six groupes armés du nord du Mali, réunis à Alger, ont souscrit sous les auspices de l'Algérie et de l'ONU à une déclaration prévoyant la cessation immédiate *«de toutes formes de violence»*.

Cette déclaration a été signée en présence du ministre algérien des Affaires étrangères Ramtane Lamamra, dont le pays est le chef de file de la médiation internationale sur la crise au Mali, et du chef de la mission de l'ONU au Mali (Minusma), Mongi Hamdi.

S'agissant des groupes signataires, il est question du : Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), le Mouvement arabe de l'Azawad-dissident (MAA-dissident), la Coordination pour le peuple de l'Azawad (CPA) et la Coordination des Mouvements et fronts patriotiques de résistance (CM-FPR).

Pour autant l'affaire n'est pas encore pliée. La médiation algérienne devrait s'attendre à d'autres chausse-trappes de certains milieux qui ne souhaitent pas le règlement de la crise malienne.

<http://www.algerie1.com/>

Cameroon

Le développement économique est le meilleur antidote au terrorisme



Le défi sécuritaire est énorme pour l'Afrique qui fait face à des rebellions et groupes terroristes comme Aqmi, Ançar Dine, Mujao, Boko Haram, Etat islamique, Shebab... qui sont en train de déstabiliser bien des pays.

"Sans sécurité, il n'y a pas de développement", a réaffirmé le président malien Ibrahim Boubacar Kéïta à la cérémonie d'ouverture du 15e Forum de Bamako (19-22 février 2015).

Son pays, le Mali illustre cette vérité, selon les observateurs. Ce pays est en effet en proie à l'insécurité avec l'éclatement de la rébellion touareg en janvier 2012, suivi de l'occupation des régions du nord (Tombouctou, Gao et Kidal) par des organisations terroristes après le putsch du 22 mars 2012.

Conséquences : "presque que tous les grands projets de développement et des investissements au Mali sont mis en veilleuse", relève Modibo Diarra, un cadre du

ministère malien des Investissements.

Même si les organisations terroristes disent se battre pour l'islam, personne n'est dupe. "La religion n'est qu'un prétexte pour ces criminels", dénonce un maire de la région de Tombouctou qui ne souhaite pas être nommé.

Pendant l'occupation du nord du Mali, a-t-il noté, "les supposés jihadistes ont transgressé tous les interdits de l'islam comme le vol, l'adultère, l'alcool... Ce sont seulement des mercenaires au service des trafiquants d'armes et de drogues", a-t-il dénoncé.

Face à ce phénomène qui est en train d'hypothéquer l'émergence espérée par les peuples africains, des voix s'élèvent pour réclamer l'unité d'action.

C'est ainsi que le Tchad et le Niger sont engagés aux côtés du Nigeria et qu'une force africaine est en gestation sous l'égide de l'Union africaine et des Nations unies, pour combattre Boko Haram.

Cette mutualisation des moyens de sécurité en Afrique "est une nécessité incontournable", a souligné le président malien.

Mais, pour de nombreux observateurs, cette stratégie va vite démontrer ses limites. "L'Union africaine est encore loin du compte. Le terrorisme actuel, à base d'idéologie religieuse, ayant prospéré chez des populations analphabètes et étant entretenu par un substrat politique, demeure atypique et ne saurait être combattu de façon conventionnelle", a estimé M.Alexis Kalambry, consultant sur les questions de sécurité dans la bande sahélo-saharienne.

Une position partagée par Hamady Tamba, chroniqueur indépendant et spécialiste des questions de sécurité. Il a rappelé que "le terrorisme en Afrique est née sur le terreau fertile de l'ignorance, de l'injustice et de la volonté des dirigeants de maintenir les peuples dans des situations sans perspective". "Celui qui n'a rien à perdre est prêt à tout et est capable de tout risquer", a-t-il ajouté.

Il est rejoint sur ce point par le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, qui rappelait aux dirigeants de l'UA réunis en janvier dernier à Addis-Abeba que la force militaire ne serait sans doute pas "l'unique solution... Il faudrait s'attaquer aux origines profondes de la propagation de cet extrémisme violent".

A ce sujet, les présidents Alassane Dramane Ouattara de la Côte d'Ivoire et Faure Gnassingbé du Togo avaient préconisé récemment, à Abidjan, le "développement économique" comme le meilleur antidote au "terrorisme" qui agite le continent.

"Le développement est la meilleure réponse au phénomène. Il faut donner à la jeunesse du continent une autre alternative que de confier leur destin à des criminels. Il faut leur donner l'opportunité de réaliser leurs rêves en luttant contre le chômage et la pauvreté", pense Hamady Tamba.

Et, "c'est en cela que l'aide de la Chine peut être précieuse pour aider l'Afrique à gagner le pari sécuritaire", a-t-il indiqué. "En soutenant l'émergence économique

du continent, la Chine apporte à l'Afrique la plus efficace des contributions contre l'extrémisme qui conduit au terrorisme, donc à l'insécurité", a-t-il estimé.

Un diplomate africain en poste à Bamako a défendu le même point de vue en affirmant que "la Chine est le seul vrai allié du développement de l'Afrique...Les Chinois sont pragmatiques dans leur approche partenariale en investissant dans les infrastructures pour le développement" et dans "des secteurs qui peuvent réellement booster la croissance économique comme l'agriculture, les mines, l'industrie". Sans compter que, ont noté les experts consultés, les bourses d'études et de formation qu'elle accorde aux jeunes Africains ne cessent de croître. Le transfert de technologies aidant, la Chine prépare ainsi la jeunesse africaine à forger le développement du continent, selon leurs conclusions.

© Source : Xinhua

<http://www.camer.be/>

Egypt

Top Islamic cleric calls for reforming education to curb religious extremism

February 24, 2015



One of the Sunni Islamic world's most senior religious clerics said Sunday that educational reform in Muslim countries was needed to curb the spread of religious extremism.

Sheikh Ahmed al-Tayeb, the grand imam of Cairo's prestigious Al-Azhar university, said historical and "bad interpretations" of the Muslim holy book, the Koran, and the Sunnah, the teachings of the Prophet Muhammad, has led to the spread of Islamic extremism, AFP reported Sunday.

"There has been a historical accumulation of excessive trends" that has developed a misguided form of Islam practiced by some people, Al-Tayeb is reported as saying. As the world's oldest Islamic university, Al-Azhar is a center of Islamic learning and a leading authority for Sunni Islam.

Al-Tayeb was speaking at the start of a three-day anti-terrorism summit in the holy city of Mecca in Saudi Arabia arranged by the Muslim World League, a Saudi-backed group of Islamic nongovernmental organizations. Al-Tayeb addressed around 700 Muslim clerics in attendance from the region and encouraged unity among Muslims in the face of tensions between moderate Muslims and extremists.

Al-Tayeb said he hopes schools and universities can develop a program dedicated to "[correcting] erroneous and ambiguous concepts about critical issues, such as jihad, takfeer [referring to Muslims as non-believers] and divisions."

"The only hope for the Muslim nation to recover unity is to tackle in our schools and universities this tendency to accuse Muslims of being unbelievers," he said.

Dr. Al-Tayeb didn't specifically mention the Islamic State (ISIS) by name, but did refer to "terrorist groups...who have opted for savage and barbaric practices." The militant group's extreme methods of execution, some of which they have shown in a series of grotesque videos, include one which appears to show the burning alive of Jordanian pilot Muadh al-Kasasbeh inside a steel cage, crucifixion or beheading their captives.

Earlier this month, Al-Tayeb said those responsible for al-Kasasbeh's death should themselves face a "Koranic" form of death, that is crucifixion of the severing of their arms, The Wall Street Journal reports.

Newly crowned Saudi Arabian King Salman bin Abdulaziz called terrorism a "threat to our Muslim nation and the entire world," as well as a "scourge which is the product of extremist ideology" in a speech read by the governor of Mecca at the conference on Sunday.

Last week, Egypt was left reeling after an ISIS video purported to show the beheading of 21 Christians who had been captured in Libya. Egypt responded with targeted airstrikes in Libya, including the northern port city of Derna where ISIS have a stronghold and a training camp.

On Sunday, Egyptian President Abdel Fattah el-Sissi told Egyptian state television that a military coalition of Arab nations is necessary to fight terrorism, the BBC reports. Jordan, Saudi Arabia and the United Arab Emirates have already offered military support in the fight against ISIS, he said. A U.S.-led coalition comprising several dozen nations has been providing support in the campaign against ISIS for the past several months, which has included targeted airstrikes.

Earlier this month, Al-Azhar announced a ruling stating that Muslims were prohibited from watching and sharing videos published by ISIS that show disturbing scenes of executions, according to Al-Arabiya. The group said the videos are "crimes of the terrorists" and urged the media not to disseminate them for fear that watching the videos would further the group's aims.

<http://yalibnan.com/>

Analysis: Egypt left to fight alone against Islamist terrorism

02/23/2015

While Jordan's attacks on Islamic State after the horrific murder of its pilot were met with understanding from the West, Egypt received no such support.



Egyptian Christians in orange jumpsuits just before their execution by ISIS henchmen. (photo credit: REUTERS)

There is a thinly veiled attack against the US in a lengthy article in the February 12 issue of the Al-Ahram Cairo daily, a state-owned publication. Together with Qatar and Turkey, it is accused of acting in a hostile manner toward Egypt through its support for the Muslim Brotherhood and affiliated terrorist organizations.

European countries such as Britain and Germany are also pointed out for letting the Brothers operate freely.

This can be interpreted as a wake-up call to the West, for stubbornly ignoring the plight of Egypt under attack in Sinai and from Libya by Islamist terrorism.

When Egyptian planes struck in Libya after the massacre of 21 Egyptians belonging to the country's Coptic Christian minority, it wasn't only a question of reprisals but also a reminder to the West, also threatened by Islamist terrorism, and particularly to Europe just a few hundred miles from the coast of Libya.

Should nothing be done to block the progress of Islamist militias, Libya will turn into the forward base of Islamic State – leaving Europe facing an unending flood of refugees it cannot absorb and which threatens its economy and stability. The process has already started.

Yet while Jordan's attacks on Islamic State after the horrific murder of its pilot met with understanding from the West, Egypt received no such support. A White House official declared that there must be a political solution to the Libyan crisis, and that the UN is working on it.

The Pentagon declined to express its views about the attack beyond stating that the United States had not been informed before it was carried out. It did take the opportunity to stress that the partial freeze on military aid to Egypt was still on, mentioning F-16 planes and other weapons, due to the human rights situation in Egypt.

It must be said that the human rights situation in Jordan and other Arab countries is significantly worse than in Egypt.

This was a bitter blow for Cairo. Vainly did Foreign Minister Sameh Shukri travel immediately after the attack to the UN, to stress that Islamist terrorism should be fought wherever it is. He also tried to gather support for the legitimate Libyan government, demanding the lifting of the arms embargo to that country and the extension of coalition air strikes against Islamic State to include targets in Libya. A political solution, he was told, would be the best answer.

Unfortunately, Cairo cannot afford to sit back and wait for a political solution while Islamic State's advance outposts in Libya and other Islamist militias affiliated with the Brotherhood pursue their relentless attacks to weaken Egypt, hamper its economic recovery, and endanger its stability in their efforts to turn it into yet another failed state after Libya itself, Somalia, Iraq, Syria and Yemen.

The problem is that it finds itself very much alone. At a special meeting of the Arab League convened to discuss the raid by the Egyptian air force, Qatar objected to the support initially granted to Egypt.

That country's representative accused it of abetting terrorism; in retaliation Qatar recalled its ambassador for consultations.

Worse, the Gulf Cooperation Council took Qatar's side and rebuked Egypt, in order to avoid a new crisis and keep the Gulf countries united against their two main threats – Iran and Islamic State.

Egypt was taken by surprise, since Saudi Arabia and the Emirates are its principal sources of financial and political support in its fight against the Brotherhood.

Qatar had indeed pledged – under heavy pressure from Saudi Arabia and the Gulf countries – to loosen its close ties to the Brotherhood, stop Al Jazeera's incitement against Egypt and express some form of support for Sisi, a pledge it did not fulfill. In fact, Qatar let it be understood that it was against the lifting of the weapons embargo on Libya and in favor of a political solution. Ever since the fall of Gaddafi, Qatar has been accused of assisting Islamist militias in Libya, supplying them with weapons and money.

It is an interesting situation. Arab countries are desperately trying to find a solution

to the two problems that plague them and threaten their very existence: Islamic State and other Islamic terrorist organizations on the one hand and Shia Iran's subversive activities in the region – especially in Iraq, Syria and Yemen – with the country's nuclear program perceived as the greatest threat.

Turkey's position is also ambiguous. It is refraining from open confrontation with Islamic State and openly courting Iran to boost its standing in the region.

Then there is the curious stand taken by the US administration, displaying a worrisome sympathy for the Muslim Brotherhood and not ready to engage fully Islamic State, while apparently ready to conclude with Iran a pact that would not prevent the ayatollahs from building the nuclear bomb they so ardently desire and making the Islamic Republic of Iran dominant in the Middle East.

Where does that leave Egypt? Not only does it need to fight alone against terrorism on two fronts, it is faced by a surrealistic coalition – Qatar, Turkey, the United States and a number of European countries giving the Brotherhood priceless financial, political and media assistance.

Desperately looking for a way out, Cairo is searching for new allies. It has turned to Russia, which was only too happy to establish a new foothold in the Middle East and signed a number of agreements, including building a nuclear plant and taking part in several massive economic projects. A huge weapons deal is also in the cards, though it is yet to be finalized.

Meanwhile, Egypt has also turned to France and last week signed a contract for the purchase of 24 Rafale fighter planes and one frigate, for a whopping 5.5 billion dollars. This is a major boost to France's ailing economy and a blow to America's aircraft industries, but more than anything sad testimony to the deterioration of relations between two erstwhile staunch allies.

Yet Egypt is not ready to turn its back on the United States. Ever since the peace treaty with Israel, strategic military cooperation between Cairo and Washington has been a two-way street. Egypt has received massive military assistance, there were joint exercises, and American vessels have transited the Suez Canal.

Moreover, American warplanes were free to enter Egyptian air space on their way to Iraq during the second Iraq War.

More than ever, Cairo needs the US investments and technology which have so far been denied it. And so a bitter Egypt will have to go it alone.

The writer, a fellow of The Jerusalem Center for Public Affairs, is a former ambassador to Romania, Egypt, and Sweden.

<http://www.jpost.com/>

Demande d'intervention militaire en Libye, l'Egypte se rétracte

19-02-2015



Sameh Choukri le ministre des Affaires étrangères égyptien au Conseil de sécurité de l'ONU, le 18

Une réunion du Conseil de sécurité a eu lieu ce mercredi soir au sujet de la Libye. Devant l'ONU, l'Egypte espérait plaider en faveur d'une intervention militaire au sol. Mais ses ambitions semblent avoir été revues à la baisse. La Libye demande en outre une levée de l'embargo sur les armes.

Au lendemain de ses frappes contre les positions du groupe Etat islamique à Derna, le Caire avait plaidé pour l'envoi d'une force internationale en Libye et demandé une réunion du Conseil de sécurité. Cette demande faisait suite à la diffusion de la vidéo des décapitations, dimanche, de 21 coptes égyptiens enlevés à Syrte en décembre par l'EI.

Finalement, mercredi soir, le ministère égyptien des Affaires étrangères a annoncé qu'il n'y avait « *aucune demande d'intervention militaire étrangère* » en Libye dans le projet de résolution présenté par les pays arabes au Conseil de sécurité de l'ONU.

Plusieurs pays occidentaux semblent avoir dissuadé l'Egypte, en plaidant plutôt pour une solution politique, même si aucune négociation ne paraît envisageable avec le groupe Etat islamique, qui a fait son apparition en novembre en Libye et qui contrôle déjà en partie deux villes : Syrte et Derna. L'Italie avait également proposé l'envoi d'une force de 5 000 hommes sur place. Mais mercredi soir, cette option a donc semblé écartée par la communauté internationale.

La Libye demande à l'ONU la levée de l'embargo sur les armes

En revanche, la Libye et l'Egypte ont demandé au Conseil de lever l'embargo sur les armes qui vise Tripoli, afin que le pays puisse constituer son armée et combattre l'Etat islamique. *« La Libye a besoin de mesures décisives de la part de la communauté internationale, afin qu'elle l'aide à constituer son armée. Et cela proviendra d'une levée de l'embargo sur les armes qui permettra à notre armée de recevoir du matériel et des armes et de pouvoir contrer le terrorisme »*, a déclaré le ministre libyen des Affaires étrangères Mohamed Daïri.

Face aux membre du Conseil, le chef de la diplomatie libyenne a dressé un tableau bien sombre de la situation, décrivant un pays en plein chaos. Il assure que si rien n'est fait, la Libye deviendra un havre de paix pour les terroristes de tous bords, qui pourrait entraîner dans sa spirale de violence tout le bassin méditerranéen et menacer l'Europe.

Mohamed Daïri regrette enfin que la Libye soit sortie des radars occidentaux : *« La situation en Libye a été ombragée par l'attention de la communauté internationale jusqu'à présent à Daesh en Syrie et en Irak. Je ne comprends pas l'absence de réponse, de stratégie internationale. »*

Sa demande a été appuyée par le ministre égyptien Sameh Choukri, qui a également demandé *« des mesures concrètes pour empêcher les milices non gouvernementales et autres entités d'acquérir des armements en imposant un blocus naval contre les armes envoyées vers des zones que les autorités légitimes ne contrôlent pas. »*

Le représentant de l'ONU en Libye espère un accord politique « bientôt »

Le texte devrait être transmis vendredi par la Jordanie, seul pays arabe membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Mais la proposition est loin de faire consensus. Les diplomates du Conseil ne sont pas tous d'accord sur l'intérêt d'importer de nouvelles armes défensives dans un pays déjà très instable.

Ils préfèrent déjà miser sur un règlement politique à la crise, et ce d'autant plus que les négociations seraient en bonne voie et qu'un gouvernement d'union nationale pourrait être annoncé dans les prochains jours, selon un diplomate du Conseil.

« J'espère qu'un accord politique pourra être trouvé bientôt », a déclaré Le représentant de l'ONU en Libye Bernardino Leon, s'adressant par vidéoconférence au Conseil de sécurité. Il ajoute : *« Les divergences entre les parties ne sont pas insurmontables »*.

<http://www.rfi.fr/>

Egypt Launches Airstrike in Libya Against ISIS Branch

FEB. 16, 2015



A man in southern Egypt mourns a group of Egyptian Christians who were beheaded by a Libyan arm of the Islamic State group. Credit Hassan Ammar/Associated Press

[Continue reading the main story](#) Share This Page

CAIRO — [Egypt](#) conducted an airstrike against an Islamist stronghold in [Libya](#) on Monday in retaliation for the beheading of at least a dozen Egyptian Christians by a local franchise of the Islamic State, in Cairo's deepest reach yet into the chaos that has engulfed its neighbor.

Hinting at possible further action, President Abdel Fattah el-Sisi of [Egypt](#) said in a statement that he had convened "a continuous session" of his National Defense Council to monitor events in [Libya](#) and to weigh additional measures. But the strike itself, hitting in the Libyan town of Derna at dawn, was a new turn in the breakdown of regional order in the aftermath of the Arab Spring revolts and the Islamic State's emergence.

Nearly three and a half years after the ouster of Col. Muammar el-Qaddafi, two rival coalitions of militias are battling for control over Libya and its vast resources, including nearly \$100 billion in financial reserves, untapped oil deposits, and a long Mediterranean coast facing Europe. In the absence of any effective government or even a dominant force, a multifaceted proxy war has erupted as rival Arab states back competing militias and extremist groups like Al Qaeda and the Islamic State seek to expand their operations.



Relatives of Egyptian Christians killed by the Islamic State met Monday in a house in the southern Egyptian province of Minya. CreditMohamed El-Shahed/Agence France-Presse — Getty Images

Mr. Sisi, a former general who led the ouster of Egypt's Islamist president in 2013, has watched with growing concern as a coalition of moderate Islamists, extremists and regional militias seized control of the Libyan capital, Tripoli, last year and set up their own provisional government.

Together with the United Arab Emirates, Mr. Sisi has covertly backed a rival coalition that has coalesced around a Libyan general's campaign to drive out the Islamist and regional militias. Last summer, Egypt provided bases for jets from the United Arab Emirates to launch at least two airstrikes against Islamist forces in Tripoli, Western officials have said, although neither country has publicly acknowledged its role.

Egypt's strikes on Monday now threaten to drag it deeper into Libya's messy internal conflict at a time when Cairo is already straining to revive a battered economy and suppress its own domestic Islamist insurgency — centered in the Sinai Peninsula but now also fighting under the banner of the Islamic State.

In this new theater, Egypt is highly vulnerable to potential counterattacks by Islamist forces, in part because of its long and porous desert border with Libya, but also because of the continued presence of large numbers of Egyptian citizens inside Libya. Egyptian workers often seek jobs in oil-rich Libya, and a spokesman for the Egyptian Foreign Ministry said Monday that "hundreds of thousands" remained inside the country.

For its part, the Islamic State may consider Egypt's entry into the Libyan battle a strategic success, analysts said, in part because the extremists seek to capitalize on the spreading chaos.

"They want to stretch the Egyptian military because they are fighting in the Sinai, too," said [Aaron Y. Zelin](#), a researcher at the Washington Institute for Near East Policy who tracks the group. He argued that the extremists would rally local support against Egypt's military interference — especially if its airstrikes hit civilians — but also that the Islamic State had built its ideology on cultivating such enemies.



An image taken from a state-run television channel Al-Masriya broadcast after Egypt conducted airstrikes against Islamic State targets in Libya on Monday. Credit: Agence France-Presse — Getty Images

[Continue reading the main story](#)

"They see it as proof that God is on their side, that even as all these forces are arrayed against us, we are 'remaining and expanding,' as their saying goes," he said. "This is red meat for their base of supporters."

A similar dynamic unfolded this month when Jordan carried out days of bombing raids against the Islamic State in Syria in retaliation for its videotaped burning to

death of a captured Jordanian pilot.

Egyptian militants, including the self-proclaimed Sinai Province of the Islamic State, have killed hundreds of soldiers and policemen in the 18 months since Mr. Sisi took power. They killed as many as three dozen Egyptians in one night of coordinated bombings at the end of January.

But the events that led to Egypt's bombing on Monday began several weeks ago with the disappearance of about 20 Egyptian Christians working in the mid-coastal Libyan city of Surt.

Fighters identifying themselves as the Tripolitania Province of the Islamic State — adopting the name of one of the three traditional provinces based on Ottoman-era divisions — released a photograph last month showing that they had captured the Egyptian “crusaders.”

Then on Sunday night, the media arm of the central Islamic State group released a video headlined “A Message Signed With Blood to the Nation of the Cross,” which appeared to show at least a dozen of those hostages being paraded along a rocky Mediterranean beach in western Libya.

Libya

Qui arrêtera Daesh ?

25/02/2015



Le 21 janvier, après des combats entre les jihadistes de Daesh et des forces progouvernement.

D'un côté, un pays déchiré par les milices, squatté par l'État islamique et sur lequel prétendent régner deux gouvernements. De l'autre, des voisins africains et des Occidentaux divisés sur les moyens d'agir. Et pourtant, en Libye, il y a urgence.

Après le chaos, la terreur islamiste ? Avec l'atroce assassinat de 21 Coptes égyptiens et l'irruption de l'organisation État islamique (EI, ou Daesh), le drame libyen a changé de nature. Les Occidentaux peuvent-ils laisser s'installer un "califat" à 350 kilomètres des côtes italiennes ? Aujourd'hui, toutes les options sont sur la table. Y compris la guerre.

Pourquoi la situation n'a-t-elle jamais été aussi grave ?

Vingt et un chrétiens suppliciés sur une plage libyenne... Le 15 février, l'image de la décapitation de ces malheureux Coptes égyptiens vêtus de combinaisons orange - comme en Syrie - a fait le tour du monde. Et c'est bien ce que voulaient leurs bourreaux. "Nous ne sommes plus sur une colline de Syrie, mais au sud de Rome", aboie un porte-parole de l'EI dans une vidéo de propagande, comme s'il voulait réveiller la peur millénaire des chrétiens menacés par les Sarrasins... L'organisation met en scène l'horreur pour signer sa présence sur le sol libyen.

Ce n'est pas la première fois que ses jihadistes se manifestent en Libye. Depuis six mois, ils s'affichent dans la ville de Derna, en Cyrénaïque. Et ne visent pas que les chrétiens. Le 27 janvier, ils ont revendiqué l'attentat qui a fait neuf morts au Corin-

thia, l'hôtel le plus prestigieux de Tripoli. Le 18 février, ils ont paradé à bord d'une soixantaine de pick-up surarmés dans la ville de Syrte, en brandissant le drapeau noir. Combien sont-ils ? "Environ 700 hommes, dont 400 à Syrte", confie au Figaro un officier de la très puissante milice de Misrata. Depuis un mois, ils défient ouvertement le gouvernement (non reconnu par l'ONU) de Tripoli, contrôlé par la coalition des brigades islamistes Fajr Libya ("Aube de la Libye") - à ne pas confondre avec les jihadistes.

Pour l'EI, la Libye offre un avantage que n'ont pas les régions qu'il contrôle en Syrie et en Irak : un accès à la mer.

Quels liens réels avec Abou Bakr al-Baghdadi, le calife autoproclamé de Mossoul ? "Des cadres syriens de l'État islamique ont été repérés dans des camps d'entraînement de Cyrénaïque", confie une source proche d'un service de renseignements. Pour l'EI, la Libye offre un avantage que n'ont pas les régions qu'il contrôle en Syrie et en Irak : un accès à la mer. Selon *Il Messaggero*, la police italienne s'est procuré des écoutes téléphoniques dans lesquelles l'EI menace d'envoyer d'un coup des centaines de milliers de migrants sur des embarcations à la dérive en direction de l'Italie...

>> Lire aussi : [Trois attentats revendiqués par l'État islamique font au moins 45 morts en Libye](#)

Jusqu'où peut aller le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi ?

Dans la nuit du 15 au 16 février, quelques heures après la décapitation des Coptes, le raïs a ordonné à son aviation de frapper des sites présumés de l'EI dans la région de Derna. Pour Sissi, "ce qui se passe en Libye va transformer ce pays en un terreau qui menacera l'ensemble de la région, pas uniquement l'Égypte, mais aussi le bassin méditerranéen et l'Europe". Il appelle donc à une mobilisation internationale en faveur du gouvernement de Tobrouk (reconnu par l'ONU) et du général Khalifa Haftar, l'officier libyen qui, il y a un an, a lancé l'opération Dignité contre les islamistes d'Ansar al-Charia dans la ville de Benghazi. À noter que, pour le président égyptien comme pour son affidé Haftar, la distinction entre jihadistes de l'EI et islamistes de Fajr Libya et d'Ansar al-Charia n'a pas lieu d'être. Tous sont à leurs yeux des "terroristes" à éradiquer.

Dans le camp des interventionnistes, il y a aussi l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, dont l'aviation basée en Égypte a bombardé des positions de Fajr Libya en août 2014 à Tripoli. Dans le camp adverse se distinguent la Turquie et le Qatar, qui soutiennent Fajr Libya. Ce 19 février, les Qataris n'ont pas hésité à critiquer les frappes égyptiennes du 16 sur Derna. Réplique des Égyptiens : "Vous soutenez le terrorisme." Aussitôt, le Qatar a rappelé son ambassadeur au Caire...

Qu'en pensent les autres voisins de la Libye ?

Autour de la Libye, c'est la grande pagaille. Le Soudan ne dit mot, mais le régime islamiste d'Omar el-Béchir prend le contrepied de l'Égypte en appuyant Fajr Libya à Tripoli et Ansar al-Charia à Benghazi. Le Tchad et le Niger, eux, sont beaucoup plus

proches des positions du Caire. "Il faut intervenir en Libye", s'écriaient en chœur Idriss Déby Itno et Mahamadou Issoufou il y a deux mois. Fin janvier, ils ont bien voulu donner une chance à une médiation de l'ONU. Mais comme les jihadistes du Sahel trouvent refuge dans le Sud libyen, leur patience a des limites.

Quant à Alger et Tunis, ils sont aux antipodes de l'Égypte. "Nous sommes pour une solution politique, pour le dialogue", affirme Ramtane Lamamra, le chef de la diplomatie algérienne. "Il ne faut pas jeter de l'huile sur le feu", ajoute son porte-parole, Abdelaziz Benali Chérif, en réponse aux partisans d'une opération armée. "Nous sommes toujours opposés à une intervention militaire, la seule solution est politique, déclare de son côté Habib Essid, le Premier ministre tunisien. La principale raison de la situation [dans laquelle se débat la Libye] a été une intervention militaire [occidentale contre le régime Kadhafi], c'est pourquoi notre position est claire."

Pour Alger et Tunis, une nouvelle opération internationale en Libye représente un risque majeur : l'afflux à leurs frontières de centaines de milliers de réfugiés.

Pour Alger et Tunis, une nouvelle opération internationale en Libye représente un risque majeur : l'afflux à leurs frontières de centaines de milliers de réfugiés, parmi lesquels pourraient se glisser des terroristes. Confiance du colonel algérien Abdelhamid Larbi Chérif à L'Expression : "L'expansion de Daesh est un grand souci pour l'Algérie et la Tunisie, où des informations circulent sur le retour de centaines de jihadistes tunisiens, libyens et marocains de Syrie via la Turquie".

Italie, France, États-Unis : à quoi sont-ils prêts ?

À Rome comme à Paris, les gouvernements sont tiraillés. "L'Italie est prête à diriger en Libye une coalition pour arrêter la progression du califat, qui est parvenu à 350 km de nos côtes", a lancé Roberta Pinotti, la ministre de la Défense, qui a suggéré l'envoi de 5 000 hommes sur le terrain. Aussitôt, Matteo Renzi, le président du Conseil, l'a invitée à plus "de sagesse et de prudence". À Paris, Jean-Yves Le Drian, le ministre de la Défense, ne manque pas de rappeler en privé qu'il a sonné le tocsin dès septembre 2014. Officiellement, aucune intervention n'est planifiée, mais l'état-major français évalue à 100 000 le nombre d'hommes qu'il faudrait déployer en Libye pour y ramener la paix.

En Italie comme en France, les partisans d'une opération armée tiennent le même raisonnement que Badr Abdelatty, le porte-parole de la diplomatie égyptienne : "Il ne peut y avoir deux poids, deux mesures. Il est inconcevable de combattre avec détermination Daesh en Syrie et en Irak, tout en l'ignorant en Libye !" Pour eux, une intervention militaire est inévitable. Ils savent cependant qu'aucun pays ne pourra la mener seul. Confiance d'un responsable français : "Notre souhait, c'est une opération internationale couverte par l'ONU. Mais l'Algérie bloque. Les Algériens nous disent : "Si vous aidez Haftar, vous nous aurez contre vous"..."



Aux États-Unis, le péril libyen est connu depuis l'assassinat de l'ambassadeur Christopher Stevens, le 11 septembre 2012 à Benghazi. D'où les deux raids qui ont abouti à la capture de chefs jihadistes (Abou Anas al-Libi, en octobre 2013 à Tripoli, et Abou Khattala, en juin 2014 à Benghazi). Pour l'heure, Barack Obama ne veut toutefois pas s'engager plus avant dans ce que l'un de ses proches appelle "le piège libyen". Une résolution de l'ONU pour une opération de paix est-elle possible ?

Pas tout de suite. L'Égypte le sait, qui a renoncé le 18 février à faire cette demande devant le Conseil de sécurité. Pour l'instant, Le Caire se contente de demander à l'ONU une levée de l'embargo sur les armes à destination du gouvernement (reconnu) de Tobrouk. Mais même cette mesure fait débat. "Le problème est qu'il n'y a pas un seul gouvernement contrôlant efficacement son territoire. Il n'y a pas une armée libyenne que l'on pourrait soutenir efficacement, déplore Philip Hammond, le ministre britannique des Affaires étrangères. La première condition [à la levée de l'embargo] est la création d'un gouvernement d'union nationale."

Depuis deux mois, Bernardino León, l'émissaire de l'ONU, tente justement de faire dialoguer les frères ennemis de Tobrouk et de Tripoli pour les convaincre de former ce gouvernement d'union. Dans son schéma, un Premier ministre de consensus serait épaulé par deux vice-Premiers ministres, l'un de Tobrouk, l'autre de Tripoli. Il sait que le temps presse. Mais, pour l'instant, chacun voit la Libye à sa porte.

<http://www.jeuneafrique.com/>

How Islamic State is expanding its empire of terror

21 February 2015

Unlike the slow and careful rise of al-Qaida, Isis is extending its global reach far and fast – sometimes to groups with very different beliefs



An Islamic State fighter waves the Isis flag in Raqqa, Syria, after the group declared an Islamic caliphate in June 2014.

Marched on to a Libyan beach in now gruesomely familiar orange jumpsuits, the last moments of 21 Coptic Christians carried the vicious jolt of previous Isis snuff videos, but with an added charge of fear.

The setting, in Libya, suggested that the group was spreading further and faster than even their dramatic early advances seem possible, and it came after vows of allegiance to Isis leader Abu Bakr al-Baghdadi by militants from Afghanistan to Yemen.

“With affiliates in Algeria, Egypt, Libya, the group is beginning to assemble a growing international footprint,” Marine Corps Lieutenant General Vincent Stewart, director of the Defence Intelligence Agency, warned the US House of Representatives this month.

The beheading of a tourist in Algeria, a meticulously videoed attack on an Egyptian army base, including the casual murder of surviving soldiers, a suicide bombing in Tripoli’s smartest hotel – all were recently masterminded by militants publicly loyal to a group whose name once defined its geography: “Islamic state in Iraq and Syria”.

Affiliates are adopting their slick media production along with bloody tactics, amplifying the influence of the violence. The murder of the Egyptian Christians has al-

ready drawn bombing raids on Libya by Egyptian jets, which may suit some Isis commanders keen to draw enemies into an expensive and draining war.

There are echoes of al-Qaida's global expansion, even as its leader shrank into hiding, through loyal but virtually autonomous units in Yemen, north and east Africa, and other areas. But al-Qaida expanded slowly and carefully, vetting would-be allies that wanted to use its terrifying brand in their own battles.

Isis by contrast has already welcomed several would-be supporters under what seems to be a looser umbrella, among them Afghan fighters whom analysts say have significant theological differences with the group.



Islamic State's advance beyond Syria and Iraq.

I think it's important for us to differentiate between the spread of Isis and individuals who are trying to attract attention for themselves by claiming an association with Isis," said White House spokesman Josh Earnest. "Those are two very different things. And I think the best example we have of this is the situation that we saw in Afghanistan."

The wealth Isis commands, the extraordinary power of its brand, and its dramatic sweep from obscurity to power over large swathes of two nations make it an alluring patron. It can offer support in areas from financial to weapons supply to practical assistance with video productions, and has more than proved its attraction to potential foreign donors and fighters. Isis arrived in Egypt effectively overnight, when local insurgent group Ansar Beit al-Maqdis pledged allegiance to Abu Bakr al-Baghdadi in November. The group has several years' experience fighting Cairo's

forces and perhaps 12 million pieces of weaponry hidden in the vast deserts there, according to one former intelligence official.

In Libya, where Isis now controls three towns, its roots are less clear, with some fighters signing up from a homegrown militia based in Benghazi city, and others returning from Syria. The group has advanced quickly though across a country rocked by civil war, highlighting its progress with regular displays of extreme violence.

Countries bordering the Isis heartland are worried that it will try to infiltrate their territory. Lebanon's security chief warned earlier this month that Isis is seeking control of villages along the border with Syria to use as staging posts for operations.

"Islamic State does not want to dominate Qalamoun ... but they want to use it to secure their backs in the region," Major General Abbas Ibrahim, head of Lebanon's General Security Office, told Reuters recently. "The Lebanese military and security forces are on full alert."

Beyond the immediate reach of Isis funds or tacticians, the group's name has become so famous that it may have an attraction for those with an interest in its policies.

In January this year, after a steady trickle of reports from Afghanistan that Taliban commanders were signing up to join Isis, the group officially announced its first outpost beyond the Arab world, in "Khorasan", an ancient name for Afghanistan and Pakistan.

Many analysts were sceptical that Afghan commanders declaring their loyalty were doing anything more than pursuing local rivalries with the latest tool to hand. They have so far avoided the sectarian atrocities that Isis has embraced in Iraq and Syria, and in some places are even reluctant to fly the black flag of the group they claim to serve.

"In practice, the IS groups in Helmand and Farah have not been involved (so far) in actions that resemble the brutality or sectarianism of the mainstream Isis," said Borhan Osman, who has researched the group for the Afghanistan Analyst Network, and pointed out the theological disputes.

Isis could boast one Afghan commander with real links to the Isis heartland, a former Guantánamo detainee, but he was killed by a drone strike in January.

"Launching a militant offshoot in an unfamiliar land is one thing, seeing it grow into a solid force and sustaining it is another," Osman wrote, in a recent paper about the group, that warned against exaggeration. "Afghanistan and Pakistan are a long way from the group's heartland and it may have miscalculated its appeal."

<http://www.theguardian.com/>

Opinion: Libya, a new terror theater in a larger arena

21 Feb, 2015

The horrifying seaside slaughter of 20 innocent Egyptian Copts and one Ghanaian opens a new chapter in the war against wanton terrorist violence, whose perpetrators are hell-bent on pushing Islam—as a whole—on a collision course with world civilizations. This crime, the worst I have ever seen, also opens a war front with Libya, which, along with Yemen, is the least cohesive and most vulnerable political entity in the Arab world.

Taking a short stroll down memory lane to the days of my youth in pre-war Lebanon, I vividly remember a time when it was possible for any young man or woman—free of the shackles of a sectarian and bigoted upbringing—to have the opportunity to test a wide spectrum of ideologies that were competing in the political arena. High schools and universities used to be the favorite places for political debate and party recruitment. Their coffee shops and bars used to host heated political arguments between committed partisans, as well as curious skeptics, and a non-committed youth using politics as an excuse to mingle with members of the opposite sex. In those days most Lebanese political parties had their own “student organizations” and key recruiters would register at universities that did not adopt the American credit-hour system just to carry out their party tasks, without bothering with any study.

In those days, I remember well how I learnt more about the Syrian Social Nationalist Party (SSNP), which was one of the leading secular, nationalist, and liberation-driven political organizations in the Arab Mashreq.

The SSNP was particularly attractive to and popular with religious and sectarian minorities, as well as secular elites, who rejected traditional politics but shunned both Marxism and capitalist Western liberalism. Founded by the “leader” Antoun Saadeh, the SSNP was successful in making a breakthrough in several parts of “Greater Syria”, namely, present day Lebanon, Syria, Palestine-Israel, and Jordan (then Trans-Jordan).

During that period I was unsure about where the SSNP stood on the issue of Arabism or Arab Nationalism, especially as it professed the notion of “Syrian Nationalism”, but whenever I insisted on a convincing answer the SSNP party member would come back with the same ready-made response: The “Arab World” is made up of four “nations,” which are: the “Syrian Nation” (extending from Kuwait along the Fertile Crescent to Palestine & Jordan), the “Arabia and Gulf Nation” (i.e. the GCC states plus Yemen), the “Nile Valley Nation” (Egypt and the Sudan), and the “Maghreb Nation” covering most of North Africa.

However, I had a problem identifying the dividing line between the latter two, the Nile Valley and Maghreb nations, concerning where Libya stood. To which of the

two socially and environmentally-designated “nations” did it belong?

Libya’s historical province of Cyrenaica (or Barqa in Arabic) in the east, including its southern desert and oases such as Al-Jaghbub and Kufra, is a natural extension of Egypt’s Western Desert. There is barely any significant environmental or demographic difference between Libya’s Al-Jaghbub oasis and its close neighbor to the east Egypt’s Siwa oasis. Furthermore, the major tribes of Egypt’s Matrouh Province— including the Awlad Ali— also inhabit eastern Cyrenaica across the current borders. On the other hand, the province of Tripolitania, which includes the present capital Tripoli, is considered by many as an environmental and demographic extension of Tunisia and Algeria.

In ancient times the Greeks and Romans established great settlements in both Cyrenaica and Tripolitania in eastern and western Libya, respectively. Tripoli is in fact a Greek word denoting a large district comprising “Three cities” which were Oea (present day Tripoli), Laptis Magna (Labdah, in Arabic near Al-Khoms) and Sabratha. The name differs somewhat to the same name given to Lebanon’s Tripoli, which in this case denotes a “three-part city” or a district of a smaller size.

As time passed by, the two aforementioned coastal provinces became linked with the desert province of Fezzan, and later the three provinces witnessed various kinds of interaction, especially, after the Islamic-Arab conquests. Subsequently, during the twentieth century the three provinces were united under the Senussi religious leadership and the present day Libya was born; and despite the fact that the new state continued to have two capitals, Tripoli and Benghazi, for sometime, one national identity was eventually established. It was further cemented thanks to oil riches, urbanization and internal migrations, as single-tribe dominated towns decreased while larger, more mixed cities emerged. Today branches of the same tribe may inhabit various cities and towns across the vast Libyan territories. Major cities like Tripoli and Benghazi are truly diverse, as are smaller towns like Derna and Misrata; but other towns are less diverse such as Tobruk and Al-Bayda in the east, Bani Walid, Zintan and the Jabal Nafousa in the west.

The Gaddafi regime, like other Arab clan-supported “Supreme Leader”-led dictatorships, always lied when preaching “Arabism”, “Secularism” and “Socialism”, while meddling in the nation’s social fabric. Like other dictatorships it played on and exploited tribal, sectarian, ethnic and regional differences and sensitivities; thus fomenting widespread suspicion, fear and even hatred, which surfaced in a long subdued and maltreated population the moment the yoke of suppression was lifted.

As a result, it was not really surprising to see extremist organizations with dubious origins and intentions, such as the Islamic State of Iraq and Syria (ISIS), finding their way into the countries where the winds of change shook or brought down dictators. What we see today in Libya isn’t much different to what we see in Yemen and Syria.

What we see is an “arena” created, first, by the huge void left by the collapse of autocratic cliques that have controlled and abused their countries and countrymen for more than four decades, destroying in the process most of the pillars of a civil society; and second, by inept handling by an international community whose short term interests have taken precedence over a strategic vision for a region that has several common denominators in spite of its vast geographic area.

The common ailments of Libya, Syria, Yemen and Iraq amount to more than the international community is willing to admit. However, if the West is now worried about the danger approaching southern Europe from a Libyan coast infested by extremist self-proclaimed “Islamist” groups, it must take a more ethical and strategic stance than it is currently doing.

Of course, Libya poses an imminent danger to Europe. Iran’s as yet hidden “collaboration” has not yet reached this far, (and may not do so), but Washington’s undeclared “partnership” with Tehran in Yemen, Syria, and Iraq will most likely increase the geographic, sectarian and social “incubator” of terrorism and extremism in Libya. Once again, the world would be better off if it stopped pouring kerosene on a raging fire.

<http://www.aawsat.net/2015/02/article55341715/opinion-libya-a-new-terror-theatre-in-a-larger-arena>

Do not send foreign troops here, warns Libya's air force commander

19 Feb 2015

Saqr al-Joroushi warns that foreign boots on the ground would cause Libyans to unite against them and increase country's woes



The commander of Libya's air force has warned against sending foreign troops to halt the country's slide into chaos.

Saqr al-Joroushi said such a move would not be welcomed by Libyans despite the violence being wrought by Islamic State of Iraq and the Levant (Isil) and other extremist groups, and would worsen the situation.

"If any foreign soldier touches our soil with his foot, all Libyan people will be united against him," said Mr Joroushi. "Our problems will be aggravated with the coming of foreign troops."

Three and a half years after a Nato-backed uprising toppled Libyan dictator Muammar Gaddafi, the country's rival militia-backed parliaments have been unable to exert control over vast swathes of territory, providing fertile ground for Isil and other militant groups who have gained a foothold.

On Wednesday, a UN envoy tasked with brokering a peace deal between Libya's warring factions said that military intervention would be one of the few options left if forthcoming peace talks end without a deal.

But in an interview with The Telegraph, Mr Joroushi said Libya did not need foreign boots on the ground. "We welcome air strikes against terrorism to impose world peace. We have our own air force and we are ready to coordinate, and to give precise targets," he said.

Philip Hammond, the Foreign Secretary, yesterday rejected international military action in Libya, and said the crisis-hit country needed a political solution.



British foreign minister Philip Hammond and Algerian foreign minister Ramtane Lamamra (AFP)

"We don't believe that military action can solve the problem in Libya," Mr Hammond said at a press conference in Algiers.

Egypt has already launched its first overseas military mission in two decades, striking targets around the Libyan city of Derna on Monday. The bombing runs came after Isil militants broadcast the filmed execution of at least 20 Egyptian Christians on Libya's Mediterranean shore.

Mr Joroushi said that more raids were being coordinated with Egypt. Wary of the potential for militants to enter Egypt through its porous western border, Cairo has been offering clandestine support to Libya's internationally recognised government for months.

Egyptian president Abdel Fattah al-Sisi on Wednesday visited the border town of Salloum, where he met Mr Joroushi and other leading Libyan military officials to discuss security cooperation.

Both North African nations later entreated the UN Security Council to lift an arms embargo on Libya and help it build its armed forces so they can tackle Isil and other extremist groups.



Fighters from the Fajr Libya (Libya Dawn), an alliance of Islamist-backed militias, stand guard

"The world needs to help us get rid of [terrorism], because the danger they pose is universal," Mr Joroushi said shortly after the UN session. "We have been fighting this for nine months on behalf of the world, and no one gives us a hand – yet militants are helped by Qatar and Turkey."

In the absence of any effective government, Libya's power struggle has morphed into a proxy battleground for outside powers.

Egypt and the United Arab Emirates have lent significant support to the internationally recognised government in the eastern cities of Beyda and Tobruk, while Qatar, Turkey and Sudan have backed an Islamist-dominated assembly in the capital Tripoli, and in some cases, supplied weapons to its militia, Libya Dawn.

<http://www.telegraph.co.uk/>

Faut-il intervenir dans le guêpier libyen ?

18/02/2015

Les experts mettent en garde contre une opération très complexe et risquée dans un pays en proie au chaos post-Kadhafi et sans unité historique.



L'armée libyenne est en butte aux actions des islamistes à Benghazi dans l'est du pays.

Les experts sont circonspects sur une intervention militaire internationale en [Libye](#), évoquée par l'[Égypte](#) et l'[Italie](#). Selon eux, elle serait très complexe à mettre en place et risquerait d'aggraver encore la situation chaotique de ce pays extrêmement divisé.

Comment intervenir ? Contre qui ?

La communauté internationale considère que le véritable danger en Libye est la montée en puissance du groupe État islamique (EI) davantage que le chaos créé par la lutte entre les milices de tout acabit pour le contrôle du pouvoir. Une intervention viserait donc prioritairement les groupes de combattants djihadistes, des cibles difficiles à atteindre, car mobiles et susceptibles de se cacher au sein de la population, comme c'est le cas en Syrie ou en Irak.

"Il y a des cellules dormantes dans chaque ville, qui ont des liaisons directes avec (le chef de l'Ei Abou Bakr) al-Baghdadi", a averti cette semaine un porte-parole militaire, le colonel Ahmed al-Mesmari. Les groupes djihadistes se déplacent dans les vastes régions du pays qui sont totalement hors contrôle, y compris les frontières terrestres et maritimes. Ils tentent aussi de s'implanter dans les territoires sous l'emprise de "Fajr Libya" ("Aube de la Libye"), qui regroupe des milices lourdement armées. Cette coalition, qui contrôle la capitale Tripoli, est hostile à une intervention étrangère et a dénoncé lundi les frappes égyptiennes.

"Fajr Libya" s'oppose aux forces conduites par le général Khalifa Haftar, qui dit combattre le "terrorisme" avec le soutien du gouvernement reconnu par la communauté internationale. Mais Haftar peine à renforcer son emprise sur l'Est libyen, en particulier à Benghazi, deuxième ville du pays, où il fait face toujours à la

résistance de groupes islamistes, dont Ansar Asharia, classée organisation terroriste par l'ONU. Une intervention représenterait "un soutien à la stratégie de Haftar aux dépens de Fajr Libya", prévient Luis Martinez, du Centre d'études et de recherches internationales (CERI).

Les experts estiment très difficile pour une coalition internationale de se fixer des cibles à bombarder par les airs sans s'appuyer sur un travail de renseignement très approfondi, en raison de la multitude des factions djihadistes qui ne partagent pas forcément la même idéologie que l'EI ou Ansar Asharia. Une intervention terrestre devrait par contre mobiliser des dizaines de milliers d'hommes et "aurait peu de chances de réussir. Le cas afghan en est le parfait exemple", estime Mazen Cherif, expert des questions de terrorisme.

Quels sont les risques ?

"Une intervention fera de la Libye une terre de djihad où afflueront les djihadistes des pays du Maghreb, d'Afrique, mais aussi de Syrie et d'Irak", bastions de l'EI, avertit M. Cherif. "Si l'opération se résume à simplement bombarder par les airs (...), elle ne fera que radicaliser la population", en raison notamment "des dégâts collatéraux et des victimes civiles qu'une telle opération engendrerait", ajoute M. Martinez. Pour cet expert, il faut retenir les leçons de l'opération internationale lancée par Paris et Londres puis dirigée par l'Otan, qui avait pris fin après la mort de Muammar Kadhafi en octobre 2011. "Ces pays qui décident d'intervenir n'ont souvent aucune politique sérieuse d'accompagnement post-militaire, comme cela a été le cas en 2011", souligne M. Martinez. Ils ont fait preuve "de compétence pour bombarder Kadhafi mais d'incompétence pour aider les Libyens à réussir leur transition".

L'expert libyen Ahmed Mohamed Nouh souligne donc la responsabilité de la communauté internationale. "L'Occident nous a trahis en 2011. Il nous a abandonnés (après la chute de Kadhafi). Maintenant, il se sent en danger. C'est l'occasion de se dépêcher pour sauver ce qu'il peut".

Y a-t-il une alternative à l'intervention ?

"La solution est politique, pas militaire", affirme M. Martinez. "Cela va être sans doute long, mais c'est le seul chemin pour que ce pays devienne finalement un État avec un gouvernement représentatif". Pour M. Chérif, la "première étape" est de chercher à rapprocher "les factions rivales et à construire une armée libyenne nationale". "L'Occident pourrait ensuite aider cette armée à pouvoir faire face à l'EI." Mais la tâche est énorme dans un pays immense sans unité historique.

Le chef de mission de l'ONU en Libye, Bernardino Leon, tente ainsi depuis des mois de trouver un terrain d'accord politique pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Mais jusqu'ici sans succès.

<http://www.lepoint.fr/>

La Libye demande à l'ONU la levée de l'embargo sur les armes

19 février 2015

Le ministre libyen des Affaires étrangères Mohammed al-Dairi a demandé mercredi à l'ONU de lever l'embargo sur les armes imposé à son pays afin de mieux lutter contre les djihadistes, mais il a écarté l'idée d'une intervention internationale.

Selon des diplomates, un projet de résolution en ce sens, mis au point par le groupe arabe de l'ONU, devait être distribué mercredi aux 15 pays membres du Conseil de sécurité par la Jordanie, seul membre arabe du Conseil. Mais aucune décision du Conseil n'est attendue dans l'immédiat.

Le ministre libyen a appelé la communauté internationale à «aider (son pays) à renforcer ses capacités militaires nationales». «Cela implique de lever l'embargo sur les armes pour que notre armée puisse recevoir des équipements et des armes pour lutter contre le terrorisme», a-t-il ajouté lors d'une session du Conseil consacrée à la Libye.

Il a déploré que, bien que les groupes djihadistes opérant à partir de la Libye «menacent l'Afrique et l'Europe», son pays «ne reçoive pas la même attention que la Syrie ou l'Irak».

Il a cependant souligné que la Libye «ne demandait pas une intervention internationale», contrairement à ce qu'avaient laissé entendre des responsables égyptiens à la suite de l'assassinat en Libye de coptes égyptiens par le groupe Etat islamique.

Selon le ministre égyptien des Affaires étrangères Sameh Choukri, qui s'est lui aussi adressé mercredi au Conseil, le projet de résolution prévoit une «levée des restrictions» sur les armes à destination du gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale.

Mais il faut aussi selon lui «imposer un blocus naval» pour empêcher la livraison d'armes à des milices opérant dans les régions de Libye «échappant au contrôle des autorités légitimes».

Plusieurs membres du Conseil, dont la Russie, sont réticents à lever l'embargo imposé depuis 2011 à la Libye, évoquant le risque de voir des armes tomber entre de mauvaises mains.

«Nous avons abandonné la Libye»

Les États-Unis, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne ont marqué mardi dans une déclaration commune leur préférence pour une «solution politique du conflit» en Libye.

Le représentant de l'ONU en Libye Bernardino Leon a dit mercredi «espérer qu'un accord politique pourra être trouvé bientôt» entre les factions en Libye, pour permettre la formation d'un gouvernement d'unité nationale.

Après avoir envoyé lundi ses avions bombardier des positions de la branche libyenne du groupe Etat islamique (EI), en représailles à la décapitation de 21 chrétiens coptes, le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi avait estimé qu'il n'y avait pas «d'autre choix» que de demander à l'ONU d'autoriser une intervention militaire menée par une coalition internationale.

Dans la foulée de ces raids, le Qatar a rappelé jeudi son ambassadeur en Égypte suite à un différend lors d'une réunion de la Ligue arabe, a annoncé l'agence de presse officielle QNA.

Des médias égyptiens ont rapporté que le délégué égyptien à la Ligue arabe, Tariq Adel, avait accusé le Qatar de soutenir de terrorisme au motif que le délégué qatarien avait exprimé des réserves sur une clause approuvant ces raids.

En tout état de cause, les ardeurs égyptiennes ont été douchées par des communiqués prudents des gouvernements occidentaux. La Tunisie s'est également opposée mercredi à toute intervention militaire chez son voisin.

L'Italie a cependant averti que le temps était compté pour une solution politique. «La détérioration de la situation sur place requiert un changement de rythme de la part de la communauté internationale avant qu'il ne soit trop tard», a déclaré son ministre des Affaires étrangères, Paolo Gentiloni.

Mardi, le président égyptien avait appelé à affronter le «problème» libyen, estimant que «la mission n'avait pas été achevée» par les Européens, en référence à la coalition internationale ayant mené l'intervention militaire de 2011.

«Nous avons abandonné le peuple libyen, prisonnier de milices extrémistes», avait déploré M. Sissi.

Il s'est rendu mercredi sur une base aérienne dans l'ouest de l'Égypte pour inspecter les forces chargées de sécuriser la frontière avec la Libye, leur demandant «de maintenir le plus haut degré de préparation pour mener à bien toute mission pour la protection de la souveraineté de l'Égypte».

L'armée égyptienne est déjà confrontée sur son sol, dans le Sinaï (Est), à l'insurrection du groupe djihadiste Ansar Beït al-Maqdess qui a fait allégeance à l'EI en novembre.

Plongée dans le chaos, la Libye est morcelée et sous la coupe de diverses milices, djihadistes ou non.

Deux gouvernements se disputent le pouvoir sur des portions de territoire: l'un proche des miliciens de Fajr Libya (Aube de la Libye), parmi lesquels des islamistes, et l'autre, reconnu par la communauté internationale, siégeant dans l'est du pays, près de la frontière égyptienne. Le principal bastion de la branche libyenne de l'EI est à Derna, à 1300 km à l'est de Tripoli.

<http://www.lapresse.ca/>

Mali

Mali: The Thousand Year Old Grudge

February 20, 2015: Over half the people in northern Mali are pro-government and not enthusiastic about the Tuareg and Arab rebels getting more autonomy. Many believe this could lead to local warlords establishing their own little kingdoms and doing what they want. The Tuareg tribes have long seen this kind of autonomy as their right because for centuries that was what they had. A French colonial government put an end to that in the 19th century and the post-colonial democracy (dominated by the black African majority in the south) has tried to keep the Tuareg in line for half a century. While the French troops were too much to handle the Tuareg had been successfully raiding the black Africans down south for over a thousand years. But that does not work anymore since the black Africans got guns and other modern weapons. But in the last few decades the heavily armed Tuareg, despite being outnumbered and outgunned, have been increasingly successful in challenging government rule.

The French intervention two years ago shut down a successful Tuareg rebellion that had been hijacked by al Qaeda groups that were not getting along with each other or the locals. The largely African UN peacekeepers who followed behind the French are seen as an obstacle to Tuareg autonomy while most of the locals expect the peacekeepers to suppress all Tuareg misbehavior immediately just like the French did to the al Qaeda factions. The French and the neighbors tell the Mali government and the rebels that they have to work out a deal satisfactory to both sides. That is the only acceptable (to the neighbors, foreign aid donors, the UN and France) solution. Islamic terrorists are also an issue, but Islamic terrorism is relatively new in this region while the animosity between the Tuareg and Arabs with the blacks to the south has been going on for over a thousand years.

Most northerners are concerned with more immediate concerns, like food, water and jobs. The rebels and Islamic terrorists have done great damage to the local economy over the last three years and the majority of northerners (Tuareg, Arab and black) want peace. Even the rebels understand that foreign aid, as well as foreign investment and the lucrative foreign tourists, won't return until there is a peace deal.

The French counter-terrorism effort in the north has been successful at keeping the remaining Islamic terrorists from expanding or even establishing permanent bases. But because of sanctuaries in neighboring Libya the Islamic terrorists are still present in northern Mali.

February 19, 2015: The fifth round of peace talks in Algeria continue to be deadlocked but the Tuareg rebels have agreed to an immediate ceasefire to halt the fighting that has been going on for weeks. The ceasefire halts preparations for another rebel attack on Tabankort, a much fought over town 200 kilometers north of

Gao that is currently held by government soldiers and peacekeepers.

February 16, 2015: The fifth round of peace talks began in Algeria between the Mali government and an alliance of six northern rebel groups. Algeria continues to sponsor Mali peace talks in its capital. The current talks featured the personal participation of the Mali prime minister for the first time. These talks have been making slow progress because of the reluctance of the majority of Malians (black Africans in the south) to grant the degree of autonomy the lighter skinned Arab and Tuareg minority in the north want. Getting the Mali prime minister personally involved is seen as a step forward but there is still no final agreement.

February 15, 2015: In the north (Tabankort) four peacekeepers were wounded by a roadside bomb while on patrol.

February 14, 2015: In central Mali (Mopti, 460 kilometers north of the capital) a group of gunmen attacked an army outpost and after losing at least five dead and many wounded, retreated. The defenders suffered two dead and three wounded. It was unclear who the attackers were. Attacks this far south (near the Niger River) by northern rebels are very rare. Such violence around Mopti is believed to be from local (not Libya based) Islamic terrorists.

February 7, 2015: In France the two ethnic Algerian Islamic terrorists who attacked the publisher of Charlie Hebdo and killed twelve people. The third Islamic terrorists who attacked in another part of Paris, killed a policewoman then went into a Jewish supermarket and killed four Jews there. The third gunman was a native of Mali and a career criminal before he was radicalized. He had worked in coordination with the two ethnic Algerian Islamic terrorists.

Inside the store an ethnic Mali employee of the store quietly led most of the 15 people still in the store into the walk-in freezer to hide them. He turned off the freezer and the lights downstairs and then slipped out of the building. The store employee was initially arrested by police as he fled but soon convinced the police what was really going on in the store and the gunman was killed and all the people in the store rescued. The Moslem store employee was hailed as a hero and the French government soon rewarded him with French citizenship. This was a big deal in Mali.

January 31, 2015: In the north (outside Timbuktu) Tuareg rebels surrounded a pro-government village and fought with the local militia. One militiaman was killed and twenty civilians were kidnapped briefly before peacekeepers defused the situation.

In the far north (Adrar des Ifoghas Mountains near the Algerian border) a dozen armed Islamic terrorists were killed by French troops (who suffered no casualties). The Islamic terrorist group was spotted from the air and intercepted by ground troops who hoped to take some prisoners. Instead they got the bodies and any data the dead terrorists were carrying.

January 29, 2015: The UN will investigate what caused three demonstrators to be killed during a violent (lots of fire bombs and rock throwing) anti-UN demonstration in the northern city of Gao on the 27th. Peacekeepers opened fire to defend themselves. The demonstrators were angry at the UN because of rumors that the UN had signed a secret peace deal with the Tuareg rebels that would not benefit the people of Gao. There was no such secret deal but rumors often cause trouble in this part of the world.

January 28, 2015: In the north (Tabankort) pro-government militia and Tuareg rebels fought, leaving at least a dozen dead.

<http://www.strategypage.com/>

Niger

Entre jihadistes et Boko Haram, le fragile Niger pris en étau

25/02/2015



Entre jihadistes et Boko Haram, le fragile Niger

Déjà en butte aux jihadistes opérant entre Libye et Mali, désormais attaqué par les islamistes de Boko Haram basés au Nigeria, le Niger, qui n'a que des moyens limités pour se défendre, se retrouve pris en étau.

Un symbole: c'est depuis Bilma, une localité du nord du Niger, région voisine du Sud libyen, que le président Mahamadou Issoufou a exhorté le 11 février son peuple à la "mobilisation générale" contre le groupe armé nigérian, qui frappe le sud-est du pays.

Le Niger, attaqué depuis plusieurs années par des groupes liés à Al-Qaïda dans le nord et l'ouest de son territoire, voit s'ouvrir un nouveau front. Depuis le 6 février, la région de Diffa, frontalière du nord-est du Nigeria, le fief de Boko Haram, est devenue la cible des islamistes.

Pour les autorités nigériennes, "la menace du Sud est passée devant celle du Nord", qui suscite désormais "une crainte plus diffuse", explique à l'AFP Gilles Yabi, fondateur du centre de réflexions Wathi, installé à Dakar.

Car Boko Haram a conquis en quelques mois, côté Nigeria, des territoires entiers le long de la frontière avec le Niger. Et les insurgés ont recruté de jeunes Nigériens.

Pour le Niger, "le phénomène le plus déstabilisateur, c'est Boko Haram", confirme une source diplomatique à Niamey.

Mais ce pays enclavé, l'un des plus pauvres du monde, dispose de ressources limitées pour sa sécurité.

"Il n'y aura pratiquement pas de soldats nigériens au Nigeria, ils n'en ont pas les moyens", assure cette source occidentale.

Le gouvernement nigérien a pourtant obtenu l'aval du Parlement pour envoyer 750 soldats au Nigeria combattre Boko Haram au sein d'une force multinationale.

Dans la région de Diffa, le Niger a massé quelque 3. 000 hommes, rejoints par des soldats tchadiens. Si le Tchad a engagé une offensive terrestre au Nigeria à partir du Cameroun, le Niger se cantonne dans une "posture défensive".

- 'Sourde et aveugle' -

"Les Nigériens doivent jongler avec des forces armées sous tension" en terme d'effectifs, souligne une autre source diplomatique occidentale.

Près du Mali, "le front Ouest a été dégarni" pour renforcer les positions à Diffa, précise-t-elle.

Or, de raids meurtriers en rapt (notamment d'Occidentaux), le Niger a subi ces dernières années les actions de groupes jihadistes ayant contrôlé le nord du Mali voisin entre 2012 et 2013. Deux de leurs attaques, mortelles, ont été menées à moins de 100 km de Niamey cet automne.

Chassés de leurs bastions maliens par une intervention internationale conduite par la France, à laquelle le Niger participe toujours, les jihadistes ont depuis rejoint en nombre le sud de la Libye, livrée au chaos depuis la chute de Kadhafi en 2011.

Confronté à des rébellions touareg jusque dans les années 2000, le Niger a longtemps craint une contagion, puisque des combattants touareg avaient enclenché les troubles au Mali.

Mais c'est la Libye qui inquiète désormais. Le président nigérien appelle sans relâche à agir pour que le Sud libyen cesse d'être un "sanctuaire pour le terrorisme", les trafics d'armes transitant par son pays.

Faute de moyens suffisants, le Niger doit compter sur l'aide extérieure en matière de renseignements, grâce aux drones déployés par la France et les États-Unis.

Sans ces renseignements, "notre armée est sourde et aveugle face aux menaces", justifiait Mahamadou Issoufou dans un récent entretien à l'hebdomadaire Jeune Afrique - au risque d'apparaître, devant une opinion souvent critique, comme un obligé des Occidentaux.

Ex-puissance coloniale, la France a installé un poste militaire avancé à Madama, aux portes de la Libye, dans le cadre de son dispositif "Barkhane" contre les jihadistes dans le Sahel. Et elle a dépêché un petit détachement à Diffa.

Déjà, certains redoutent que le Niger ne fasse un jour les frais d'un rapprochement entre les groupes armés du Nord et Boko Haram au Sud.

"Ce n'est pas de la science-fiction!", avance un haut diplomate ouest-africain.

Certes, "il y a eu des contacts entre Boko Haram et des éléments d'Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb islamique) par le passé", mais une "jonction" entre ces organisations très différentes n'est "pas plausible pour l'instant", réplique Gilles Yabi.

Cela n'empêche pas Isidore, chauffeur de taxi à Niamey, de craindre des infiltrés en tous genres: "on ne sait plus qui est qui".

<http://www.jeuneafrique.com/actu/>

Nigeria

Boko Haram : la sale guerre a commencé

24/02/2015



La ville nigériane de Gambaru, réduite en cendres par les islamistes en mai 2014.

Composée des troupes du Cameroun, du Niger, du Nigeria et du Tchad, la force régionale s'est lancée dans la bataille pour enrayer l'avancée de la secte jihadiste Boko Haram. Une course contre la montre est engagée pour détruire un ennemi insaisissable et multiforme.

Lorsqu'il a fait ouvrir le feu sur les hordes de combattants qui se ruaient vers la prison de Diffa, le 9 février à l'aube, le commandant nigérien de la garnison a d'abord cru qu'il s'agissait de diables : "Ils paraissaient ne jamais mourir et mes hommes m'ont dit que leurs grigris étaient très puissants." Avant de s'apercevoir que ceux que lui-même et ses collègues tchadiens et camerounais appellent les "BH" (Boko Haram) avançaient par vagues suicides identiques, sans jamais chercher à se protéger. L'assaut a été facilement repoussé ce matin-là, mais le Niger était, pour de bon, entré en guerre.

La décision de mettre sur pied une force régionale de 8 700 hommes issus de quatre pays frontaliers du Nigeria plus ce dernier, avec état-major opérationnel à N'Djamena, et destinée à traquer ce qui est sans doute le groupe armé le plus violent au monde, a été scellée en marge du dernier sommet de l'Union africaine, fin janvier à Addis-Abeba. Il a fallu pour cela tordre le bras au Nigeria, où la secte d'Abubakar Shekau contrôle un territoire de 20 000 km² qui s'étend entre les États de Borno et de Bauchi, et le menacer de déclencher des droits de poursuite sans son autorisation, pour que cette plateforme mutualisée puisse voir le jour.

Des pressions directes soutenues par les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, facilitées par l'entente qui, désormais, est de mise entre les trois présidents francophones de la ligne de front : le Camerounais Paul Biya, le Nigérien Mahamadou Issoufou et le Tchadien Idriss Déby. Parrain transfrontalier dont l'armée est déjà engagée au Mali, mais aussi aux confins de la Libye, du Soudan et de la Centrafrique, ce dernier fait figure de chef de file. Tant par leur puissance de feu que par la qualité de leur encadrement, les hommes de l'ANT (Armée nationale tchadienne) seront le fer de lance de l'offensive générale qui s'annonce. Mais si les plans d'attaque, avec pour objectif majeur la ville de Maiduguri, métropole du Nord-Est nigérien encerclée par Boko Haram, sont prêts, la question du financement reste encore en suspens.

L'essentiel du coût de cette nouvelle guerre devra être supporté par l'Union africaine, l'ONU, l'Union européenne peut-être, et les pays concernés eux-mêmes.

Américains, Français, Britanniques et Canadiens n'offriront guère plus que du renseignement, des survols de drones, un minimum d'aide logistique et technique, du conseil pour la planification des opérations et quelques dizaines d'éléments de leurs forces spéciales. L'essentiel du coût de cette nouvelle guerre devra être supporté par l'Union africaine, l'ONU, l'Union européenne peut-être, et les pays concernés eux-mêmes. Pour l'instant, c'est sur fonds propres et grâce aux 50 000 litres de carburant que leur livre chaque semaine le Cameroun que les détachements de l'ANT ont entrepris les premiers ratissages. En attendant le jour J, prévu pour le 1er avril.

L'armée nigériane humiliée

Que se passera-t-il ensuite ? C'est un peu l'inconnu. L'attitude de l'armée nigériane, passablement humiliée depuis cinq ans par son incapacité à réduire la rébellion jihadiste et minée par la corruption, demeure une énigme. Ses officiers, dont la majorité est originaire du Sud chrétien (l'état-major répugnant à laisser le commandement des troupes à des militaires nordistes, par crainte des défections), et qui ne connaît ni les habitants ni la langue locale, coopéreront-ils aisément avec des troupes étrangères, pour l'essentiel musulmanes, habituées à ce type de terrain et aux règles d'engagement différentes ?

Les Tchadiens, dont l'armée est disciplinée, ont ainsi privilégié au sein de leur corps expéditionnaire des officiers parlant le kanouri, langue d'une communauté transfrontalière de 8 à 10 millions d'âmes présente au Nigeria, au Niger, au Tchad et dans l'Extrême-Nord du Cameroun et vivier de recrutement quasi exclusif de Boko Haram. Pas sûr que les chefs des Nigerian Armed Forces considèrent avec bienveillance ce choix tactique, à leurs yeux extrêmement risqué.

Encore creusé par l'affrontement préélectoral entre Goodluck Jonathan et Muhammadu Buhari, le fossé Sud-Nord n'a il est vrai jamais autant divisé le Nigeria : "L'opinion partagée dans le Nord est que Goodluck entretient, voire finance l'insurrection de Boko Haram pour mieux diviser les musulmans, commentait il y a peu un chef d'État de la région, alors que dans le Sud, il n'est pas rare d'en-

tendre que plus les musulmans se tuent entre eux, mieux c'est. Vous voyez où ils en sont !"



L'armée nigérienne, ici à Dosso en décembre, a rejoint la coalition régionale le 9 février.

Distributions de nourriture et prières de masse

L'autre point d'interrogation est la capacité de résistance des 6 000 à 12 000 hommes de la secte, que la force régionale ambitionne de prendre en étau après avoir bouclé les frontières. On sait peu de chose de la façon dont Shekau et son fantomatique Conseil de la Choura de trente membres administrent leur "califat". Entre deux séries d'exécutions de "traîtres" (souvent des membres des milices locales d'autodéfense), qui dégénèrent en tueries aveugles où les vieillards et les enfants ne sont pas épargnés, les jihadistes nigériens, infiniment plus cruels que leurs homologues maliens, somaliens ou même syro-irakiens, tentent parfois de gagner les coeurs et les esprits de leurs sujets.

Les chefs de Boko Haram ont pour habitude de droguer leurs combattants afin qu'ils soient indifférents à la mort.

Distributions de nourriture et séances de prières de masse rythment ainsi la vie de Bama, localité de l'État de Borno conquise par la secte en septembre 2014, où l'émir local de Boko Haram s'est installé dans le palais du Shehu, entouré de jeunes filles épousées de force. Cet ancien poissonnier peut-il est vrai se permettre un peu de répit : il a, dès son arrivée, fait massacrer tous les hommes de la localité qui refusaient de lui prêter allégeance. Face à un ennemi multiforme et insaisissable, adepte des attentats kamikazes, qui a largement infiltré les camps de réfugiés et

enrôle de plus en plus de jeunes au Niger, au Tchad et au Cameroun, l'offensive qui se prépare vise la tête du serpent afin de la couper de ses métastases.

Les chefs de Boko Haram ayant pour habitude de droguer leurs combattants afin qu'ils soient indifférents à la mort, cette guerre à huis clos sera sans doute longue - bien au-delà des six semaines fanfaronnées par le conseiller à la sécurité du président nigérian - et très certainement sanglante. Nul doute pourtant qu'il s'agisse là d'une guerre aussi juste et nécessaire que le fut, il y a deux ans déjà, celle du Mali.

<http://www.jeuneafrique.com/>

Cartographie - Boko Haram sur les traces du califat de Sokoto ?

23/02/2015



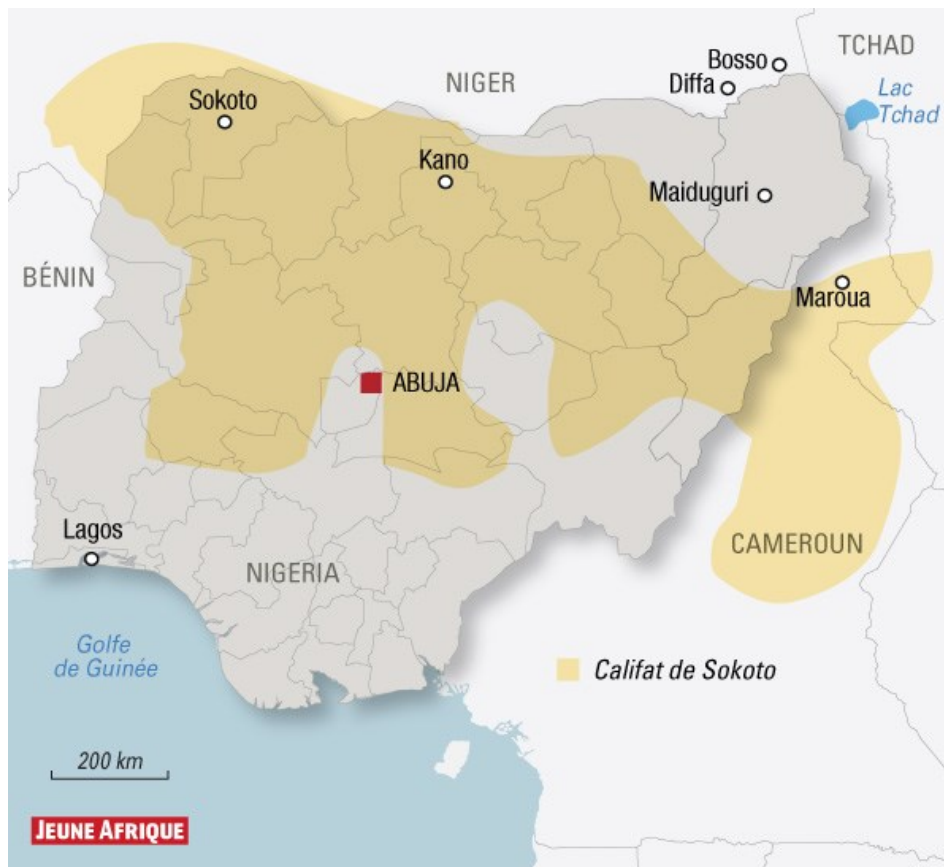
Les combats entre les forces camerounaises et Boko Haram sont quasi-quotidiens.

Les dirigeants de Boko Haram rêveraient-ils de faire revivre le califat de Sokoto, établi au XIX^e siècle et disparu avec l'installation de la colonisation britannique ? Leurs intentions ne sont pas claires.

Boko Haram a posté trois vidéos sur You Tube début février, dans l'intention évidente de braver les voisins du Nigeria qui s'organisent pour contrer l'expansion de la secte jihadiste. Dans l'une d'elles, l'on voit, selon l'AFP, des images d'archives faisant référence au califat de Sokoto. L'évocation par la secte de cet épisode historique est rare. Avant sa mort en 2012, Abul Qaqa, un proche du chef de Boko Haram, Abubakar Shekau, qui faisait office de porte-parole du groupe armé, avait prévenu : "Notre objectif est de revenir au Nigeria d'avant la colonisation, quand la charia était la loi appliquée à tous." Autant dire : lorsque le nord du Nigeria était administré par le califat de Sokoto.

Pour autant, jamais Shekau n'a revendiqué l'héritage de ce califat. Si les meilleurs spécialistes du Nigeria notent des similitudes dans l'histoire de ces deux mouvements, ils sont comme tout le monde : ils ne voient pas bien quels sont les objectifs de cette secte qui est devenue, au fil des ans, le groupe jihadiste le plus sanglant du continent.

Sokoto : un califat centenaire



Le califat de Sokoto fut établi au début du XIX^e siècle dans une région couvrant le nord de l'actuel Nigeria, à l'exception notable d'une zone s'étendant du nord de Kano aux rives du lac Tchad et au sud de Maiduguri – un territoire principalement peuplé de Kanuris qui faisait alors partie du Borno, une dyarchie qui résista aux jihadistes de Sokoto, et qui correspond aujourd'hui, pour partie, à l'État de Borno, l'un des 36 que compte la Fédération du Nigeria. Le califat de Sokoto s'étendait également sur des pans du Cameroun actuel (dans ses zones septentrionales) et du Niger actuel (sud-ouest), et son influence allait même au-delà, jusqu'à Dori, ville du nord du Burkina Faso.

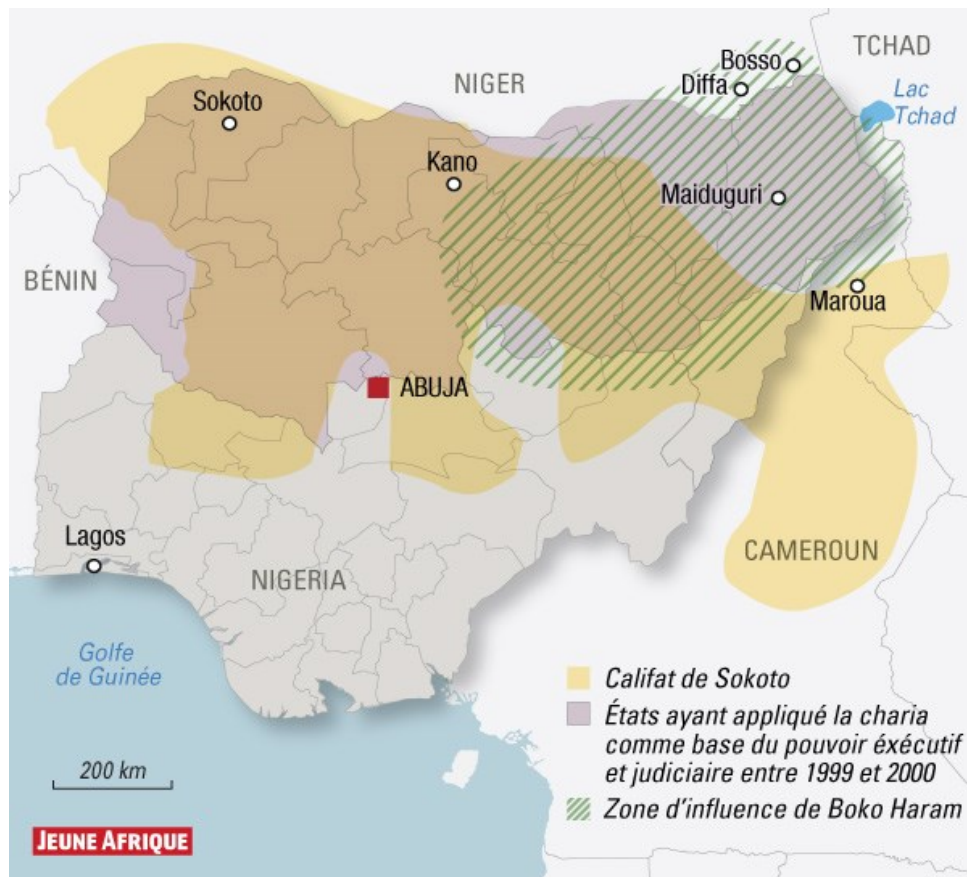
Ce califat a vu le jour après que l'imam Usman dan Fodio, à la tête du camp des réformateurs de l'islam, adeptes d'une purification de la pratique religieuse, eût déclaré la guerre aux souverains de la région, en 1804. Cinq ans plus tard, la quasi-totalité du septentrion du Nigéria actuel avait été conquise (à l'exception, donc, du Borno). La capitale de cet empire qui instaura la charia fut établie à Sokoto, dans le nord-ouest. Ce califat ne fut démantelé qu'un siècle plus tard, en 1903, par le colonisateur britannique

La charia de retour... cent ans après

En octobre 1999, le gouverneur de l'État de Zamfara (nord-ouest du pays) concrétise une promesse de campagne : il annonce la refonte du code pénal de l'État et réintroduit le droit de la charia, près de cent ans après la chute du califat de Sokoto. Trois ans plus tard, 12 des 36 États nigériens (soit tous ceux du Nord, dans lesquels la population est très majoritairement musulmane) avaient instauré la charia. C'est toujours le cas aujourd'hui. La carte le montre bien : les États ayant instauré la charia correspondent, peu ou prou, aux territoires soumis à l'empire de Sokoto au XIX^e siècle.

Boko Haram impose son califat

En revanche, les territoires soumis au calife au XIX^e siècle et ceux saignés par Boko Haram aujourd'hui ne sont pas exactement les mêmes. Le cœur du califat de Sokoto était situé au nord-ouest du Nigeria actuel (vers Kano et Sokoto, la capitale), tandis que la sphère d'influence du "califat de Boko Haram" se trouve au nord-est, dans les environs du lac Tchad, dans des territoires qui faisaient partie, dans le passé, de la dyarchie du Borno, et qui sont principalement peuplés de Kanuris (peuple dont sont issus nombre de chefs et d'adeptes de la secte). C'est à Gwoza, une ville située près de la frontière avec le Cameroun, qu'Abubakar Shekau a proclamé "son" califat, en août 2014. Et c'est à Maiduguri, la capitale de l'État de Borno, que la secte est née, au début des années 2000, et qu'elle ambitionne de revenir.



En revanche, les territoires soumis au calife au XIX^e siècle et ceux saignés par Boko Haram aujourd'hui ne sont pas exactement les mêmes. Le cœur du califat de Sokoto était situé au nord-ouest du Nigeria actuel (vers Kano et Sokoto, la capitale), tandis que la sphère d'influence du "califat de Boko Haram" se trouve au nord-est, dans les environs du lac Tchad, dans des territoires qui faisaient partie, dans le passé, de la dyarchie du Borno, et qui sont principalement peuplés de Kanuris (peuple dont sont issus nombre de chefs et d'adeptes de la secte). C'est à Gwoza, une ville située près de la frontière avec le Cameroun, qu'Abubakar Shekau a proclamé "son" califat, en août 2014. Et c'est à Maiduguri, la capitale de l'État de Borno, que la secte est née, au début des années 2000, et qu'elle ambitionne de revenir.

Dans sa folie meurtrière, l'organisation n'hésite cependant pas à dépasser ses "frontières" et à mener depuis des années des attentats plus à l'ouest (à Kano notamment, et dans de nombreux États majoritairement musulmans) et plus au sud (à Abuja, la capitale de l'État fédéral). Ansaru, une branche issue d'une dissidence au sein de la secte au début de cette décennie, mais dont tous les liens avec le commandement de Boko Haram n'ont pas été coupés, s'est en outre implantée dans le nord-ouest du Nigeria.

<http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2823p020.xml3/>

Boko Haram et Daesh : le début de la fin !

22/02/2015

Ne nous fions pas aux apparences, les djihadistes subissent leurs premiers revers. Leur fin est programmée, même si le combat sera encore long et pénible.



Des soldats tchadiens à la frontière entre le Niger et le Cameroun reprennent Gamboru à Boko Haram le 1er

Les bonnes nouvelles ne sont pas légion surtout sur le front de la lutte contre les extrémismes et la bêtise, alors sachons nous réjouir quand elles jaillissent de cette actualité sombre. En visite ce week-end en [Afrique](#) subsaharienne, [Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, est venu assurer les forces engagées contre Boko Haram du soutien de la France](#) et de la proposition de notre pays de coordonner leurs efforts. Ensemble, le [Tchad](#), le [Cameroun](#), le Niger, le Nigeria et le Bénin devraient mobiliser 8 700 hommes pour lutter contre ce mouvement salafiste djihadiste né dans le nord-est du Nigeria et qui a pour objectif d'appliquer la charia sur l'ensemble des territoires qu'il parvient à conquérir... Depuis 2009, l'insurrection de Boko Haram et sa répression par les forces nigériennes ont fait plus de 13 000 morts et 1,5 million de déplacés. Ces derniers mois, les morts se comptent chaque semaine par dizaines et la barbarie de cette secte semble avoir encore progressé. Cette coalition africaine, soutenue par les puissances occidentales et par l'ONU, marque le début de la fin pour les rebelles. Ce week-end, l'armée nigérienne a d'ailleurs repris la ville stratégique de Baga. Mais nul ne sait combien de temps durera ce dernier épisode ni quel sera son bilan final.

Plus au nord, la situation du groupe État islamique est également moins triomphante qu'il n'y paraît. L'extension de cette zone dérobée à des pays aux structures étatiques faibles et aux troubles intérieurs certains a trop duré. Au point d'inquiéter les puissances régionales locales qui ont décidé de mettre un terme à cette dérive. L'Égypte a officiellement envoyé cette semaine ses avions pour bombarder les positions de Daesh. Avant elle, l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, l'Irak, la Jordanie, le Koweït, le Liban, le Qatar, la Turquie ont partici-

pé à l'effort de guerre, cette fois-ci militairement soutenus par une demi-douzaine de nations occidentales. Les revers du groupe État islamique sont plus importants qu'on ne l'imagine. À l'Est (en Syrie et en Irak) et au Nord (à la frontière turque), les armées de cette organisation salafiste djihadiste qui a proclamé le 29 juin 2014 l'instauration d'un califat sur les territoires irakiens et syriens reculent. Elles se déplacent vers l'Ouest et auraient transformé le sud de la Libye en "hub terroriste" selon l'expression de Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense. Mais, en gagnant le Maghreb, ces fous de Dieu franchissent la ligne jaune et obligeront l'Algérie, le Maroc puis l'ensemble de l'Europe à réagir fermement. C'est alors un autre conflit qui se profile, à l'issue (beaucoup) moins incertaine...

Les musulmans, premières victimes !

Le terrorisme islamisme est meurtrier en Europe : 191 victimes sont décédées le 11 mars 2004 lors de multiples explosions autour de la gare d'Atocha à Madrid ; 56 ont été fauchées par 4 explosions à Londres le 7 juillet 2005 ; et bien entendu, les événements récents de Paris et du Danemark sont encore dans tous les esprits. Ces carnages ne sont rien comparés à ceux que vivent les pays africains, que leurs populations soient à majorité musulmane ou pas ! Ce sont donc les musulmans modérés qui ont le plus à craindre d'une radicalisation de leurs voisins, et se sont eux qui mènent et mèneront les opérations de police nécessaires pour éradiquer les fondamentalistes. Oui, l'islamisme est d'abord un danger pour l'islam ! Et l'Occident n'est finalement victime que des effets de bords de ces conflits aveugles et féroces.

La prise de conscience de l'Égypte, du Qatar ou de l'Arabie saoudite - de plus en plus rétifs à soutenir financièrement des groupuscules sunnites ou chiites qui rapidement leur échappent et viennent menacer leurs intérêts - sont la plus douce musique qui puisse retentir aux oreilles des Européens. Et voilà que s'esquisse même une coopération durable et profitable entre des États aux intérêts convergents. Des Rafale français ou des F-16 américains viendront sceller cette idylle. La paix et la prospérité sont les religions les mieux partagées au monde. Et des colombes de paix plus efficaces que les faucons des idéologies...

<http://www.lepoint.fr/monde/>

Bienvenue dans l'impasse nigériane

Jeudi 19 Février 2015 Aline Joubert

La première puissance d'Afrique vit une campagne présidentielle sous haute tension : sur fond de violences commises par Boko Haram, le Nigeria va devoir choisir entre réélire un président incompetent et corrompu ou porter au pouvoir un ancien dictateur.



Un supporter de Goodluck Jonathan portant un masque à son effigie

Dans une vidéo postée sur Twitter, ce mardi, Boko Haram annonce qu'il mettra tout en œuvre pour que l'élection présidentielle et les législatives se passent dans le chaos. Prévu pour le 14 février dernier, le scrutin a déjà été repoussé au 28 mars prochain, après que le gouvernement actuel a invoqué l'impossibilité de sécuriser certaines régions. Le Nigeria fait l'objet de multiples clivages : un Nord musulman, peu peuplé, relativement pauvre mais aussi et surtout ravagé par Boko Haram, et un Sud chrétien, qui concentre les plus grosses métropoles du pays et la majorité de ses ressources pétrolières. Pour Daouda Gary-Touunkara, chargé de recherches au CNRS, « *l'enjeu des élections est double : restaurer la sécurité dans le pays, en particulier dans les Etats du Nord-Est, et assurer la redistribution réelle des ressources du pétrole, souvent détournées.* »

Le principal reproche adressé au président Goodluck Jonathan, en lice pour un second mandat ? Son incapacité à mettre fin aux violences perpétrées par Boko Haram. Depuis 2009, Boko Haram a assassiné plus de 13 000 personnes. Depuis qu'Abubakar Shekau a pris la tête du groupe islamiste, Boko Haram a assassiné plus de 13 000 hommes, femmes et enfants, et a provoqué la fuite d'1,5 million de per-

sonnes. A cela s'ajoutent d'innombrables enlèvements, dont celui de Chibok, le plus tristement spectaculaire, où Boko Haram avait capturé puis vendu 276 lycéennes comme esclaves.

La puissance du groupe islamique s'explique par deux facteurs directement liés : l'incompétence de l'armée nigériane et l'impressionnante artillerie dont disposent les djihadistes. Le Nigeria consacre officiellement 20% de son budget à la Défense, soit 4,9 milliards d'euros, [selon RFI](#). Pourtant, difficile de croire que cet argent arrive à son destinataire puisque l'armée nigériane est très mal formée et les soldats très peu payés. Impossible de savoir ce que devient effectivement cette somme colossale puisque la trésorerie de l'armée est classée « secret défense ».

L'an dernier, presque jour pour jour, le Nigeria avait ordonné aux Etats-Unis de cesser leur travail de formation des soldats, après une montée des tensions entre les deux pays. L'ambassadeur du Nigeria à Washington leur reprochait de ne pas envoyer assez d'armements, à l'armée nigériane "le plus gros pourvoyeur de troupes des islamistes" quoi les Etats-Unis rétorquaient qu'ils déploraient une trop grande corruption au sein de l'armée nigériane.

Nombre des soldats refusent par ailleurs de combattre Boko Haram ou désertent le champ de bataille, abandonnant dans leur fuite tout leur équipement militaire, récupéré par Boko Haram. Pis encore, l'armée nigériane est tellement rongée par la corruption qu'elle serait même devenue « *le plus gros pourvoyeur de troupes des islamistes* » d'après le magazine [Jeune Afrique](#). Elle a d'ailleurs tout bonnement déserté des régions entières du pays, abandonnant les populations à leur sort, sans que le gouvernement n'ait ordonné l'évacuation des villages.

Jonathan l'incompétent

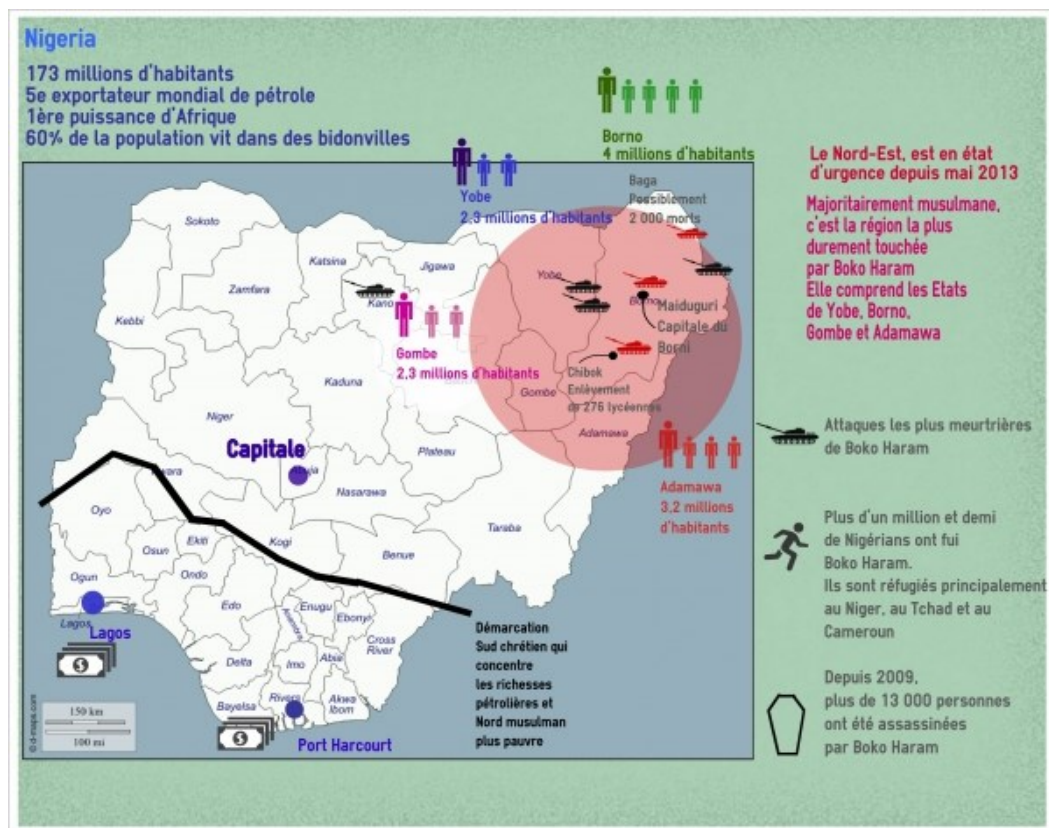
Les plans d'action proposés par Jonathan sont ridiculement maigres. En tête des incohérences : un manque criant d'actions concertées entre les différents pays menacés par Boko Haram. Alors que l'Union africaine mettait Boko Haram au cœur de son Conseil de paix et de sécurité (CPS) le 29 janvier dernier, Goodluck Jonathan a brillé par son absence, expliquant être retenu par sa campagne présidentielle...

Il a fini par répondre aux appels du pied d'Idriss Deby, le président tchadien, qui s'est associé à ses homologues camerounais, nigérien et béninois pour créer une coalition de 8 700 militaires, policiers et civils qui sera théoriquement opérationnelle fin mars. La mesure est toutefois très faible : on ne connaît pas la part de civils mobilisés et on ne sait pas concrètement quelle stratégie militaire sera adoptée. Par ailleurs, les accords passés jusqu'à présent n'augurent aucune coordination internationale efficace. Le Nigeria autorise l'armée tchadienne à traverser ses frontières pour poursuivre les terroristes, mais ce droit n'est toujours pas garanti pour le Cameroun et le Niger, pourtant directement concernés.

Essuyant de plus en plus de critiques, pressé par sa chute de popularité à quelques semaines des élections présidentielles, Goodluck Jonathan amorce un virage et vient même d'appeler à l'aide les Etats-Unis. Sans complexe aucun, le président a

répondu au *Wall Street Journal* : « Les Etats-Unis sont nos amis. Ne sont-ils pas en train de combattre l'Etat islamique ? Pourquoi ne viennent-ils pas au Nigeria ? »

Vingt milliards de dollars évaporés



En plus de ne pas rougir de son incompétence, Goodluck Jonathan trempe de près ou de loin dans une multitude d'affaires de corruption qui rongent le pays. Il a notamment limogé l'an dernier Lamido Sanusi, président de la Banque centrale nigériane car ce dernier martelait depuis plusieurs mois qu'il manquait 20 milliards de dollars dans les caisses de l'Etat, somme que la Nigerian national petroleum corporation (NNPC) a fait disparaître. Ce licenciement jette une lumière crue sur le grave problème de redistribution des ressources pétrolières du pays. Selon Les 9/10 des richesses issues du pétrole bénéficient à 1% de la population des estimations relevées par le *New York Times*, les neuf dixièmes des bénéfices de la production de pétrole nigériane profitent à seulement 1% de la population.

Bien que le pays soit entre autres le cinquième exportateur de pétrole au monde, la deuxième puissance cinématographique mondiale et, même, la première puissance économique d'Afrique, près de 60% de sa population urbaine vit dans des bidonvilles. Le Programme des Nations unies pour le développement ([PNUD](#)) décrit le delta du Niger, où sont implantées les compagnies pétrolières, comme victime de « la négligence administrative, d'infrastructures et de services sociaux en train de s'effondrer, d'un fort taux de chômage, de la misère sociale, d'une pauvreté abjecte, d'une crasse repoussante et d'un conflit endémique ». Rien de moins...

Buhari l'adepte des sauts de grenouille

Face au bilan catastrophique de Jonathan, une douzaine de candidats se présentent à l'élection présidentielle. Seul l'un d'eux a de sérieuses chances de l'emporter : le chef du parti d'opposition (ANP) Muhammadu Buhari, 71 ans, qui se présente pour la quatrième fois. Musulman, venant du Nord et réputé pour être incorruptible, il est l'exact opposé de Jonathan. Le pouvoir, il le connaît, et sans doute trop bien : cet ancien militaire s'en est déjà emparé en décembre 1983, en chassant le président en place par un putsch. Une fois à la tête du pays, sa première mesure a été de suspendre la Constitution de 1979. Il a ensuite emprisonné Buhari incarne l'espoir dans le Nord du pays des journalistes et des opposants sans le moindre procès. Pour résoudre la grave crise alimentaire et la fulgurante montée de la criminalité, il a expulsé des centaines de milliers de ressortissants nigériens. Au Niger, la famine qui s'en est suivi est encore aujourd'hui appelée « El-Buhari ».

Le 20 mars 1984, il a lancé une de ses plus fameuses réformes : « la guerre contre l'indiscipline ». En voici un « florilège » : les gens attendant le bus devaient former des files d'attente irréprochables sous peine de se faire taquiner par les fouets de soldats zélés, les étudiants de plus de 17 ans surpris en train de tricher encouraient des peines de 21 ans de prison, ou encore les fonctionnaires fâchés avec la ponctualité étaient publiquement humiliés et forcés à faire des sauts de grenouille. Buhari est reparti du pouvoir comme il était arrivé : par un putsch ; en août 1985, après un an et demi à la tête du pays.

Outre son passé ultra controversé, ce qui pourrait fragiliser Buhari, c'est sa religion. Musulman, il pourrait ne pas séduire la majorité de la population du Sud chrétien, notamment parce qu'en 2001, il déclarait : « *Dieu nous a donné la responsabilité légale de diffuser la pratique de la charia de tout notre cœur* ». Toutefois, le 4 janvier dernier, sans doute frappé d'amnésie, il niait avoir tenu ces propos, se déclarait favorable à la liberté de religion, et déplorait qu'elle puisse être utilisée pour « *diviser, opprimer les autres ou obtenir des avantages injustes* ». Comme pour prouver sa bonne foi, deux jours après ses déclarations, il cherchait des applaudissements pour ne pas avoir imposé la charia pendant son court passage à la tête du pays.

Persuadé de remporter les élections, M. Buhari a déclaré à l'AFP qu'il s'attendait même à une « *victoire écrasante* » et a refusé de dire ce qu'il ferait en cas de défaite : « *Je ne vais pas perdre. Donc je ne répondrai pas à cette question.* »

Des parodies d'élections

Malgré un président corrompu et incompetent face à un adversaire ancien putschiste et dictateur, le choix des électeurs n'est pas le seul problème du scrutin. "Les pires élections dans le monde" John Kerry, secrétaire d'Etat américain, s'est rendu au Nigeria le mois dernier et a insisté sur l'importance d'élections « *pacifiques, non violentes et crédibles* ». Ces critères doivent en effet être soulignés puisque le pays a connu en 2007 et 2011 de véritables parodies d'élec-

tions. Celles de 2007 furent décrites par les observateurs de l'Union européenne comme « *les pires auxquelles ils aient jamais assisté dans le monde* ». Quatre ans plus tard, alors que les bureaux de vote avaient ouvert, les élections ont dû être reportées puisqu'une multitude de bureaux manquaient de matériel. Par ailleurs, des violences avaient éclaté causant la mort d'environ 1 000 personnes.

Cette année, le report du scrutin est motivé notamment par le fait que 30 des 68 millions de cartes d'électeurs n'avaient toujours pas été distribuées. Le Nord du pays, fief de Buhari, est toujours très difficilement accessible à cause des attentats incessants et les autorités ne savent pas comment y organiser et sécuriser des bureaux de vote. L'opposition a dénoncé une manœuvre électorale pour gagner du temps et des voix. Enfin, les massacres perpétrés par Boko Haram dans cette région du pays ont poussé des centaines de milliers de personnes à franchir les frontières voisines. Autant de raisons de douter de la bonne tenue du futur scrutin. Comme des résultats qui seront proclamés à son issue...

<http://www.marianne.net/bienvenue-impasse-nigeriane-100230999.html>

Somalia

From Westgate to Westfield: does al-Shabaab have the capacity to strike the West?

24 Feb 2015

As Somalia-based jihadists al-Shabaab call for terrorist attacks on Western shopping centres, our latest Big Question asks whether the group pose a real threat to Britain

[Al-Shabaab's latest propaganda video](#), calling for terrorist attacks on a list of Western shopping centres, is the latest attempt by distant Islamist terrorist groups to incite 'lone wolf' attacks on Western soil.

Yet what threat do the Somali-based terrorists actually pose to the West? Is the group just seeking publicity at a time when Islamic State of Iraq and the Levant (Isil) dominates Western discourse on terrorism?

How far is the group capable of perpetrating such an attack, or persuading others to do so?

Al-Shabaab's strategy: global or regional?



Westgate Mall attack, Nairobi, Kenya (TYLER HICKS/The New York Times)

Al-Shabaab is best known in the West for the horrific [attack on the upmarket Westgate shopping mall](#) in Nairobi in September 2013, in which 67 people were killed.

However, rather than being an indication of the group's global threat, Westgate

reflected its explicitly regional strategy.

Both Westgate and the Kampala bombings, which killed 74 people during the 2010 World Cup Final, were reprisals for Kenya and Uganda's leading roles in the African Union (AU) mission against al-Shabaab in Somalia.

The group are considered responsible for multiple smaller scale attacks in East Africa in recent years and are highly likely continue to seek out soft targets for larger attacks in the region.

What threat do al-Shabaab actually pose?

It is highly doubtful whether the group has either the intent or capability to launch a direct attack on Western soil, struggling as it is against the AU counter-insurgency.

Westgate succeeded through years of planning, total surprise and an inadequate security response. None of these is likely in the UK, given the extensive measures security forces have in place after repeated targeting of shopping areas by the IRA.



Westgate Mall attack, Nairobi, Kenya (AP)

Threats to shopping areas are also nothing new; listing targets in advance is hardly conducive to surprise.

The direct threat from al-Shabaab is therefore limited.

The group has also been far less successful than Isil in recruiting foreign fighters, which reduces the danger of returning jihadists.

Instead, al-Shabaab's threat is mainly indirect - that its propaganda could help incite attacks by terrorists acting independently.



CCTV footage shows a heavily armed terrorist searching a storeroom during the siege at the Westgate Mall in Nairobi.

Unchanging threat to the West?

Arguably, this weekend's al-Shabaab video does not significantly alter the threat to Britain and the West. Potential lone wolf terrorists already have a plethora of successful terrorist attacks by which to be 'inspired'.

Amid the flow of propaganda emanating from Isil, al-Shabaab's video is a somewhat out-dated addition from a group whose global influence is waning.

Nevertheless, the video could pose dangers to the West, depending on the response to it. Just because London's Oxford Street and the Westfield shopping centres were named as targets in the video, does not mean we should let our guard down elsewhere.

The first danger is that to assume that prospective terrorists will merely attack where they are told to implies they are simply brainwashed and incapable of independent thought. Such thinking is naïve and underestimates the capability of terrorists to target vulnerable locations independently.

It also assumes the current threat is predictable; it is not. In recent months Western soldiers, civilians, cafes, private offices, the media and the government have all been targeted in different ways by different individuals and groups.

Overall, the threat to the West is as unpredictable as it was before al-Shabaab's latest communique. Improving security and public vigilance in shopping areas is a wise response; assuming attacks are then most likely in those areas is not.

<http://www.telegraph.co.uk/>

Tunisia

Tunisie: Profil jihadiste - Cette radicalisation qui inquiète

N'importe quel jeune peut aujourd'hui basculer dans le jihadisme. Une radicalisation qui touche les jeunes et qui inquiète aussi bien les autorités que les familles. Néanmoins, s'il est impossible de dresser un portrait-robot des Tunisiens candidats au jihad, il est aujourd'hui admis et reconnu qu'ils sont issus de milieux sociaux différents. Pire, ils peuvent être n'importe où, parfois ils sont plus proches qu'on pourrait le croire

Le discours religieux radical ne cesse de prendre de l'ampleur. Il touche de plus en plus de jeunes dans le monde. La Tunisie n'est pas en reste. Avec plus de 3.000 jihadistes partis en Syrie, dont 500 sont retournés au bercail, le pays est en tête de liste des fournisseurs de terroristes. Des Tunisiens «endoctrinés» dans les mosquées, dans les prisons, et sur Internet. Qui sont les jeunes touchés? Quels sont leurs profils? Et surtout comment lutter contre cet endoctrinement. Selon le rapport élaboré, récemment, par «The Soufan Group», un cabinet new-yorkais d'intelligence et de sécurité, la Syrie aurait déjà attiré autant d'étrangers que le conflit afghan dans les années 1980. Partant de ce constat, le rapport déduit que la «Syrie est un dangereux laboratoire de terrorisme» car les quelque 12 mille partis combattre aux côtés des groupes terroristes, issus de différents pays, ont épousé la cause des islamistes extrémistes.

Et, contrairement à ce qu'on pensait, les recrues jihadistes ne sont pas exclusivement issues de milieux pauvres ou défavorisés. Bien au contraire, ils appartiennent à toutes les catégories sociales et selon des sources sécuritaires tunisiennes, ce sont des jeunes suivant des filières scientifiques. Si l'on se réfère aux profils des personnes séduites par le jihad, et toujours selon le rapport de «The Soufan Group», la tranche d'âge typique, en général, est entre 18-29 ans. Cela étant, il y a aussi des exemples 15-17 ans, et des personnes de plus de 30 ans. Le rapport relève, par ailleurs, que les recrues au jihad, par Daech, l'Etat Islamique, sont plus jeunes que ceux recrutés par Al Qaïda pour le jihad en Afghanistan, où les «jihadistes» étaient plutôt des volontaires étrangers d'un âge moyen de 35 ans et tous, pratiquement des hommes. Par contre, dans le profil des «jihadistes» de l'Etat Islamique, les femmes font aussi partie du convoi. Et au regard du même rapport américain, la Tunisie occupe «la première place en termes d'envoi de femmes pour le «jihad sexuel». En effet, le rapport fait état d'au moins 96 Tunisiennes parties «en mission sexuelle» en Syrie, dont 18 ont été tuées.

Il est vrai que le discours de l'islam radical touchait des jeunes fragiles, issus de milieux sociaux défavorisés. Des jeunes qui n'avaient aucun espoir social, et souvent au chômage. Des jeunes qui, pour certains, trouvent refuge dans la religion, mais pas seulement. Les jihadistes sont aussi des enfants de professeurs, de fonctionnaires, de citadins ou de ruraux. Ils appartiennent à tous les milieux sociaux. Il y en a même plusieurs étudiants ou diplômés universitaires dans des filières scientifiques. Désormais, les terroristes ont perfectionné leurs techniques, notamment

dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication (Ntic). Les terroristes utilisent désormais des techniques d'endoctrinement qui réussissent à faire basculer dans le jihadisme un jeune qui va bien, scolarisé et sans problèmes familiaux. D'après une enquête publiée par Jeune Afrique, ce sont les combattants de l'État islamique qui ont le plus internationalisé leur stratégie, en créant un véritable ministère de la propagande, l'Al-Hayat Media Center. Un recrutement qui passe essentiellement via Internet et particulièrement les réseaux sociaux. A cet effet, Lotfi Ben Jeddou, ancien ministre de l'Intérieur, avait affirmé dans diverses interventions qu'Internet constitue le principal vivier de recrutement des quelque 3.000 combattants engagés en Syrie. «Il s'agit en général de jeunes éduqués, dont la majorité a un niveau d'études universitaires dans l'ingénierie ou le commerce et, surtout, dans l'informatique».

En effet, l'endoctrinement débute, dans la grande majorité des cas, par Internet. Très souvent, nous confie une source sécuritaire, la rencontre avec le jihad n'a lieu qu'après le départ pour les pays où ces groupes terroristes sévissent. En effet, en exploitant les TIC, notamment les réseaux sociaux, les candidats au jihad ne sont pas au fait de la réalité. Les recruteurs les décrivent comme des héros, des sauveurs du monde. Ils peuvent être nos frères, nos sœurs, nos cousins, nos amis, nos collègues... Ils sont tout près...

On ne rappellera pas que quelque 500 Tunisiens de Daech sont revenus en Tunisie, selon les déclarations récentes de Rafik Chelly, secrétaire d'Etat auprès du ministère de l'Intérieur chargé de la Sûreté nationale, au journal Al Maghreb, et que 10.000 Tunisiens ont été empêchés de quitter le territoire vers la Syrie ou l'Irak. Ces gens-là, comme le souligne une source sécuritaire, sont des bombes à retardement pour le pays et présentent un risque important. Car même si de part et d'autre on nous sécurise en affirmant que des mesures ont été mises en œuvre pour contrôler ces revenants, il n'en demeure pas moins que l'inquiétude règne. En effet, avec une guerre ouverte contre le terrorisme, le grand nombre de revenants, les nouvelles recrues, est-ce que le ministère de l'Intérieur dispose des moyens nécessaires de contrôle ?

En outre, est-ce uniquement une affaire de police, de militaire et de lois ? Non, c'est une affaire de tous les citoyens. Car la guerre contre le terrorisme est notre guerre à tous. Et il ne s'agit pas d'une guerre simple, ni encore moins facile. Les présumés jihadistes peuvent être partout, et surtout là, où l'on s'attend le moins. Au regard des experts internationaux, «jamais une secte n'a été aussi efficace». Car les terroristes utilisent toutes les techniques de dérives sectaires: séduction, brouillage de repères, lavage de cerveau... C'est au fait un ennemi qu'on ne voit pas, qu'on n'arrive pas à déceler, ni encore moins à cerner. Partant, les parents sont appelés à être plus vigilants, à déceler les signes de rupture concrets chez leurs enfants. Et pourquoi ne pas créer des centres spécialisés dans l'étude de ce genre de cas ? Des centres d'accueil des familles, d'aide à leur détresse. Des centres où les familles peuvent se sentir reconnues comme victimes et non pas comme coupables.

<http://fr.allafrica.com/>

International Organizations

UN

UN condemns abduction of 89 South Sudanese children by unidentified armed group

UN Children's Fund says boys aged 12 and over were seized during exam season by unidentified gunmen who went from house to house in village flooded by refugees of continuing conflict



Boys in camps in South Sudan as Armed men have abducted at least 89 boys in South Sudan, the United Nations children's agency has said. Photo: i-Images Picture Agency

At least 89 schoolchildren have been abducted while sitting their exams in [South Sudan](#) amid fears they could be trained as child soldiers in the [country's civil war](#).

Boys as young as 12 were taken away by force by unidentified gunmen who went from house to house in a small village near Malakal, the capital of Upper Nile State, the United Nations' Children's Fund said in a report on Saturday.

None of the warring groups in the world's newest country has yet claimed responsibility for the abductions and the fate of the boys remains unclear, but in the past, children have been forcibly recruited before major offensives.

Jonathan Veitch, Unicef's representative in South Sudan, called for the immediate

release of the children who were abducted last week.

“The recruitment and use of children by armed forces destroys families and communities,” he said. “Children are exposed to incomprehensible levels of violence, they lose their families and their chance to go to school.” South Sudan seceded from Sudan in 2011 but the birth of the new nation failed to brought with it challenges including deepening conflict along ethnic lines.

In December 2013, full-scale civil war broke out after Salva Kiir, the president, sacked his deputy Riek Machar.

An estimated 12,000 children are believed to have been co-opted into armed groups, while at least 10,000 people have been killed and 1.5 million internally displaced.

This week’s mass abduction comes just weeks after Unicef brokered a deal with one rebel leader to release hundreds of former child soldiers aged between 11 and 17 who had been fighting for David Yau Yau, a notoriously vicious rebel leader in Jonglei State.

A total of 280 children were released at the end of January of 3,000 who were promised their liberty from Yau Yau’s Cobra Faction.

<http://www.telegraph.co.uk/>

2014 année la plus meurtrière dans la guerre

18.02.2015



AFP/WAKIL KOHSAR

Le nombre de victimes civiles de la guerre en [Afghanistan](#) a atteint un niveau record en 2014, en hausse de 22 % par rapport à l'année précédente selon l'ONU, en raison notamment de l'intensification des combats au sol.

Au [total](#), la mission des Nations unies en Afghanistan (Unama) a relevé :

- 548 10 victimes du conflit – tuées ou blessées –, une nouvelle année record après 2013 (8 637).
- Parmi les victimes de 2014, 3 699 ont été tuées (+25 % par rapport à 2013) et 6 849 blessées (+21 %).

L'ONU estime que près de trois quarts des civils tués ou blessés en 2014 ont été victimes des « *forces antigouvernementales* » (72 %), soit essentiellement les insurgés talibans, loin devant les forces progouvernementales (14 %), 10 % des victimes n'ayant pu [être](#) attribuées.

- Les femmes et enfants ont été en 2014 plus durement touchés que les années précédentes, avec une hausse de 40% des enfants victimes (714 tués et 1 760 blessés) et de 21 % pour les femmes (298 tuées, 611 blessées).

La première cause de morts ou blessures civiles (34 %), passant devant les bombes artisanales (28 %).

PLUS DE 17 000 MORTS EN SIX ANS

Il s'agit du nombre le plus élevé de victimes observé par l'ONU depuis qu'elle a commencé à [recenser](#) ces chiffres en Afghanistan en 2009, dénombrant au total, 17 774 civils tués et 29 971 blessés au cours de ces six années.

La saison des combats de l'été 2014 a été particulièrement meurtrière en Afghanistan à l'approche du retrait, achevé fin décembre, [des troupes de combat de l'OTAN](#), et à la faveur de l'instabilité [politique](#) lié à l'élection présidentielle.

Les prémices de ces combats, qui pourraient s'[avérer](#) sanglants, étaient visibles dès cette semaine avec le lancement d'une opération antitalibans par l'[armée](#) afghane dans des fiefs rebelles du Sud. En réaction, les talibans ont lancé plusieurs attaques, tuant au moins [26 policiers](#) lundi et mardi.

<http://www.lemonde.fr/>

Terrorism in the World

Time to silence terrorists on social media

February 25, 2015



NYPD: Suspects pledged U.S. attacks 01:15

ISIS and other terrorist groups have been active on social media

Ted Poe: Terrorist gave up right to free speech when they killed innocent civilians

U.S. Rep. Ted Poe, R-Texas, is chairman of the House Subcommittee on Terrorism, Nonproliferation and Trade, and a member of the House Foreign Affairs Committee. The views expressed are his own.

(CNN) Reports Wednesday that three men [have been arrested over plans to travel from New York to join ISIS](#) -- and that one of them allegedly posted online about his desire to shoot the President of the United States -- is simply the latest reminder that terrorist groups and their sympathizers are exploiting the freedom of cyberspace.

Earlier this month, ISIS posted a video of its horrific burning of a captured Jordanian pilot. Unfortunately, this was not the first time ISIS has used Twitter, an American social media company, to broadcast its barbaric acts to the world. In August, when ISIS released the gruesome beheading of American journalist James Foley, it [also used social media](#). In fact, ISIS has been using Twitter for years.

Nor is ISIS the only terrorist group on Twitter.

[Hamas](#), Hezbollah and the [al Qaeda branch in Syria, al-Nusra Front](#), are all on

Twitter. On January 14, the al Qaeda branch in Yemen, known as al Qaeda in the Arabian Peninsula or simply AQAP, [claimed responsibility via Twitter](#) for the terrorist attacks in Paris that killed 17 people. The group has two official accounts on Twitter.

There are many more examples from such groups, all of which have officially been listed as foreign designated terrorist organizations by the U.S. government. It's with this reality in mind that on January 27, my subcommittee held a hearing on terrorists' use of social media. At those hearings, experts detailed how terrorist use of social media platforms has long been a problem.

If social media is being used to help radicalize thousands of people and raise millions of dollars from many more, the question all this raises is this: Why is no one shutting them down? Because American companies aren't. And nor is the American government.

I've heard two arguments for why we should keep the status quo.

The first -- and easiest to set aside -- is the claim that if the U.S. government were to shut down terrorists' social media accounts, these measures would be violating terrorists' free speech rights.

My own belief is that the Constitution does not apply to terrorists.

These thugs gave up their right to free speech the first time they killed innocent civilians. We should certainly not be helping them kill more. But this isn't just my thinking.

The Supreme Court has [already held this to be the case](#) in *Holder v. Humanitarian Law Project*, when it ruled that if someone has aided a terrorist organization, their free speech rights were not protected. Indeed, free speech does not apply when it harms others, such as creating and distributing child pornography.

The second argument is that terrorists' use of social media provides the intelligence community with information that they would not otherwise be able to acquire. But while terrorists may slip up from time to time, they are also aware that by its very nature, social media is about sharing, which means what they say can easily become widely shared.

Nor is terrorist use of social media a new phenomenon. We have had years to weigh the kind of intelligence that we can gather about terrorist groups against the advantages in messaging and recruitment that terrorists gain from it. And from what I have heard, allowing this public, online jihad to continue has provided no significant intelligence breakthroughs. The fact that there are more terrorists using social media than ever before should say all we need to know about whether they are benefiting from it.

To put it bluntly, private American companies should not be operating as the prop-

aganda megaphone of foreign terrorist organizations.

So what needs to change?

For a start, social media companies themselves need to do more. It is not good enough to only pay attention when bad press threatens a company's public image after something truly horrific is posted online. Instead, companies not only have a public responsibility but a legal obligation to do more. Section 219 of the Immigration and Nationality Act states that it is unlawful to provide a designated foreign terrorist organization with "material support or resources," including "any property, tangible or intangible, or services."

That's about as comprehensive as you can get.

What's more, most social media companies already have terms of service with prohibition of threats of violence that would preclude terrorist use of their platforms. But companies need to do a better job of enforcing their own terms. The lack of child pornography or stolen copyrighted material on social media platforms -- content that is quickly removed if it appears at all -- demonstrates what these companies can do.

With this in mind, they would do well to consider having dedicated teams that remove terrorist content, and also streamline reporting processes for offensive content so users can easily report terrorist use on their platforms. Companies have the technology and the resources to crack down on terrorists' use of their platform; they just need the motivation to act.

This is where the federal government can assist.

In 2011, the White House promised a strategy to prevent online radicalization. But more than three years later -- and despite a summit last week aimed at tackling extremism -- we are still waiting on a that strategy. Without one, the federal government's efforts to combat terrorist use of social media will be as haphazard and lackluster as the efforts of private social media companies. Instead, we need a strategy that clearly articulates our goals and roles, and the responsibilities of each federal agency that needs to be involved, as well as how we are going to work with civil society.

It is mindboggling to think that those who behead and burn others alive are able to use our own companies against us to further their cause. But that is exactly what is occurring.

American newspapers would have never allowed the Nazis to place an ad for recruitment during World War II. Designated Foreign Terrorist Organizations should not be allowed to use private American companies to reach billions of people with their violent propaganda in an instant, all for free.

<http://www.cnn.com/>

Laurent Fabius: «La France ne peut pas se substituer aux Africains»

23 février 2015



Laurent Fabius. RFI

Laurent Fabius, le ministre français des Affaires étrangères, est de retour à Paris après sa tournée de deux jours sur le continent africain. Pour venir à bout de Boko Haram, il faut une mobilisation internationale qui passe par une résolution de l'ONU. C'est le message que le ministre français a voulu faire passer ce week-end dans les trois pays africains qu'il a visités, le Tchad, le Cameroun et le Niger. Laurent Fabius s'en est expliqué au micro de notre envoyé spécial, Christophe Boisbouvier.

En janvier 2013, la France est intervenue directement contre les jihadistes du nord du Mali. Aujourd'hui elle ne veut pas s'engager directement contre Boko Haram. Est-ce qu'il n'y a pas deux poids, deux mesures ?

Laurent Fabius : Les circonstances sont très différentes. En janvier 2013, la capitale Bamako allait tomber aux mains des terroristes. Il n'y avait quasiment plus d'Etat au Mali et c'est en désespoir de cause que le président de transition qui était Monsieur Traoré a appelé François Hollande au téléphone –j'étais là d'ailleurs-, en disant «*Monsieur le Président, il faut intervenir demain matin ou si non l'ensemble du pays sera aux mains des terroristes et je serai mort*».

Il vous a carrément dit cela ?

Oui. Il a dit cela au président. Là évidemment, les circonstances sont différentes. Boko Haram est un mouvement extrêmement dangereux, mais il ne menace pas de prendre l'ensemble du Nigeria. D'autre part, il y a heureusement des Etats africains

qui sont en train de se mobiliser pour lutter contre Boko Haram. Mais dans les deux cas, la France est aux côtés des Africains.

Est-ce qu'on va vers un renforcement de [l'opération militaire française Barkhane](#) et peut-être vers une réorientation de ce dispositif militaire qui était prévu à l'origine contre la menace jihadiste venue du sud de la Libye ?

Non. Je réponds très clairement. Le dispositif Barkhane a été mis en place pour lutter contre le terrorisme dans la zone sahélo-saharienne. Là-dessus, la menace Boko Haram, qui est différente puisque là il s'agit du Nigeria, se précise et donc à la demande du Niger, nous avons distrait (si je peux dire) cinquante hommes de Barkhane pour les mettre en positionnement au sud du Niger. Mais le dispositif Barkhane reste orienté dans sa destination première et il n'est pas question de le faire changer de destination.

Pour soutenir la future force africaine anti-Boko Haram, vous proposez un vote aux Nations unies et une conférence des donateurs. Mais qu'est-ce qui vous garantit que les Américains, les Britanniques, les Allemands vont accepter de payer ?

C'est toujours la difficulté. Ce qui m'a frappé dans ma tournée, c'est la confirmation que Boko Haram représentait un danger énorme, à la fois par les exactions auxquelles ils se livrent, par l'importance des moyens dont ils disposent, des moyens lourds. Donc à partir de là, l'Union africaine et les pays africains concernés ont pris une décision qui me paraît excellente, qui est «*Nous Africains, nous allons rassembler nos forces pour combattre Boko Haram*». C'est ce que nous avons toujours souhaité puisque l'un des traits de la position française, c'est de dire bien sûr la France peut aider mais elle ne peut pas se substituer aux Africains. Nous avons souhaité depuis très longtemps que quand il y a des conflits, ce sont les Africains eux-mêmes qui prennent leurs affaires en mains. Là c'est ce qui se passe. Bravissimo ! Mais évidemment il faut qu'il y ait toutes les onctions nécessaires : donc onction de l'Union africaine (UA) ; deuxième stade vraisemblablement en mars, avril, une résolution de l'ONU qui à la fois donnera une légitimité internationale incontestable et d'autre part, fournira des moyens financiers. Je ne dis pas que ça va être facile parce que l'observation que vous faites est parfaitement juste, il va y avoir tel ou tel pays qui va dire «oui mais est-ce que l'opération est bien préparée ? Ça va entraîner des coûts etc». Et notre rôle à nous Français, en liaison avec d'autres membres du Conseil de sécurité parce que le Tchad siège actuellement au Conseil de sécurité et le Nigeria aussi. Donc ça va faciliter les choses. Nous allons essayer de convaincre l'ensemble des membres du Conseil de sécurité qu'il faut absolument le faire, non seulement sur le plan purement sécuritaire, mais il va falloir aussi accompagner cela d'une aide humanitaire parce que dans certaines zones, la famine menace et d'une aide au développement.

A Ndjamena, vous avez dit au président Idriss Déby que la France va plaider la cause du Tchad auprès du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Les dernières élections tchadiennes n'ont pas été un modèle de trans-

parence. Est-ce que vous serez attentif aux élections de l'année prochaine ?

Pour ce qui concerne la situation économique, il faut reconnaître que le Tchad sous la présidence du président Déby est extrêmement courageux dans ses interventions. Ce sont des guerriers nombreux qui se battent bien. Ils sont présents dans de nombreux conflits et ont joué un rôle extrêmement utile. Simplement, non seulement, ça a des conséquences en termes de sacrifices d'hommes puisqu'ils ont perdu pas mal d'hommes et de population civile. En plus, il y a les réfugiés, des déplacés. Mais ça a aussi des conséquences financières. Or le Tchad n'est pas un pays riche. Il a un certain nombre de ressources, notamment des ressources pétrolières. Mais comme le prix du pétrole s'est effondré, il a évidemment moins de ressources. En plus, il a un arriéré d'endettement. Il a à supporter les frais des expéditions militaires et il n'est pas encore à ce qu'on appelle « le point d'achèvement » [NDLR : *Dans le cadre de l'initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTe), la communauté internationale s'engage à fournir, à une date précise appelée point d'achèvement, une aide suffisante pour permettre au pays d'atteindre un niveau d'endettement soutenable*]. Donc nous trouverions, nous la France, absolument légitime qu'il y ait des mécanismes qui soient trouvés pour l'aider du point de vue économique. Nous allons plaider en ce sens. J'aurais l'occasion d'appeler dans les jours qui viennent Christine Lagarde, la directrice générale du FMI, qui connaît d'ailleurs très bien la situation, pour lui dire « *nous demandons au Tchad comme d'ailleurs aux pays voisins des efforts considérables, il faut essayer de les aider sur le plan économique et financier* ». L'autre aspect qui est l'aspect démocratique, bien sûr nous sommes attentifs à toutes les élections, mais nous ne pratiquons pas d'ingérence intérieure.

A Yaoundé, vous avez dit au président Paul Biya que le président François Hollande serait heureux de se rendre un jour à venir au Cameroun. Mais il y a eu des cas douloureux. Il y en a toujours comme le dossier du Français d'origine camerounaise [Thierry Michel Atangana](#) (emprisonné 17 ans pour détournement de fonds publics, ayant clamé toujours son innocence et libéré). Il reste le dossier de l'avocate franco-camerounaise, [Lydiene Yen-Eyoum](#), en prison depuis plusieurs années. Est-ce que vous en avez parlé au chef de l'Etat camerounais ?

J'adopte toujours la même attitude pour ces dossiers effectivement douloureux. Je ne fais pas de grandes proclamations publiques parce que, en général ça ne sert à rien, et même ça met les uns et les autres dans une position de blocage parce que si on met en cause telle ou telle institution, les choses se bloquent. En revanche, aussi bien le président de la République, que le Premier ministre et moi-même, à chaque fois que nous nous déplaçons dans un pays, nous abordons ces cas et nous essayons de faire en sorte qu'ils soient traités d'une manière humaine et positive. Sur l'autre aspect, la visite du président Hollande, c'est le souhait du président Français. Il n'a pas eu l'occasion jusqu'à présent de se rendre au Cameroun alors qu'il a pu se rendre dans tel ou tel autre pays voisin. Je sais que le président Biya, que nous avons reçu en visite officielle en France, serait très heureux de recevoir le

président français et réciproquement. Donc nous allons essayer de trouver dans le calendrier très serré du président français des dates pour pouvoir se rendre au Cameroun. Je suis sûr que les Camerounais en seraient très heureux et nous, nous en serions aussi très heureux.

<http://www.rfi.fr/>

Jihad français : mieux vaut prévenir et guérir

20 février 2015

ENQUÊTE

La France s'est longtemps contentée du tout-répressif. Mais face à l'ampleur des radicalisations jihadistes depuis un an, l'Etat investit des millions d'euros et expérimente des outils de prévention ou de détection censés permettre un travail plus efficace avec les familles et les associations.

Il en convient sans peine : il y a eu du *«retard à l'allumage»* dans la prise en charge des jeunes radicalisés à la cause jihadiste. Pierre N'Gahane, préfet, est secrétaire général du comité interministériel de prévention de la délinquance (CIPD). Le 29 avril, le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, lui a confié le volet préventif de la lutte contre la radicalisation. *«Tant que ce phénomène concernait essentiellement des musulmans arabes de cités, ça n'intéressait pas grand monde»*, regrette Sonia Imloul, responsable d'une cellule de «déradicalisation» en Seine-Saint-Denis (*lire portrait page 4*).

L'écho médiatique suscité par les témoignages des parents de jeunes convertis, issus de milieux catholiques ou athées, parfois aisés, a changé la donne. D'autant que le nombre de Français «impliqués» dans le jihad en Syrie et en Irak, où ils garnissent les rangs de l'Etat islamique, s'est envolé. En mars 2014, le ministère de l'Intérieur en dénombre 700. Ils sont 930 en septembre, plus de 1 400 aujourd'hui. Les pouvoirs publics prennent conscience que le travail des services de police et de renseignement ne suffira pas à endiguer le phénomène. *«Depuis les attentats de 1995, la France a choisi une approche presque exclusivement répressive»* contre le terrorisme islamiste, explique Mathieu Guidère, professeur d'islamologie à l'université de Toulouse. Un choix longtemps payant : jusqu'aux attaques de Mohamed Merah en 2012, le pays est épargné. De nombreux projets d'attentats sont déjoués, des filières démantelées. *«Mais, pendant ce temps, nos voisins ont commencé à travailler sur la prévention de la radicalisation. Nous, on a pris dix ans de retard»*, explique un universitaire spécialiste du sujet.

«Humanitaire». Le réseau de sensibilisation à la radicalisation, mis en place par la Commission européenne en 2011, n'intéresse guère dans l'Hexagone, seule l'Association française des victimes du terrorisme s'y impliquant. Et si la France tente aujourd'hui de rattraper le temps perdu, ses dispositifs restent *«embryonnaires»*, juge le chercheur. D'autant que le flou demeure sur ce que doit être une politique non répressive : *«Il faut faire la différence entre la prévention, la contre-radicalisation, le désengagement.»* Des termes fourre-tout qui ne s'adaptent pas forcément aux publics très hétérogènes séduits par la cause jihadiste. Quoi de commun entre une ado de 15 ans décidée à aller «faire de l'humanitaire» en Syrie, un jeune converti déterminé à combattre les «mécréants» ou un délinquant de droit commun radicalisé au contact de recruteurs prosélytes en prison ?

«Il n'y a pas de profil-type», reconnaît Pierre N'Gahane. Les techniques de recrutement ont changé. «80% des gens qui reviennent de Syrie ne sont passés ni par la prison ni par une mosquée», affirme Pierre Conesa, ancien directeur adjoint de la délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense, qui juge indispensable «d'enquêter sur les nouvelles modalités de la radicalisation». Internet - et par extension «Cheikh Google», selon l'expression de l'anthropologue Dounia Bouzar (lire page 7) -, l'intéresse particulièrement. «Il faudrait mettre en place un observatoire francophone des sites salafistes», recommande Pierre Conesa. Pour lui, la prise de conscience des pouvoirs publics s'est matérialisée de manière «très française, très centralisée», en s'appuyant sur le réseau préfectoral.

Familles. Au cœur de la matrice, on trouve le numéro vert (1) mis en place au printemps 2014. A l'autre bout du fil, place Beauvau, des agents de l'unité de coordination de la lutte antiterroriste sont formés pour écouter les familles inquiètes et repérer les cas préoccupants. *«Il est hors de question de dire qui pratique le bon ou le mauvais islam, prévient Pierre N'Gahane. Notre objectif, c'est de détecter les radicalisés, ceux qui rompent avec leur environnement pour se tourner vers une idéologie violente. On s'appuie sur plusieurs indicateurs : la rapidité de l'évolution, la coupure avec les amitiés historiques, les parents, le changement des habitudes vestimentaires ou alimentaires.»* En neuf mois d'existence, la plateforme a reçu 1 150 appels jugés «utiles», émanant, la plupart du temps, des familles.

Il y a quelques mois, le dispositif souffrait d'un biais indéniable : le numéro vert restait méconnu, surtout dans les quartiers populaires. Les signalements concernaient majoritairement des jeunes de milieux plutôt insérés et informés. Mais, depuis les attentats de *Charlie Hebdo* et de l'Hyper Cacher, le gouvernement s'efforce de communiquer davantage. Des plaquettes d'information ont été élaborées et doivent être affichées dans les mairies, commissariats, centres d'action sociale et caisses d'allocations familiales. *«Depuis un mois, on reçoit beaucoup plus d'appels des quartiers populaires», se félicite Pierre N'Gahane. Lui-même a vu son emploi du temps changer : «Avant les attentats, je consacrais 30% de mon travail à la lutte contre la radicalisation et 70% à la prévention de la délinquance en général. Désormais, le rapport s'est inversé.»*

Outre les signalements au numéro vert, les dix fonctionnaires du CIPD dédiés à la lutte contre la radicalisation reçoivent *«au moins autant»* de remontées en provenance des structures de terrain (commissariats, rectorats...). Charge à eux, ensuite, de coordonner un double travail : le suivi policier d'un côté, l'accompagnement non répressif de l'autre. *«Quand le sujet est considéré comme à risque, l'information est systématiquement transmise à la Direction générale de la sécurité intérieure, détaille le préfet N'Gahane. Cela ne veut pas dire que ces personnes sont des terroristes, mais on ne prend aucun risque.»*

Parallèlement à ce versant de renseignement classique, le CIPD a mis en place une architecture de prise en charge des personnes radicalisées, et n'ayant pas encore rejoint la Syrie et l'Irak, avec un objectif de *«désendoctrinement et de resocialisation»*. Chaque préfecture est censée mettre en place une cellule amenée à prendre

contact avec la famille, voire le jeune. Y participent notamment le parquet, les collectivités locales, le rectorat, la protection judiciaire de la jeunesse... Mais la tâche n'est pas aisée.

Couacs. *«Il y a des dispositifs plus ou moins trapus selon les départements»*, indique-t-on au ministère de l'Intérieur, où l'on regrette, par exemple, que le maire de Lunel, ville de l'Hérault d'où une vingtaine de jeunes sont partis faire le jihad, n'ait pas fréquenté les réunions préfectorales. *«Vous m'apprenez l'existence de cette cellule»*, réagit Pierre Soujol, premier adjoint au maire de Lunel. Il affirme avoir tout juste participé à un séminaire d'information d'une journée, le 6 février. Du côté de la préfecture, on explique très simplement que les élus ne sont *«pas conviés à cette cellule»*.

Outre ce genre de couacs d'organisation, certains petits départements se retrouvent démunis, notamment en ressources humaines, face à ce phénomène inédit. C'est pour cette raison que le CIPD a lancé un appel d'offres de 600 000 euros pour mettre en place une équipe mobile d'intervention chargée de *«déconstruire»* les discours radicaux. C'est l'objectif principal du volet préventif : *«désamorcer»* les personnes à risques et les faire renoncer à d'éventuels projets violents.

Le travail d'intervenants classiques ne suffit pas toujours. Dans certains départements, comme le Finistère, l'Oise ou la Côte-d'Or, des imams sont invités à participer aux cellules préfectorales. *«Le problème, c'est que les personnes radicalisées ne font confiance ni aux acteurs étatiques ni aux représentants de l'islam»*, analyse un universitaire. *Ces derniers sont souvent liés à des Etats comme l'Algérie ou le Maroc, ou affiliés aux Frères musulmans. Les jeunes banlieusards ne veulent pas parler à ces vieux imams, qui sont perçus comme corrompus.»*

Des préfectures font aussi appel à des associations afin d'approcher les jeunes tentés par le jihad. Si certaines structures, comme celles de Dounia Bouzar ou Sonia Imloul, attirent l'œil des médias, d'autres œuvrent plus discrètement. Outre Imloul, la préfecture de police de Paris collabore ainsi avec d'autres acteurs, dont le centre Georges-Devereux pour les cas qui relèvent de la psychiatrie, et une association de réinsertion par le travail.

Formation. Pour l'instant, les pouvoirs publics tâtonnent. De nombreux pans de la *«déradicalisation»* restent à investir, notamment pour les personnes incarcérées (*lire page 6*) ou pour les jeunes de retour de Syrie. *«Tout cela reste relativement expérimental»*, reconnaît-on à l'Intérieur, qui s'avoue incapable de faire une *«évaluation millimétrée»* des différents dispositifs. *«Il va falloir industrialiser les choses, en faisant un recueil des bonnes pratiques.»* Un parlementaire devrait être nommé pour effectuer ce travail. Dès ce samedi, une mission d'inspection administrative sera commandée afin de rendre, d'ici quatre mois, un bilan d'étape sur *«l'ensemble du dispositif»*.

La mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires va également intensifier ses séances de formation des personnels des préfectures afin

de leur permettre de détecter les signaux de l'emprise mentale. *«Depuis le mois de janvier, tout le monde vient, les besoins sont énormes»*, confie son président, Serge Blisko. Les crédits dévolus au préfet N'Gahane vont nettement augmenter. De 500 000 euros l'an passé, ils devraient passer à 20 millions en 2015. Le CIPD précise que *«la moitié ira à l'accompagnement social et thérapeutique»*.

<http://www.liberation.fr/>

La géopolitique du terrorisme

17/2/15

Après les attentats du 7 janvier, il ne suffira pas de se défendre par des mesures de prévention, de protection, de répression et de réarmement civique ou moral. Il faudra bien plus : éradiquer les racines d'un terrorisme aux métastases mondiales. Qui sont ces islamistes radicaux ? D'où viennent-ils ? Que veulent-ils ? Nous ne pourrions faire l'économie de l'examen des causes géopolitiques qui en sont le ferment et le socle.

Longtemps limité en Europe aux actions des anarchistes, nihilistes ou nationalistes du continent, le terrorisme a été lié à partir de 1966 au conflit israélo-palestinien, puis à partir de 1980 à la révolution iranienne, et dans les années 1990 à la rébellion du Front islamique du salut et du Groupe islamique armé algériens. Détournements d'avion, prises d'otages, attentats au cœur de notre capitale n'ont pourtant jamais représenté une réelle menace stratégique. Le 11 septembre 2001, Ben Laden a donné corps à un nouveau terrorisme mondialisé, avant que la guerre américaine d'Irak ne dégénère en Syrie et en Irak dans des affrontements entre musulmans sunnites et chiites, d'où émergeront les organisations islamistes les plus radicales, Al-Qaida et l'État islamique (Daech)

La guerre sera longue pour en extirper les racines, d'autant que la coalition internationale qui conduit l'action, manque de cohérence et n'a pas de réelle stratégie commune. Chaque pays mesure le niveau de ses engagements à la hauteur de ses intérêts prioritaires. Les nations occidentales divergent sur les deux fronts syrien et irakien. Elles privilégient une riposte militaire réduite à des frappes aériennes en soutien pour l'essentiel de la résistance acharnée des combattants Kurdes d'Irak ou de Syrie. La progression de l'État islamique a pu être stoppée, mais il faudra demain le détruire.

L'option strictement aérienne ne suffira pas. L'engagement de troupes au sol est nécessaire. Lesquelles ? L'armée irakienne terrorisée s'est débandée et ne peut avant longtemps retrouver une capacité opérationnelle suffisante. Les pays de la Ligue arabe et notamment le royaume saoudien rechignent à intervenir directement en terre chiite contre d'autres sunnites. Le renforcement en armement des brigades de l'Armée syrienne libre reste illusoire et serait toujours aussi risqué. La Turquie pour sa part refuse toute action. Faudra-t-il s'en remettre toujours aux seules forces américaines, sans pour autant garantir les chances de la paix ? Reste la République islamique d'Iran, dont les milices déjà à l'œuvre sont les plus immédiatement disponibles, les plus motivées et les plus opérationnelles.

Il faudrait pour cela un « *grand arrangement* » entre Washington et Téhéran. L'occasion s'était présentée après le 11 septembre 2001. La confiance a manqué. Les contacts pris entre l'administration américaine et le régime iranien ont défriché la voie. La situation géopolitique l'impose. Saisissons cette opportunité pour tenter de résoudre trois problèmes liés, le nucléaire iranien, la relation conflictuelle entre

l'Arabie saoudite et l'Iran, le différend israélo-palestinien.

Il est facile de voir les arguments de ceux qui doutent, voire qui s'y opposent. Quelle paix après la guerre ? Quelle transition politique pour la Syrie ? Quel avenir pour l'Irak ? Unité réaffirmée ou partition ? Quelle stabilité régionale entre Téhéran et Riyad ? En lente évolution vers une société plus libre, la République islamique d'Iran aspire à une reconnaissance internationale et devient un partenaire incontournable sur le chemin de la paix. « *La diabolisation de l'Iran fait partie de ces erreurs commises par l'Occident depuis la seconde moitié du XX^e siècle* », a écrit Antoine Sfeir. Prenons le risque, relevons le défi.

<http://www.la-croix.com/Articles-du-Forum/Geopolitique-et-terrorisme-2015-02-17-1281851>

Denmark

Copenhague – Des fleurs pour le terroriste

19 février, 2015

Un reporter français a découvert avec stupeur un amoncellement de fleurs à l'endroit où la police a abattu le tireur présumé de Copenhague, Omar El-Hussein, qui a tué trois personnes et blessé cinq autres lors d'un hommage à Charlie Hebdo dans un centre culturel. Donc, des fleurs pour le terroriste.

Le reporter a facilement réussi à interroger deux citoyens danois, visiblement de confession musulmane, qui ont défendu cet acte de terrorisme islamiste perpétré au nom du respect du prophète Mahomet.

Le premier :

Je ne condamne pas ce frère. Dans la religion islamique, le prophète dit que si quelqu'un l'insulte, on doit le tuer, c'est la règle de l'Islam.

Le deuxième :

Cet homme [Omar El-Hussein] a un coeur en or [...] Les plus grands terroristes dans cette histoire, ce sont ceux qui ont offensé les musulmans. Ce sont les dessinateurs danois qui sont responsables de l'arrivée du terrorisme au Danemark. Ce sont eux les terroristes. Ce mec-là, c'était pas un terroriste, c'est un héros.

(Propos traduits de l'anglais, tirés d'un reportage de l'émission « Le Petit Journal » du 16 février 2015)

Des fleurs devant l'appartement

Nul doute que ces propos ne sont pas représentatifs de l'opinion de tous les musulmans, mais nous pouvons quand même nous demander jusqu'à quel niveau ce genre d'opinion est répandu. Et pour ces deux commentaires qui justifient le terrorisme (bien d'autres qui vont dans le même sens ont été rapportés), il y a toutes ces fleurs qui parlent d'elles-mêmes. D'ailleurs, on en a retrouvé tout plein aussi devant l'appartement du tueur (que des présumés amis ont retiré, car selon eux déposer des fleurs pour un mort n'est « [pas conforme à l'islam](#) »).

Quoi qu'il en soit, même en ne voulant pas généraliser, la question de l'opinion profonde des musulmans est en suspend depuis la tuerie de Charlie Hebdo. C'est que bien des personnes de la communauté musulmane et de leurs représentants (ainsi que bien d'autres – même le pape!) condamnaient l'attaque, mais tenaient absolument à pointer le caractère blasphématoire des caricatures et tenaient à faire savoir que leur respect de la liberté d'expression était conditionnel au respect de la religion. Ce fameux « oui, mais... »

Se rendre chez un fleuriste

Je suis désolé, mais entre le « oui, mais... » et des propos justifiant carrément le meurtre de personnes ayant blasphémé le prophète Mahomet, il n'y a qu'un pas et c'est avec ce pas que l'on tombe carrément dans l'intégrisme, la radicalisation, nommez-le comme vous le voulez!

Ce pas avait été allègrement franchi dès l'attaque contre Charlie Hebdo, mais il prend un tout autre sens avec cette histoire de fleurs. Avec ces fleurs, il n'est plus simplement question de propos radicaux, faciles à condamner, mais de gestes qui relèvent presque de l'intime, en tout cas d'un désir assez fort pour se rendre chez un fleuriste afin de se payer une offrande pour un terroriste, ou un héros, selon le point de vue...

Pour moi, il y a quelque chose de très choquant dans cette démonstration fleurie, alors qu'au Danemark, avec l'aide du relativisme, certains ont même réussi à la défendre en disant que ce mort méritait tout de même des fleurs – sans parler de l'acceptation sociale de l'apologie du terrorisme, ce qui fait en sorte que les deux hommes cités plus haut ne se sont pas gênés pour parler ouvertement.

Mais il ne faut pas se leurrer, la symbolique de l'offrande de fleurs est un hommage. Alors, comment ne pas voir que ces fleurs sont représentatives d'un décalage énorme entre ceux qui pensent que la religion passe avant l'humain et les autres, comme moi, qui ont la conviction que l'humain est la donnée essentielle et centrale pour juger de ce qui est acceptable ou non en société?

Sérieusement, il faut se demander si ces fleurs sont acceptables dans le sens qu'elles sont la démonstration de valeurs qui vont à l'encontre de nos démocraties, aussi imparfaites soient-elles. Et même si ces démocraties intègrent plus ou moins, avec l'aide de la politique du multiculturalisme, l'acceptation de ces valeurs, bien qu'elles y soient intrinsèquement contradictoires. Nous n'avons qu'à penser à la Justice versus le terrorisme, comme acte de justice justifié par la religion, enfin, d'une certaine interprétation de la religion.

Nourrir l'islamophobie avec des fleurs...

Voilà autour de quoi tourne tout l'enjeu du terrorisme islamiste et de ses déclinaisons intégristes qui travaillent fort pour que l'on adopte leurs normes sociales. Et tout cela en dehors de l'enjeu sécuritaire, qui a plus de lien avec les apparences et la géopolitique qu'avec la société. C'est une question qui concerne tout le monde, particulièrement les musulmans, qui sont évidemment les grands perdants dans cette histoire.

S'il est facile pour certains de faire des amalgames entre le terrorisme islamiste et la religion musulmane, il est encore plus facile de faire des amalgames quand il est question de musulmans qui disent que ces terroristes sont des héros. Encore plus quand il est question de fleurs qui sont déposées à l'endroit où ils ont été tués. Ça doit bien nourrir un peu l'islamophobie...

Pour tout le monde, j'écris bien « tout le monde », l'heure n'est plus à la condamnation molle ni à l'aveuglement. Nous sommes dans une ère où tout se sait à la seconde et où tout ce qui a un lien avec le terrorisme est rapporté partout. Quand bien même on le voudrait bien fort, personne ne pourra arrêter le mouvement en criant ciseau.

En regard de ce fait, il n'est plus possible de soutenir une position ambiguë. Tenter d'excuser ces fleurs et ces apologies du meurtre pour des motifs religieux, c'est mettre la table à la banalisation de l'intégrisme et au bien-fondé de la radicalisation. Détourner le regard et se taire, c'est permettre à d'autres, qui ont la gâchette facile, de penser qu'il y a consentement, avec tout ce que ça implique.

Je ne vois pas d'autre solution que la condamnation la plus ferme et la plus large possible, dans l'espoir que cette vision de la religion soit réduite à néant, sinon à une quantité négligeable, par la force de toutes ces voix.

Pour ne pas que dans un avenir proche l'on en soit réduit à penser que les armes sont la seule solution envisageable pour protéger nos libertés.

<http://actualites.sympatico.ca/>

Saudi Arabia

Saudi king: 'terrorism fueled international opinion against Islam'

Sunday, 22 February 2015



Saudi King Salman bin Abdulaziz said more than one billion Muslims are now vilified because of terrorists.

Saudi King Salman bin Abdulaziz on Sunday denounced terrorism and radical Islamists who he said were not only “threatening Muslims” but also tainting and vilifying the image of Islam to non-Muslims.

King Salman’s statement was presented by Prince Khaled al-Faisal bin Abudlaziz, the royal’s Makka region advisor at the opening of an international conference titled “Islam and Combatting Terrorism” that is organized by the international Organization of Islamic Conference (OIC).

King Salman described “Muslim nations” as being “threatened by the infiltration of Islamized terrorism with its killing, oppression, pillaging and other ranges of aggression that have trespassed the borders of our Islamic world.”

He said these radicals, who are carrying “a falsified Islamic banner,” have promoted a version of Islam which is “fueling the international opinion to hate Muslims.”

Muslims are now seen as “culprits and as a source of fear and concern.”

The terrorist militants have also caused “embracement and nervousness to the Islamic nations, its organizations and its people in front of other nations which we are connected to through cooperation.”

He said ties between Muslim nations and other non-Muslim states were “almost shaken and had gone backward because of these terrorists.”

More than one billion Muslims vilified

In addition to the “catastrophic loss in people and infrastructure, and the shattering and division of nations, the greatest danger to our nations are these misguided and misled terrorists, who have given an opportunity to those eying to hurt Islam to vilify its followers, who are one billion and a half, in crimes Islam is innocent of.”

He said Saudi Arabia has “tried hard to fight terrorism as an ideology and practice and used its national security apparatus to combat terrorism relentlessly.”

“They paid with their lives in their fight against terrorism. And our air force is part of the international coalition fighting these terrorists,” the Saudi leader said.

Clergy defending Islam

Meanwhile, the king said “our clerics” have confronted these terrorist elements with a “decisive response” that their rhetoric and practice is “false and mischievous.”

He said these clerics have warned people “from violence and extremism in religion as it only polarizes the Muslim nations.”

The king also called for “moderation and forgiveness as a character of Islam, and whomever left this [character] cannot serve the Muslim nations and will only bring hatred and division.”

He also said “researchers at our universities and other institutes have offered succinct studies on terrorism as phenomenon, and they analyzed in an objective manner these groups while showcasing their dangers to societies.”

Saudi Arabia, which has strived for regional and international cooperation to fight terrorism, also established centers and organized conferences to further dialogue not only between Muslim sects but also between Muslims and people of other faiths, he said.

While its strategy to combat terrorism led to a “positive outcome,” “terrorism is still tampering with people, especially in Arab and Muslim countries that are still experiencing disturbances.”

He said Muslims should increase awareness of the dangers and risks coming from terrorism and “individuals and organizations should double their efforts” to fight it.

He urged people to defeat terrorism and warned “not to give any helpline to these terrorists or even sympathize with them.”

<http://english.alarabiya.net/>

Syria

What is luring Western women to Syria to join Isil?

Following reports that three British teenage girls have travelled to Syria to join Islamic State jihadists, the latest in our Big Question series asks - what drives Western women to join Isil?



From left: Kadiza Sultana, Shamima Begum and Amira Abase going through security at Gatwick airport Photo: Metropolitan Police/PA

In the CCTV images from Gatwick, they look like any three teenage girls heading off on a half-term holiday.

Last week, school friends Shamima Begum, 15, Kadiza Sultana, 16, and Amira Abase, 15, all students at East London's Bethnal Green Academy, [boarded a Turkish Airlines flight to Istanbul and disappeared](#).

It is [feared they may already have arrived in Syria](#), intent on starting a new life with Islamic State of Iraq and the Levant (Isil).

Their families, who had no idea of their plans, are devastated. Metropolitan police counter-terrorism commander Richard Walton says they are in grave danger, and is very concerned about "the number of girls who have either travelled or are planning to travel to Syria at this time". This suggests a growing phenomenon.

So far though the numbers of women and girls travelling to join Isil are relatively

low. Figures are not exact, but it is thought around 10 to 20 per cent of Europeans joining Isil are women, with some 50 cases from the UK.

We think we know what men want – to fight. But with almost daily reports of slavery, rape, and enforced domestication, why, we wonder, would women want to join Isil?

Personal connections

The first 'lure' is perhaps a 'who' not a 'what'. Social media is one of the main ways by which researchers can access what is happening to women who join Isil, and what they see is women already there actively appealing to others to join them.

Some contacts may be known to them in the real world, others only via the internet. In December, another girl student at Bethnal Green Academy went out to Syria. She was friends with the girls who travelled this week.

Last summer, twins Salma and Zahra Halane, from Manchester followed their brother to Syria.

Who they know matters.

Jihadi brides

Men too can be a motivation for single women. As a recent manifesto by the women's Al Khansaa Brigade revealed, the Isil vision for women is essentially one of domesticity. Isil needs women, and it wants them as wives.

Marrying a jihadi fighter is an appealing prospect for some women, who source a partner even before they arrive. For young women, this is the lure of romantic adventure. Sara Khan from the women's counter-extremism organisation Inspire describes websites facilitating a jihadi match as a form of 'grooming'.

But Isil also wants wives who are committed to the cause. A second 'lure' then is the Utopian vision of society propagandised by Isil. A chaperone to aid arrival, a home, a monthly allowance.

This lure is practical, but also ideological. It is an explicit rejection of the perceived superficiality of the West, of feminism, of gender equality. It is a rejection of a culture of 'beauty salons' and boutique stores. It is a land of shared purpose, with none of the complexity or confusion of British teenage life. For those feeling alienated from British society and seeking easy answers, this can be a powerful draw.

So too for those women who are committed ideologues, who passionately believe in Isil's brand of Sharia law. The question of a 'lure' suggests entrapment, an innocence in the women joining Isil. But we should not assume that women's motivations for joining Isil are any less political than those of men.

Violence

Is violence another attraction?

For some women, perhaps. But whatever women want – and some certainly express the desire to fight – there are no easy pathways for women to the frontlines in Isil.

So far, the physical fight is for men only, with women in a supportive role.

Prospects at home

It is important to understand what lures women to Isil. But we should also consider what women are lured from.

The three teenagers in the grainy CCTV images are young, vulnerable, but also hopeful. We are told they are grade A students, thoughtful, bright.

What made them consider their prospects in al-Baghdadi's self-styled "Caliphate" better than their future in the UK?

If we want to stop the agony of British parents who fear they will never again see their children, and the expansion of a regime that routinely enslaves women, and engages in every imaginable level of violence, we need to understand the answers to this question too.

Elizabeth Pearson, Defence Studies, King's College London, studying gender and radicalisation.

<http://www.telegraph.co.uk/>

Daech, Al-Qaïda : vers le jihad global?

Publié le 19/02/2015 PAR OLIVIER BERGER

Alors que les Nations-Unies se penchent sur le chaos libyen, rien ne semble pouvoir arrêter l'expansion de l'État islamique. De son dessein et de son message. Au-delà des bombes, une solution politique est-elle possible ?



Le monde s'affole. Les voisins italiens et égyptiens appellent à une résolution des Nations-Unies autorisant une intervention d'urgence en Libye. [Les Français s'appuient sans états d'âme sur le régime autoritaire du président égyptien Al-Sissi et lui vendent avions Rafale](#), frégate et missiles. Esprit de la place Tahrir et du printemps arabe de 2011, existes-tu encore ? Le retour à la « Realpolitik » est violent. Inévitable ?

Expansion

L'expansion de l'État islamique semble irrésistible. Pas militairement après son revers à Kobané au nord de la Syrie. Mais son message enflamme au rythme des bombes de la coalition et des frappes de drones américains. On touche à la lutte entre le Bien et le Mal et tout dépend de quel côté on se trouve.

L'objectif apocalyptique de *Dawlat Al-Khilafat Al-Islamiya* (proposons l'acronyme Dakhis plutôt que Daech, soit l'État du califat islamique) est inscrit dans ses gènes tarés. Avant la fin du monde (d'après l'ancienne tradition du Mahdi venu annoncer le Jugement dernier à la tête d'une armée), ces jihadistes sunnites et salafistes rejettent les autres : les *kouffar*, les mécréants occidentaux, chrétiens, juifs, musulmans chiites et même les fondamentalistes sunnites saoudiens et émiratis, accusés d'être des hypocrites corrompus.

Ce dessein est fou mais ce langage, exploité sur Internet, ringardise Al-Qaïda. Des groupes du monde entier font allégeance à l'État islamique et au calife Ibrahim qui mènent en Syrie et Irak une expérience inédite de gestion d'un territoire de 8 millions d'individus.

Le procureur espagnol Javier Zaragoza, chargé du dossier des attentats de Madrid en 2004, entrevoit le pire à l'AFP : « *Je crains beaucoup que tôt ou tard, l'État islamique et Al-Qaïda ne s'associent.* »

Un État failli comme la Libye semble ainsi une proie idéale et tentante avec ses revenus du pétrole (on trouve toujours des gens pour acheter à prix cassés). Comme en Irak, les Occidentaux doivent réparer après avoir provoqué la chute de Kadhafi sans consolider la transition politique (pas démocratique tant la révolution libyenne s'est faite à coups d'*Allahou-Akbar*).

L'urgence pour la France, en lutte dans le Sahara et au Sahel avec l'opération Barkhane, est d'interdire la jonction des groupes armés terroristes. D'Al-Qaïda au Maghreb islamique aux Nigériens de Boko Haram en remontant jusqu'aux « sanctuaires » de Libye, aux milices islamistes. Mais il faudra venir sur le terrain politique pour éviter le jihad global.

«La Libye est un objectif de l'État islamique depuis au moins un an»



–La Libye est-elle devenue la nouvelle cible de l'État islamique ?

« La Libye est un objectif de l'État islamique depuis au moins un an. Après la révolution de 2011, des combattants libyens ont fait leurs armes en Syrie, à tel point que l'unité Al-Battar (*celui qui tranche*), à majorité libyenne, a vu le jour. Depuis, ils reviennent avec pour mission de noyauter la Libye. Ils se retrouvent d'abord vers Derna (*est*) où une milice a fait allégeance en janvier à l'État islamique, actée par Bagh-

dadi lui-même (*le calife Ibrahim, chef de l'EI, lire ci-dessus*), début janvier. Il ne faut pas imaginer l'EI en Libye assise territorialement comme en Syrie et Irak. Ses miliciens ne contrôlent pour l'instant que des quartiers de Derna. Mais ils sont désormais capables de frapper n'importe où, comme à Tripoli où il y a eu quatre attentats dont l'hôtel Corinthia (*9 morts le 27 janvier*), sans compter l'exécution des 21 Coptes égyptiens le 15 février. En réalité, ce qui couve depuis un an, commence à donner ses premiers fruits. On ne peut exclure des fuites des autres milices vers l'État islamique. »

–L'Égypte peut-elle s'ériger en rempart face à cette montée islamiste chez son voisin ?

« Al-Sissi (*le président égyptien*) intervient en Libye alors qu'il est incapable de faire cesser la guerre dans le Sinaï, dans son propre pays. Comment voulez-vous compter sur lui pour juguler le problème libyen ? L'Égypte est centrale mais je doute que ce régime autoritaire soit stable et efficace. Les Français ont décidé en vendant des avions, on verra. On revient du côté des despotes alors que l'époque a changé. Pour moi, la France, c'est la diplomatie intelligente et subtile, disparue depuis Jacques Chirac. Aujourd'hui, on est au bout du canon. Il faut sortir des vieux paradigmes des années 90, de l'ennemi étranger, palestinien ou algérien. Les frères Kouachi, les deux Coulibaly viennent de chez nous. En bombardant là-bas, règle-t-on le problème ici ? »

–Comment contrer l'expansion de l'État islamique ?

« Quelle est l'utilité de détruire un pick-up à 200 dollars avec un missile à 100 000, à part pour réaliser une démonstration de puissance ? Les bombardements contribuent à renforcer l'EI. Au Yémen, les frappes de drones des États-Unis contre AQPA (*Al-Qaïda dans la péninsule arabique, lire ci-dessus*) durent depuis 2002. Regardez le résultat ! Ça se saurait si ça marchait ! Pour contrer l'État islamique, il faut un dialogue politique, que les Occidentaux proposent une solution aux sunnites d'Irak. Pour l'instant, on se contente de bombarder avec des acteurs puissants comme la Turquie et l'Iran qui jouent d'autres jeux. »

OL. B.

<http://www.lavoixdunord.fr/>

En Syrie, des chrétiens prennent les armes face à l'Etat islamique et aux forces d'Assad

19.02.2015



A Kobané, fin janvier 2015. REUTERS/Osman Orsal

Près de 1.500 chrétiens, dont certains venus d'Europe, combattent désormais au sein du Conseil militaire syriaque, allié des forces kurdes et de l'Armée syrienne libre. Leur objectif: combattre la dictature et l'islamisme radical, mais aussi défendre une Syrie multiconfessionnelle, multiethnique et démocratique.

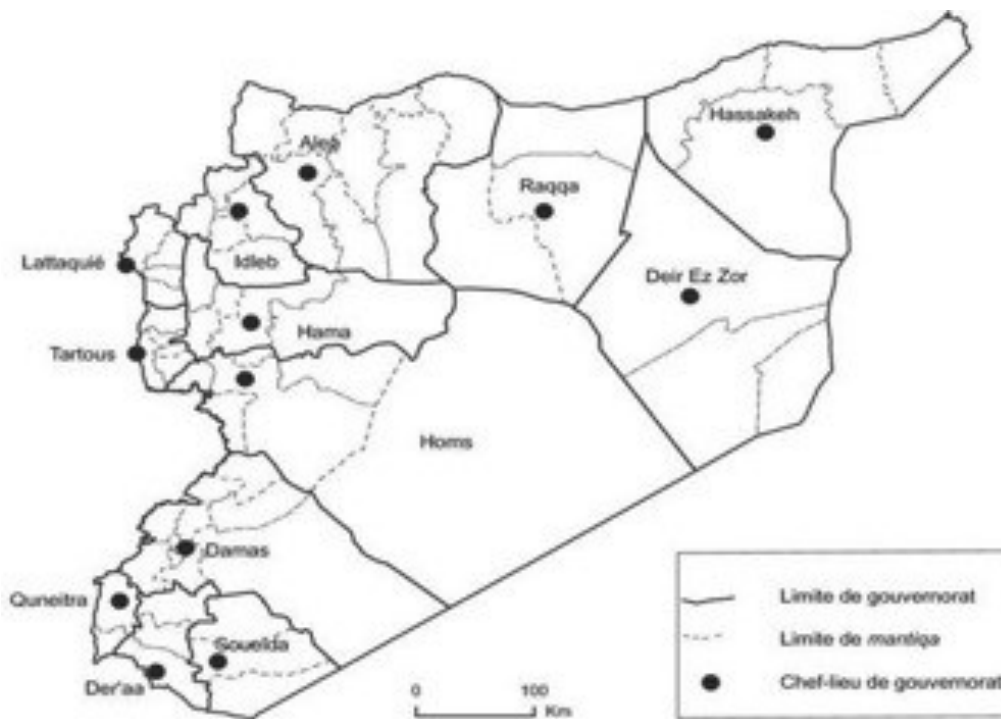
Yohanna Gabriel^[1] est l'un des quelques 1.500 combattants [chrétiens](#) au sein du Conseil militaire syriaque (CMS), fondé en janvier 2013. Âgé de 26 ans, ce jeune ingénieur, diplômé de l'Université d'Alep, a rejoint les rangs de la milice à ses balbutiements. Aujourd'hui, il dirige une unité de jeunes combattants, âgés pour la plupart de 18 à 25 ans. *«Avant même l'offensive de [l'Etat islamique \(EI\)](#) en juin dernier à Mossoul et la récente déferlante islamique, nous pressentions le danger d'une militarisation de la Révolution syrienne. Le port d'armes s'est imposé à nous»,* dit-il.

Fin 2012, seize mois après la création de l'Armée syrienne libre (ASL), il était parmi les quelques dizaines de chrétiens réunis à Qamishli, la plus grande ville de la province de Hassaké, pour réfléchir à une structure militaire. *«Nous étions 150 combattants au début. [...] Notre objectif était de nous défendre par nous-mêmes, sans être sous l'aile de telle ou telle partie. Nous avons vu ce qui s'est passé en Irak pour nos frères chrétiens. Les Kurdes et les Arabes étaient pourtant là et armés [...],* affirme le jeune combattant.

En quelques mois, plusieurs centaines de jeunes combattants rallient les rangs de la milice naissante, mais leurs efforts se heurtent à l'absence d'appui financier et militaire. *«Nous ne disposons d'aucun soutien occidental ou arabe. La capacité militaire de l'EI est supérieure à la nôtre. Ils possèdent des chars, une artillerie plus lourde et comptent sur les tribus arabes qui leur ont prêté allégeance pour mieux maîtriser le terrain»,* souligne-t-il.

Le CMS dispose, quant à lui, d'armes légères et moyennes, dont des mitrailleuses Kalachnikov et MAG, des lance-roquettes antichar B7, des canons anti-aériens et des camions blindés. Financé dans un premier temps par la diaspora syrienne, au prix de 1.500 euros la Kalachnikov, ce stock, acquis auprès de commerçants irakiens, de tribus arabes anti-EI et d'opposants, a été garni au fil du temps par les milices kurdes et l'abandon d'armes appartenant à l'armée régulière. Cela n'a pas pour autant permis de pallier le décalage avec les forces adverses, largement soutenues par des bailleurs étrangers, tandis que l'alliance scellée avec l'Armée syrienne libre, sous un parrainage international, ne s'est toujours pas traduite par un soutien en termes d'armement.

Le défi est d'autant plus important, selon Yohanna Gabriel, que la province de Hassaké est entourée des deux places fortes de l'Etat islamique en Syrie, les provinces de Deir Ezzor et de Rakka, complètement vidées de leurs habitants chrétiens et où se trouve la capitale du califat auto-proclamé. *«Il suffit que cette région tombe pour qu'un vaste territoire à cheval entre la Syrie, l'Irak et la Turquie passe sous le contrôle de l'EI. Mais nous déploierons tous nos moyens pour éviter que cela n'arrive»*, insiste-t-il.



Source : Cain.info

Sur le front dès les premières heures, le jeune combattant, qui porte une croix autour du poignet à l'instar de tous ces compagnons, a déjà participé à plusieurs batailles menées contre les jihadistes, notamment à Tell Hamis, qui regroupe plusieurs localités chrétiennes tombées aux mains de l'EI et de Jabhat al-Nosra –l'aile syrienne d'al-Qaida– ainsi qu'à Jazaa, au nord-est de la province de Hassaké.

Ces attaques ont été menées de pair avec les Unités de protection populaire kurdes (YPG), la branche armée du parti de l'union démocratique (PYD) –principal parti kurde de Syrie–, lequel disposerait d'une vingtaine de milliers de combattants. Cette alliance kurdo-chrétienne a permis jusque-là d'infliger plusieurs revers au groupe ultra-radical. *«À nous seuls, nous avons déjà tué quelques 300 jihadistes de l'EI, tandis que les Kurdes en ont abattu entre 3.000 et 4.000»*, se félicite le jeune milicien.

La coalition avec le PYD ne se limite toutefois pas aux seuls villages chrétiens. Les membres du CMS ont également participé à deux grandes batailles, [à Kobané](#), au côté des Peshmergas, de l'YPG et de l'ASL, et au Mont Sinjar, où les forces kurdes et les yézidis ont réussi à briser en décembre dernier le siège imposé par l'EI. Dans les autres batailles remportées, comme dans le village chrétien de Ras el-Aïn (Rich Aïno, en syriaque), à la frontière turque, les forces kurdes ont, en outre, prêté main forte aux miliciens syriaques.

Dernière libération en date: celle du village de Tell Hirmiz, une localité chrétienne qui longe la rivière de Khabour, où habitait une importante population assyrienne. *«Nous avons réussi à prendre en otage onze jihadistes durant cet assaut»*, précise Yohanna.



Une photo montrant un jihadiste présumé de l'EI pris en otage par les combattants du CMS. Source: CMS.

Le CMS a, quant à lui, perdu durant cette bataille son premier combattant, Tamer Darwish, tandis que seize autres villages chrétiens de la même zone restent encore sous l'emprise de l'EI. L'YPG et les milices partenaires *«contrôlent désormais 50% de la superficie de la province de Hassaké, tandis que l'autre moitié est partagée*

entre les forces d'Assad et les islamistes. Nous contrôlons toutefois la zone la plus densément peuplée», précise Yohanna Gabriel.

Combattants belges, suédois, allemands, suisses...

Autre fait atypique propre à cette résistance: la présence de combattants étrangers, venus entre autres, de Belgique, de Suisse, d'Allemagne et de Suède, où réside une importante diaspora syriaque, estimée à plus d'un demi-million de personnes. *«Toutes les composantes ethniques ou religieuses en Syrie ont fait appel ou ont été rejointes par des combattants étrangers, qu'il s'agisse des Kurdes, épaulés par les peshmergas, des islamistes sunnites, soutenus par des jihadistes venus du monde entier, ou encore des chiites, dont les effectifs ont été renfloués par des combattants iraniens, irakiens et libanais. Pourquoi ne ferions-nous pas pareil?», s'interroge, sous le couvert de l'anonymat, un responsable syriaque.*

Figure emblématique de cet acharnement à défendre une «terre historique», Johan Cosar, un ancien sous-officier de l'armée suisse, a rejoint le CMS il y a deux ans pour former et entraîner les troupes. Né à Saint-Gall et ayant vécu au Tessin, cet ancien sergent dans l'infanterie suisse, âgé de 33 ans, a également contribué à créer une police chrétienne et fait désormais partie du commandement central du CMS. Son père, Saïd, qui occupait le poste de vice-président du parti syriaque en Syrie, aurait été enlevé et tué par les Shabiha, la milice redoutable du régime.

Sa présence, ainsi que celle d'autres combattants étrangers, a contribué à hausser le moral général. Pour ses frères d'armes, il s'agit désormais d'une question de vie ou de mort. *«Nous préférons périr sur notre terre plutôt qu'être forcés à l'exil. Nous ne la laisserons pas aux islamistes ni aux dictateurs», lance Yohanna Gabriel.*

Si leur combat est essentiellement dirigé contre l'EI, les syriaques ne cachent pas en effet leur hostilité à l'égard [de Bachar el-Assad](#). *«Ce régime est responsable des malheurs actuels du peuple syrien. Il a renforcé les islamistes aux dépens de l'ASL et poussé certains à renoncer, par désespoir, aux aspirations démocratiques de la Révolution», souligne Ibrahim Mrad, président de l'Union des partis syriaques dans le monde. «Le clan Assad a soumis tout un peuple à la terreur pendant près d'un demi-siècle et marginalisé les chrétiens, alors qu'il prétend défendre les minorités.»* Selon lui, les syriaques ont été forcés à renoncer à leur identité propre au nom du nationalisme arabe sous le règne du parti Baas.

Sur le terrain, les combats avec l'armée régulière se font néanmoins assez rares, même si récemment, des affrontements ont éclaté à trois reprises. Cela est dû notamment à l'abandon «pacifique» par les troupes gouvernementales de plusieurs de leurs positions dans la région, à l'été 2012, au profit des Kurdes, tandis que les soldats du régime cohabitent harmonieusement avec ces derniers à Qamishli.

Plus qu'une question d'incapacité militaire, le régime aurait toutefois lâché ces endroits dans un triple objectif tactique: celui de repositionner ses troupes, de laisser les Kurdes et l'EI face à face et de pousser secrètement l'YPG à utiliser les armes abandonnées contre la Turquie, en coordination avec le Parti des travailleurs du

Kurdistan (PKK), dont le régime de Damas jouait la «carte» par le passé dans ses liens ambigus avec Ankara.

Divergences au sein des forces de sécurité

Autre facteur jouant en faveur de ce statut quo fragile avec les forces d'Assad: la position officielle de l'Eglise, plutôt favorable au régime, et l'absence de présence militaire chrétienne dans d'autres régions du pays, en dehors de Hassaké. À Homs, Alep ou dans le rif de Damas, le CMS n'a pas réussi, en effet, à s'implanter. A Wadi el Nassara, dans la région de Homs, par exemple, quelques 150.000 chrétiens, majoritairement grec-orthodoxes, vivent toujours et sont protégés Par le parti socialiste national syrien (PSNS), en collaboration avec le régime alaouite. Le CMS assure la protection de moins de 10% des chrétiens répartis à travers le pays. Sur les quelques 1,7 million de chrétiens qui vivent encore en Syrie, seuls 70.000 résident à Hassaké, contrôlée par les Kurdes et la milice syriaque.

Cette ambivalence dans les liens avec le régime a d'ailleurs pesé sur l'unité au sein de la police chrétienne, Sutoro («protection», en syriaque), créée, en parallèle, avec le Conseil militaire fin 2012, pour assurer la sécurité intérieure dans les quartiers chrétiens ou mixtes de la ville de Qamishli. Fin 2013, l'organisation, qui comportait quelque 1.000 membres, a été scindée en deux en raison des divisions sur l'orientation politique à suivre. Une autre police a émergé de cette scission, avec une dénomination homonyme: Sootoro. Celle-ci est née sous l'impulsion de Taja-mo' Souria el omm, un regroupement de chrétiens plutôt proches du régime.

«Lorsque Sutoro a été créée, ces derniers ont tenté d'établir des ponts avec le pouvoir, voire d'inféoder la police à l'appareil sécuritaire du régime», explique Ibrahim Mrad. Le régime d'Assad aurait même «exercé une pression sur l'Eglise pour que celle-ci accepte de jouer le rôle d'intermédiaire dans l'armement des fidèles», assure le président de l'Union des partis syriaques, selon lequel le Hezbollah libanais aurait récemment entraîné des agents de la branche pro-régime. «Ils ne peuvent pas tolérer une structure qui s'affranchisse de leur orbite. Ils veulent continuer à jouer la carte des minorités et diviser pour mieux régner», ajoute-t-il, en allusion au régime de Damas.

Des efforts sont néanmoins fournis par les deux parties de l'ancienne formation pour éviter une division plus profonde ou une confrontation militaire. Un accord tacite a été conclu à cette fin, tandis qu'à Noël, des patrouilles mixtes ont été organisées dans les quartiers de la ville pour protéger les lieux de culte et veiller sur la sécurité des fidèles.

«Une présence historique sur cette terre»

Parallèlement aux armes, les chrétiens de la province de Hassaké contribuent, enfin, à l'émergence d'un nouvel ordre politico-ethnique en Syrie.

En novembre 2013, les Kurdes annonçaient la création d'une administration autonome de transition dans trois zones du pays, dont la Djézireh («l'île», en arabe), qui correspond à l'actuelle province de Hassaké. L'ensemble du processus transitoire

dans ces régions a été conçu dans le respect des règles démocratique (élections, etc.) et du pluralisme. *«Les spécificités culturelles et religieuses de chaque communauté y sont respectées, qu'il s'agisse des Kurdes, des Arabes ou des Syriques»*, affirme Ibrahim Mrad.

En parallèle, une armée représentative a été créée, à laquelle quelques 700 chrétiens ont déjà adhéré. *«Cela devrait servir de modèle pour l'ensemble de la Syrie à l'avenir. La représentation de chaque communauté dans un cadre plus démocratique est la seule solution pour mettre fin à ce conflit et stopper la machine de mort»*, ajoute le président de l'Union des partis syriaques dans le monde. Mais le chemin vers un tel dénouement semble pour l'instant long et parsemé d'embûches. La voie diplomatique reste bouchée, tandis que, sur le terrain, le conflit ne cesse de s'enliser.

En attendant, face à cette spirale de violence et de terreur aveugles, le CMS espère au moins préserver *«une présence historique sur une terre dont le nom signifie étymologiquement la terre des syriaques»*, selon Ibrahim Mrad. Un leitmotiv qui fait monter l'adrénaline des combattants, tel Yohanna Gabriel, qui en parle avec ferveur:

«Nous sommes les plus vieux habitants de cette région. L'identité syro-assyrienne dépasse le simple fait d'être chrétien. Nous avons notre langue, notre culture et nos traditions. Lorsque nous parlons des Kurdes, nous parlons d'une nation, d'une histoire, etc. Pourtant, ils sont musulmans. Nous, c'est pareil.»

— Il s'agit de son nom de guerre

<http://www.slate.fr/story/98125/syrie-combattants-chretiens>

Opinion: Fighting terrorism requires deeds not words

22 Feb, 2015

In a recent speech, US President Barack Obama spoke about the need to confront extremism and terrorism, while defending Islam and calling for the need to correct misconceptions about it. For all its truth and nobility, what Obama said amounts to nothing more than a theoretical argument.

Obama's defense of Islam and Muslims, and his argument that extremists do not represent a billion Muslims are worthy of praise. But this line of argument was only acceptable early in George W. Bush's presidential term, particularly after the 9/11 terrorist attacks, not now. The world has changed drastically since then, particularly our region which has shown that it has great influence on international security. This requires practical steps rather than lectures, theories, or the "strategic patience" Obama has proposed as his second presidential term draws to a close.

What is required today are deeds not words. The fight against terrorism cannot be achieved through a theoretical approach as is followed today, particularly since there are certain facts on the ground, blood being spilled and nations destroyed.

President Obama, for example, has spoken about the need to provide jobs to eliminate terrorism. This is true, but it is only one aspect of an issue that is far more complex. The Islamic State of Iraq and Syria (ISIS), for example, is not looking for jobs; neither are Al-Qaeda or Hezbollah. Hassan Nasrallah is more concerned about shedding blood, destruction, and gaining control than about employment or education. The solution to Lebanon's problem, for example, does not lie in providing jobs to the unemployed youth, but rather in filling the most important job vacancy of all, that of the president. In Syria, people are not after jobs but are seeking to stop Assad's killing machine that has murdered and displaced millions of their people and continues, with the backing of Iran, to destroy Syria.

As long as we are talking about Iran, I must comment on an issue Obama touched upon. According to the US president, oppressing the opposition leads to extremism and terrorism. However, the oppression of the Green Revolution by the Iranian regime that continues to place its leaders under house arrest until this moment has not led to the emergence of extremism or terrorism in Iran. Nor have there been suicide operations or bombings there. This raises several serious questions: Why is the entire region, except Iran, being targeted by terrorism? Why are some of Al-Qaeda's leaders in Iran in the first place? Moreover, the Obama administration is opening up to the Iranian regime despite all it has done and continues to do to Iranians and the whole region.

Therefore, the issue is not about having good intentions or making efforts to defend Islam, particularly since there are groups in the region exploiting the religion. The Obama administration has failed to realize this and instead has chosen to deal

with Islamist groups, particularly the Muslim Brotherhood, the root cause of national fragmentation, as rife examples testify to this fact from Sudan to Egypt. What we need now is to curb extremist propaganda on social media, not just counter it, and to stop the bloodletting, killing, and the destruction of nations in the region, rather than theoretically defending Islam. Islam already has those capable of defending it.

<http://www.aawsat.net/>

Obama veut lutter contre les "fausses promesses" de l'extrémisme

19/02/2015

Les dirigeants d'organisations comme celle de l'État islamique "ne sont pas des leaders religieux, ce sont des terroristes", a affirmé le président américain.



Le président américain Barack Obama. © SAMUEL CORUM / Anadolu Agency

Le président américain [Barack Obama](#) a appelé mercredi à lutter contre les "fausses promesses" de l'extrémisme. Il veut discréditer les "idéologies haineuses" en déjouant la propagande des groupes terroristes qui ciblent particulièrement les jeunes musulmans sur Internet. "Nous ne sommes pas en guerre avec l'islam, nous sommes en guerre avec des gens qui ont perverti l'islam", a martelé le président américain au deuxième jour d'un sommet qui intervient après les attaques meurtrières de [Paris](#) et Copenhague.

Les dirigeants d'organisations comme celle de l'État islamique "ne sont pas des leaders religieux, ce sont des terroristes", a-t-il ajouté, soulignant que ces derniers ne parlaient "évidemment pas au nom d'un milliard de musulmans". Soulignant que les opérations militaires, telles que les frappes aériennes menées depuis des mois contre l'organisation État islamique en [Irak](#) et en Syrie, ne pouvaient être la seule réponse face à la "violence extrémiste", Barack Obama a souligné que les "terroristes étaient d'abord une menace pour les communautés qu'ils visent".

Manipulation

"Les groupes terroristes utilisent une propagande très ciblée dans l'espoir d'atteindre et de manipuler de jeunes musulmans, en particulier ceux qui se sentent abandonnés. C'est la vérité", a-t-il lancé. "Les vidéos de haute qualité, l'utilisation des réseaux sociaux, les comptes Twitter des terroristes sont conçus pour toucher les jeunes en ligne", a-t-il poursuivi. L'EI a diffusé ces derniers mois une série de vidéos glaçantes montrant la décapitation soigneusement mise en scène d'otages. La dernière en date, mise en ligne dimanche, montre 21 Égyptiens de

confession chrétienne copte alignés sur une plage les mains menottées dans le dos, avant que leurs bourreaux ne les décapitent au couteau.

En écho, Jeh Johnson, ministre américain de la Sécurité intérieure, a souligné l'utilisation "extrêmement efficace et habile" d'Internet et des réseaux sociaux par les organisations terroristes, mettant en exergue l'évolution de leur mode de communication, infiniment plus sophistiqué que celui de l'ancien chef d'al-Qaida Oussama ben Laden "il y a quelques années seulement".

Idées radicales

Appelant à faire preuve de franchise dans la lutte contre l'extrémisme, Barack Obama a en particulier appelé les leaders religieux musulmans à "faire plus" pour discréditer l'idée selon laquelle les pays occidentaux seraient "déterminés à supprimer l'islam". "Tout le monde doit parler très clairement", a-t-il lancé. Soulignant la nécessité de répondre aux difficultés "que les terroristes exploitent" pour recruter, il a insisté sur le rôle de l'éducation : "Quand des jeunes n'ont reçu aucune éducation, ils sont plus réceptifs aux théories du complot et aux idées radicales."

Quelques heures plus tôt, la maire de Paris Anne Hidalgo, qui fait partie des représentants d'une soixantaine de pays invités à Washington, avait elle aussi insisté sur ce point, car "derrière chaque parcours de radicalisation, il y a un échec à l'école". Plaidant pour une ville offrant une place à tous, la maire de la capitale française s'est prononcée pour un "projet de société à part entière, une fraternité".

"No-go zones"

À Paris, notre ambition est de prendre l'exact contrepied des *no-go zones* fantasmées par certains", a-t-elle dit, provoquant des rires dans l'assistance. Dans les jours qui ont suivi l'attentat contre le magazine satirique *Charlie Hebdo* le 7 janvier, la chaîne américaine Fox News avait à plusieurs reprises expliqué, carte à l'appui, qu'il existait à Paris des "no-go zones" (des zones de non-droit) échappant aux lois de la République et interdites aux non-musulmans.

Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon et les ministres de l'Intérieur français et britannique, Bernard Cazeneuve et Theresa May, font partie des personnalités attendues jeudi au dernier jour de ce rendez-vous international annoncé en janvier peu après l'attaque contre *Charlie Hebdo* mais préparé de longue date. Certains adversaires républicains de M. Obama ont déploré que ce sommet ne se concentre pas explicitement sur la lutte contre l'islamisme radical, jugeant en particulier regrettable que le président américain se refuse à parler d'"extrémisme islamiste".

<http://www.lepoint.fr/>

Etat islamique: l'impossible riposte militaire

19 février 2015



L'étendard de l'Etat islamique déployé près de la frontière turque. La lutte contre le mouvement islamiste est devenue casse-tête occidental.

Barack Obama a invité les représentants d'une soixantaine d'Etats. Le but: dépasser une approche purement militaire contre les djihadistes, qui montre de sérieuses limites

De Paris à Bagdad, de Tripoli à Copenhague, d'Amman à Tokyo, l'obsession est devenue la même: comment combattre ce mouvement islamiste qui se fait appeler «Etat islamique» (ou Daech, selon l'acronyme dépréciatif en arabe)? Un mouvement qui n'a pas les attributs d'un Etat mais qui est devenu bien davantage qu'un simple groupe terroriste.

A Washington, le président Barack Obama réunit pendant trois jours les représentants d'une soixantaine de pays pour tenter d'élaborer une sorte de stratégie commune face à cette menace. La preuve qu'elle est prise au sérieux, mais aussi, d'entrée, un aveu de faiblesse partagée: en lançant les invitations, la Maison-Blanche s'est refusée à identifier nommément cet ennemi commun: manière de ne pas offrir un surplus de reconnaissance à cette entité, et de ne pas offusquer les Etats musulmans en faisant figurer explicitement l'adjectif «islamique».

L'idée de cette réunion? «Discréditer les extrémistes» en luttant contre les racines qui permettent la propagation de leurs «idéologies haineuses», devait dire mercredi Barack Obama, fidèle à l'ordre du jour du sommet, qui réclame aux participants de trouver des réponses allant «au-delà du niveau militaire et de la force», pour reprendre les mots du vice-président Joe Biden.

Les Etats-Unis ont beau jeu de prôner ces solutions «alternatives». En Irak et en

Syrie, le foyer principal de l'Etat islamique, quelque 16 000 raids aériens ont été entrepris en six mois contre les positions du mouvement islamiste par la coalition internationale menée par les Etats-Unis. Le résultat, aux yeux des experts militaires, n'est pas très encourageant: les combattants de l'EI auraient perdu grosso modo... 1% du territoire qu'ils contrôlaient dans ces deux pays. Certes, la prise de la petite ville de Kobané, à la frontière avec la Turquie, a été perçue comme une importante victoire. Transformée en champ de ruines, elle a cependant été arrachée avant tout par les peshmergas kurdes, qui se battent au sol contre les intégristes.

L'ambivalence de l'Irak, dans cette lutte contre l'ennemi commun, dit à elle seule l'impossibilité d'une victoire militaire. Perçus comme les défenseurs des seuls chiites, alliés à l'Iran, le gouvernement de Bagdad et les milices chiites qu'il soutient peuvent difficilement être vus comme les éventuels «libérateurs» de la population sunnite livrée aux agissements de l'Etat islamique.

Bien au contraire: toute avancée sur le terrain de «l'allié» irakien ne fait que jeter encore davantage des centaines de milliers de sunnites irakiens dans les bras du «califat» établi par Abou Bakr el-Baghdadi. Il y a peu encore, les bombardements indiscriminés de l'armée irakienne sur des régions sunnites provoquaient la panique, et souvent la fuite, de centaines de milliers d'Irakiens sunnites. Les témoignages abondent de sunnites modérés qui se disent prêts aujourd'hui à s'accommoder de la barbarie des fantassins de l'Etat islamique tant que ceux-ci leur assurent un semblant de sécurité et de protection.

Parallèlement à la réunion de Washington, les Etats-Unis ont dévoilé mardi leur intention de fournir davantage d'aide et d'entraînement militaire à l'opposition syrienne, non seulement en Jordanie, mais aussi en Turquie. Ce que Washington a refusé jusqu'ici à la rébellion dans son combat contre le régime de Bachar el-Assad est ainsi accordé au nom de la lutte contre l'Etat islamique, devenue la priorité numéro un. L'objectif est ainsi d'entraîner quelque 3000 combattants en Syrie d'ici à la fin de l'année, avec un espoir: qu'ils puissent représenter, en Syrie, l'équivalent des forces kurdes qui combattent les extrémistes en Irak.

Pour les Etats-Unis, le point d'équilibre est instable: que les opposants ainsi formés s'en prennent à l'armée syrienne, loyale à Bachar el-Assad, et c'est tout le château de cartes qui s'effondre. La Syrie d'Assad est en effet alliée à l'Iran et donc, ipso facto, à Bagdad. En ce qui concerne la lutte contre l'Etat islamique, tous ces acteurs sont du même côté...

«Eh oui! Le monde multipolaire est devenu particulièrement compliqué. Et, en formant des alliances, il faut dorénavant s'en tenir à certains aspects particuliers en écartant les autres», sourit une source diplomatique à Genève, qui suit de près ce spectacle mouvant.

Armer les rebelles syriens qui s'en prendront à l'Etat islamique, c'est courir le même risque qu'en Irak: provoquer un élan en faveur de Daech de la part des cen-

taines de milliers de Syriens qui sont aujourd'hui prisonniers de ses griffes mais qui risquent désormais d'être pris pour cible par les combattants pro-américains.

Alors que l'exécution de 21 Egyptiens coptes par l'Etat islamique dans l'est libyen montre que le conflit risque rapidement de s'étendre à la Libye, un problème similaire se pose. Avant tout pour des questions de reconnaissance internationale, l'Egypte du maréchal Abdel Fattah al-Sissi fait des pieds et des mains pour être admise au sein de la coalition internationale qui combat les extrémistes de Daech. Une intervention militaire internationale semble pour l'instant exclue en Libye. Faut-il laisser l'Egypte prendre seule les devants?

«Nous devons être réalistes», la lutte contre l'Etat islamique «est un investissement à long terme», disait un responsable américain, selon l'AFP, en préambule à la réunion de Washington. A la condition que, sur le terrain, la guerre contre les intégristes ne ruine pas immédiatement cet effort au long cours.

<http://www.letemps.ch/>

FACT SHEET: The White House Summit on Countering Violent Extremism

February 18, 2015

This week, the White House is convening a three-day summit on Countering Violent Extremism (CVE) to bring together local, federal, and international leaders – including President Obama and foreign ministers – to discuss concrete steps the United States and its partners can take to develop community-oriented approaches to counter hateful extremist ideologies that radicalize, recruit or incite to violence. Violent extremist threats can come from a range of groups and individuals, including domestic terrorists and homegrown violent extremists in the United States, as well as terrorist groups like al-Qaeda and ISIL.

Understanding “Countering Violent Extremism”

CVE encompasses the preventative aspects of counterterrorism as well as interventions to undermine the attraction of extremist movements and ideologies that seek to promote violence. CVE efforts address the root causes of extremism through community engagement, including the following programs:

Building awareness—including briefings on the drivers and indicators of radicalization and recruitment to violence;

Countering extremist narratives—directly addressing and countering violent extremist recruitment narratives, such as encouraging civil society-led counter narratives online; and

Emphasizing Community Led Intervention—empowering community efforts to disrupt the radicalization process before an individual engages in criminal activity.

U.S. Government Policy to Counter Violent Extremism Here at Home

In August 2011, the White House released *Empowering Local Partners to Prevent Violent Extremism in the United States*, the first national strategy to prevent violent extremism domestically. The underlying premise of the approach to countering violent extremism in the United States is that (1) communities provide the solution to violent extremism; and (2) CVE efforts are best pursued at the local level, tailored to local dynamics, where local officials continue to build relationships within their communities through established community policing and community outreach mechanisms. The Federal Government’s most effective role in strengthening community partnerships and preventing violent extremism is as a facilitator, convener, and source of research and findings.

Since the release of the Strategy, local governments and communities around the United States have developed prevention frameworks that address the unique issues facing their local communities. Three cities—**Greater Boston, Los Angeles, and the Twin Cities**—with the leadership of representatives from the Federal Gov-

ernment, have created pilot programs to foster partnerships between local government, law enforcement, mayor's offices, the private sector, local service providers, academia, and many others who can help prevent violent extremism. Federal departments and agencies have begun expanding support to local stakeholders and practitioners who are on the ground serving their communities. Each city created an action plan tailored to addressing the root causes and community needs they identified. The pilot framework developed by these three cities emphasizes the strength of local communities with the premise that well-informed and well-equipped families, communities, and local institutions represent the best defense against violent extremist ideologies and offers three overarching components.

The Federal Government is supporting these efforts in a number of important ways. In conjunction with the Summit, we are announcing new steps to advance our whole-of-nation CVE efforts, including by:

Appointing the first-ever senior level, full-time CVE Coordinator at the Department of Homeland Security (DHS);

Establishing, in partnership with the City of Los Angeles, the Los Angeles-based Office for Strategic Engagement and committed on-the-ground dedicated staff to facilitate information sharing, engagement with local partners, strengthening of community and law enforcement partnerships, and the local establishment of prevention and intervention frameworks. Due to the successes in Los Angeles, DHS on-the-ground engagement staff will be expanded in 2015 to Boston and other municipalities across the country;

Seeking \$15 million in appropriated funding for the Department of Justice (DOJ) to support community-led efforts to build resilience and counter violent extremism in the President's Budget for Fiscal Year 2016;

Awarding nearly \$3.5 million in National Institute of Justice research and evaluation grants to address domestic radicalization to violent extremism for the third year;

Leading a workshop with the creative arts community and community leaders in Los Angeles to develop innovative, scalable and implementable programs and tools to counter violent extremism. In 2015, these new programs and tools will include film training for disadvantaged youth and a "CVE Hub" that will be a non-governmental organization to connect, network, organize, and drive community groups, funders, academics, and the tech sector towards long-term, sustainable, creative, and nimble solutions for domestic CVE;

Sponsoring a joint DHS and DOJ symposium for local partners to collaborate and share best practices on intervention and prevention framework development and implementation in 2015; and

Joining Canada and the United Kingdom to bring together researchers from four robust and comprehensive research programs to deliver practical, timely and

plainspoken results to practitioners. This international compilation will ensure the best results are validated and shared with those who need them most.

U.S. Government Policy to Counter Violent Extremism Globally

The United Nations General Assembly (UNGA): At the United Nations in September 2014, President Obama called on member nations to do more to address violent extremism within their regions. He also asked that they return in 2015 with concrete steps taken to address “the underlying grievances and conflicts that feed extremism.” The White House Summit on Countering Violent Extremism is the first of many events leading up to UNGA in September 2015, through which the United States and its partners will develop actions to counter the most immediate threats, including ISIL, and stop the spread of violent extremism.

Ministers from nearly 70 countries, the UN Secretary-General, senior officials from other multilateral bodies, and representatives from civil society and the private sector will gather during the Ministerial segments of the Summit to develop a comprehensive action plan against violent extremism. They will also chart a path for progress that will include regional summits, aimed at taking concrete steps to prevent violent extremism in the lead up to UNGA 2015. This week’s Summit offers an opportunity to approach CVE in a comprehensive way and build upon the framework of the UN Global Counter-Terrorism Strategy, which encourages the UN and other multilateral bodies to intensify efforts to identify and address the local drivers of violent extremism.

Focusing on Foreign Fighter Recruitment: CVE is also a key component of the U.S. Government’s strategy to combat foreign terrorist fighters. Internationally, there is an unprecedented flow of foreign terrorist fighters to Syria and Iraq, with more than 20,000 foreign fighters from more than 90 nations traveling to Syria since the beginning of the conflict, including at least 3,400 from the West.

To complement the CVE discussions to prevent terrorist and other extremist recruitment and radicalization and implement other aspects of UN Security Council Resolution 2178, the Resolution that emerged from the Security Council session President Obama chaired last year, the Department of State is hosting an Information Sharing Ministerial on the margins of the Summit. The Ministerial is focusing on actionable steps to disrupt foreign terrorist fighters travel to and from conflict zones.

Additionally, the United States next week will host the Global Counterterrorism Forum’s Foreign Terrorist Fighter Working Group workshop “Raising Community Awareness to Address the Foreign Terrorist Fighter Phenomenon” to focus on ways in which communities and governments can develop specific programs and efforts to address the issue of foreign terrorist fighters.

Widening the Global Base of CVE Stakeholders

Social Media Solutions: The U.S. Government, in partnership with foreign govern-

ments, civil society, and the private sector, is working to weaken the legitimacy and resonance of violent extremist messaging and narratives, including through social media. The Summit will identify concrete ways to build upon ongoing initiatives aimed at countering extremists' perverse message and new and innovative solutions to the challenges posed by violent extremists, especially online. For example:

The United States is partnering with the United Arab Emirates to establish a digital communications hub that will counter ISIL's propaganda and recruitment efforts, both directly and through engagement with civil society, community, and religious leaders.

The State Department is launching a Peer-to-Peer Challenge to empower university students in the United States, Canada, North Africa, Middle East, Europe, Australia, and Asia to develop digital content that counters violent extremist messaging.

The United States and our partners in the private sector are organizing multiple "technology camps" in the coming months, in which social media companies will work with governments, civil society, and religious leaders to develop digital content that discredits violent extremist narratives and amplifies positive alternatives. The Summit will provide an opportunity to explore further collaboration with the information technology industry on empowering moderate voices and undermining violent extremists.

The United States has designated a Special Envoy for Strategic Counterterrorism Communications at the Department of State to drive U.S. Government efforts aimed at discrediting terrorists' propaganda and degrading their ability to disseminate messages and recruit fighters, with a particular focus on ISIL.

Religious Leaders and Faith Community Engagement: The United States works with religious leaders and faith communities around the world to address both religious and non-religious causes of violence and extremism, including by working with religious leaders on projects emphasizing peace, tolerance, and coexistence at the community level and training religious leaders on outreach to at-risk youth.

Civil Society: In September 2013, President Obama launched *Stand with Civil Society*, a global call to action to support, defend, and sustain civil society. Working in partnership with other governments, the philanthropic community, and multilateral initiatives, the United States is fostering supportive and permissive environments in support of a vibrant civil society and identifying innovative ways to inject technical, financial, and logistical support into this space. The Summit will explore opportunities for civil society to be a still more active partner in efforts to build local partnerships against violent extremism.

Youth Engagement: The United States is supporting young leaders in the Middle East and North Africa, Sub-Saharan Africa and Southeast Asia, including through projects that provide youth a sense of belonging, as well as technical skills and vo-

cational training, scholarships, opportunities for civic engagement, and leadership training. As part of these efforts, the United States trains, mentors, and provides seed funding to young leaders, for example, who are working to counter extremists' narratives, reintegrate former violent extremists, and promote tolerance and non-violent dispute resolution.

<http://www.whitehouse.gov/>

Yemen

Yemen chaos a plus for terror

28, 2015 6:00 am

Yemen teeters on the brink of economic collapse and civil war. After being held captive for three weeks by Houthi rebels, President Abdurabuh Mansur Hadi has escaped from Sanaa, the capital, to Aden, in the country's south, where he is rallying support to restore his government. If his country now splits, or falls into sectarian strife, the clear winner will be al-Qaida in the Arabian Peninsula, which thrives amid chaos in Yemen.

This al-Qaida offshoot poses one of the most dangerous terrorism threats, and the United States needs to do all it can to promote stability. That means averting a proxy war between Saudi Arabia and Iran and supporting President Hadi's elected government, at least until a process for a political transition can be agreed on.

The U.S. and its allies can hardly resolve this impoverished country's foundational problems. The roots of today's crisis are sunk deep in Yemen's history as a land divided — among tribes and regions, by the British and the Turks, and then as two independent nations. In 1990, the Yemen Arab Republic in the north and the People's Democratic Republic of Yemen in the south were united. But the new country's halves were held together less by common purpose than by cunning, corruption and brute force.

As a result, long-standing grievances have festered. The Houthis, for instance, seek to rekindle the glory days when the Zaydi, a Shiite sect that includes the Houthis, ruled much of present-day Yemen for centuries until 1962. (Zaydis now make up about a third of Yemen's population, which is mostly Sunni.) Over the past decade, the Houthis have fought to enlarge their influence and to protect their religious and cultural traditions from what they see as Sunni encroachment backed by Saudi Arabia. Meanwhile, tensions between the country's north and south have persisted.

The unseating of President Ali Abdullah Saleh in 2011 — Yemen's version of the Arab Spring — led to efforts to create a new federal structure that would distribute power and resources more evenly. But a much-touted National Dialogue Conference did little to mollify the Houthis, who embarked soon afterward on the offensive that has led to today's impasse.

In response to the Houthi takeover, the Gulf states recently called on the United Nations Security Council for outside military intervention. In this unsettled climate, that seems unwise. The Shiite Houthis are not necessarily a cat's-paw for Iran, but an intervention against them by Yemen's Sunni neighbors, beginning with Saudi Arabia, risks fulfilling fears of a sectarian proxy war. And if the U.S. were to get militarily involved on Hadi's behalf, it might jeopardize U.S. operations against al-Qaida, which the Houthis have tolerated as targeting a mutual foe.

Right now, the best diplomatic course is to support the talks that the UN has convened. Until they are finished, the U.S. in particular needs Hadi to remain in office — not least to sustain the legitimacy of its drone strikes. The U.S. also needs to manage these strikes especially carefully, to keep controversy and civilian casualties to a minimum. It should also have a consistent public policy on compensation for innocent Yemeni victims.

In the long term, the U.S. will need to pursue a more balanced counterterrorism policy in Yemen. That means not just more dollars in economic aid for schools, hospitals and roads — something the Obama administration is providing — but also enough non-military personnel on the ground to ensure the money is well spent.

One of the first to make the trip should be the returning U.S. ambassador, whom the White House timorously evacuated last month. Keeping diplomats on the ground can be risky. But the U.S. cannot hope to shape events in Yemen without showing up.

<http://www.bgdailynews.com/>

Will 'deconflicting' be the new US strategy in Yemen?

The current chaos in Yemen is not about Sunnis versus Shi'ites - it's more of a struggle for territory and who controls a larger share of the pie.



PROTESTERS SHOUT slogans against the Shi'ite Muslim Houthi movement, in the southwestern city of Taiz..

In the past two weeks Yemen experienced another phase in the slow disintegration of the country's institutions and the consolidation of power by the Houthi, a Shi'ite insurgency that has been fighting the Yemeni central government for over a decade. The Houthi takeover is another blowback of US policy in the region, and it will exacerbate ongoing challenges regarding regional stability and the fight against terrorism.

For the US Yemen is important for many reasons. First and foremost it is the home of al-Qaida in the Arabian Peninsula (AQAP), a terrorist organization that time and time again has proved to be the most capable in planning terrorist attacks against the West and inspiring extremists all around the world. Furthermore, Yemen shares a long border with Saudi Arabia, one of the US's main allies in the region, and everything that happens in Yemen is destined to influence the Saudi kingdom.

Yemen is also located at a strategic intersection – the Bab el-Mandab strait, which connects the Indian Ocean with the Mediterranean Sea (around 3.5 percent to 4% of global oil supply passes through Bab el-Mandab on a daily basis).

However, the US interest that will probably be most affected by the Houthi takeover will be its counter- terrorism policy in the country.

America's fight against AQAP in Yemen was based mainly on the use of drones. During the Obama administration there have been approximately 105 drone strikes conducted in Yemen that have killed between 700-950 militants and around 80-90 civilians. The debate over whether this policy was effective or not deserves an entire discussion, and many analysts have argued this way or the other. However, the undisputed fact is that an effective drone policy relies heavily on good intelligence and the cooperation of the local government, which right now can be very limited.

Moreover, the fact that the US closed its embassy in Yemen and scaled back CIA presence and operations in the country will probably make it almost impossible to obtain credible intelligence on the ground.

This is precisely the reason why some reports suggested that the US is trying to establish connections with the Houthi leadership, with the objective of keeping the fight against AQAP alive. Nevertheless, if the US actually works with the Houthis, overtly or covertly, and focuses solely on the fight against AQAP, it will be counter-productive to its objectives in Yemen and the region.

Trying to court the Houthis, and not condemning their actions fiercely, as the European Union and the GCC have, will only make things worse. Firstly, it will strengthen the perception in the region that the US is once again aligning itself with the Shi'ite camp, led by Iran, as many people believe is currently happening in Syria and Iraq. A perceived US acceptance of the current situation in Yemen or a quiet understanding with the Houthis will be perceived by many Arab leaders as another attempt by the US to appease Iran through respecting its sphere of influence in Yemen.

To be clear, the current chaos in Yemen is not about Sunnis versus Shi'ites, and the country is not a battle ground between the two such as Syria and Iraq are. Rather it's more of a struggle for territory and who controls a larger share of the pie. Be that as it may, for many in the region it is a situation in which the temporarily victorious side, the Houthis, is being backed by Iran and by Iran's proxies. This is not far from the truth, as American and other officials had stated more than once that Iran is supplying arms and funds to the Houthis.

The links between the Houthis and Iran did give this last takeover a sense of an Iranian victory. It is reasonable to assume that many of the GCC countries will see it exactly as such, and any US acceptance of the situation will not be received kindly. Not for nothing did the GCC countries release a harsh statement against the Houthis after their meeting in Riyadh last Saturday, asking the UN Security Council to "take a decision under Chapter Seven of the UN charter."

Any policy that shows quiet support for the Houthi takeover will also create a dangerous precedent. In a region that is so accustomed to the rule of the strong, a poli-

cy that will signal an American acquiescence to the new situation in Yemen will only embolden this belief. It's true that in Yemen negotiations are not always conducted in good faith to say the least, but they are the only solution to this leadership crisis. The fact is that the Houthis took control using blatant force, threatening key figures and giving ultimatums. It's hard to negotiate when you have thousands of armed men watching your every move and threatening to bring the entire process down if a single clause is not be favorable to their objectives.

An American acceptance of this situation will show other insurgencies or other opposition groups in the region that ultimately the size of your gun is the only thing that matters. If you're able to take control by force not only you will gain control, but you will also get American cooperation.

The US wants to weaken AQAP, but the Houthi takeover will probably only strengthen it. As noted above, Yemen is not a battle between Sunnis and Shi'ites. Nevertheless, that's precisely how AQAP will depict this situation. Along with describing the situation as a "Shi'ite ascendance" and thereby an increasing danger for the Sunnis in the country, AQAP will also fill the vacuum that was created due to the disintegration of state institutions. With providing its own services and security, AQAP will increase its base of support among the Yemeni people.

The chaos the Houthi takeover created also significantly damaged the capabilities of Yemen's armed forces to quell any advancement of AQAP to new areas. Just last week, AQAP took control of the Yemeni Army's 19th Infantry Brigade base in Shab-wa province, an area that in the past was controlled by AQAP for more than a year, until Yemeni forces, backed by US airpower, drove them away. As the Houthis continue to widen the cracks between Yemen's multiple factions, mainly by using force and not negotiating, AQAP's influence will only grow stronger. The US support or perceived support to the Houthis will help AQAP boost its recruitment and help it incite many more against the US.

This new situation in Yemen is still very unstable, and as Yemen showed us in the past, whenever you think you know how things will turn out, you are probably wrong. However, it is safe to assume that someone in the administration is thinking right now, "We have a common goal with the Houthis – both of us want to eradicate AQAP." It's true, the Houthis would like to see a weakened AQAP.

Nevertheless, working with the Houthis against AQAP, or "deconflicting" with them, a term that has been used plenty in regard to Syria and Iraq, will be counter-productive to America's fight against AQAP and to US policy in the region. The only productive thing the US can do right now is work with other countries in order to find ways to bring the various Yemeni parties to the negotiation table, including the Houthis, just without their guns.

<http://www.ipost.com/->

Disclaimer of Liability and Endorsement

While the African Centre for the Study and Research on Terrorism (ACSRT) strives to make the information on this publication as timely and accurate as possible, the ACSRT makes no claims, promises, or guarantees about the accuracy, completeness, or adequacy of its contents, and expressly disclaims liability for errors and omissions in its contents. No warranty of any kind, implied, expressed, or statutory, including but not limited to the warranties of non-infringement of third party rights, title, merchantability, fitness for a particular purpose or freedom from computer virus, is given with respect to the contents of this publication or its links to other Internet resources.

It should be noted that any opinions expressed are the responsibility of the authors and not of the African Centre for the Study and Research on Terrorism (ACSRT), its publication board, its management or any funder or sponsor of the ACSRT, nor that of the African Union Commission (AUC),

Reference in this publication to any specific commercial product, process, or service, or the use of any trade, firm or corporation name is for the information and convenience of the public, and does not constitute endorsement, recommendation, or favoring by the ACSRT and AUC.